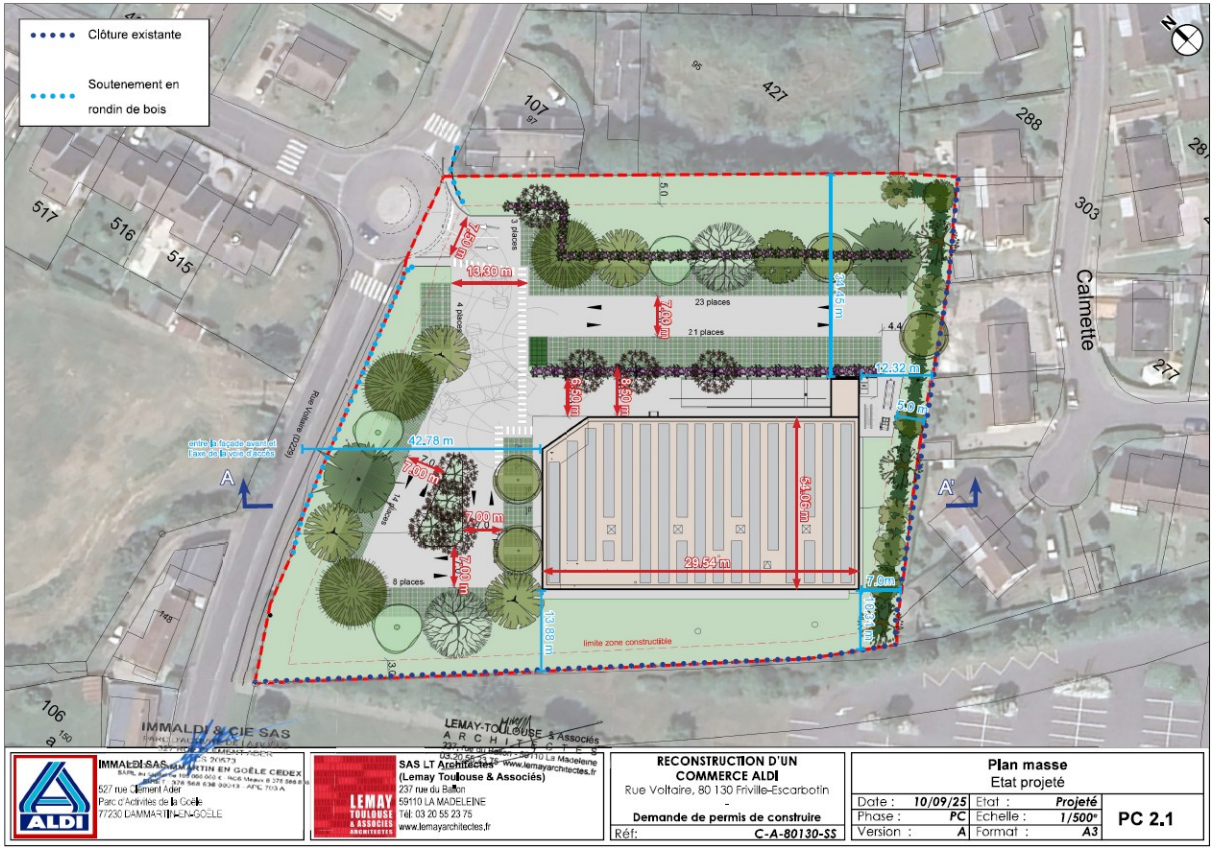
Dossier cas par cas – Notice explicative

Projet de reconstruction d'un commerce Aldi sur la commune de Friville-Escarbotin (80)



Octobre 2025

SOCOTEC | URBYCOM

Table des matières

1 PREAMBULE 6

2 OBJET DU DOCUMENT 7

3 PRESENTATION DE L'AMENAGEMENT 8

3.1 Localisation générale 8

3.2 Localisation du projet 9

3.3 Historique du site 17

3.3.1 Généralités 19

3.3.2 Démolition du bâtiment existant 20

3.3.3 Justification du projet 23

3.3.3.1 Urbanisme 23

3.3.3.2 Réaménagement du site et désartificialisation des sols 28

3.3.3.3 Plus-value environnementale et paysagère 28

3.3.3.4 Positionnement stratégique 28

3.3.4 Principe d'aménagement retenu 28

3.3.4.1 Accès 28

3.3.4.2 Parking 29

3.3.4.3 Terrain et implantation 29

3.3.4.4 Bâtiment 30

3.3.4.5 Espaces verts 30

3.3.4.6 Eaux pluviales 31

3.3.4.7 Eaux usées et autres réseaux 31

3.3.4.8 Optimisation énergétique 31

4 ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DU SITE 47

4.1 Milieu physique 47

4.1.1 Topographie 47

4.1.2 Géologie 48

4.1.3 Le climat 49

4.1.3.1 Politique pour le climat, l'air et l'énergie 49

Loi dite « Climat et résilience » 49

4.1.3.2 49

4.1.3.3 Climat 50

4.1.3.4 Changement climatique 51

4.1.4 Ressource en eau 54

4.1.4.1 Eaux souterraines 54

4.1.4.2 Eaux superficielles 58

4.1.4.3 Zones à Dominante Humide et Zones Humides 60

4.1.5 Qualité de l'air 62

4.1.5.1 Sources de pollution 62

4.1.5.2 Outils réglementaires 62

4.1.5.3 Seuils d'exposition 63

4.1.5.4 Polluants atmosphériques 64

4.1.5.5 Station de mesure 65

4.1.6 Risques naturels 67

4.1.6.1 Arrêtés de catastrophes naturelles 67

4.1.6.2 Inondations 67

4.1.6.3 Retrait et gonflement des argiles 70

4.1.6.4 Mouvement de terrain 70

4.1.6.5 Cavités souterraines 71

4.1.6.6 Radon 71

4.1.6.7 Risques sismiques 71

4.2 Milieu naturel 72

4.2.1 Zonages écologiques 72

4.2.1.1 ZNIEFF 72

4.2.1.2 Zones NATURA 2000 73

4.2.1.3 Réserves Naturelles Régionales 74

4.2.1.4 Réserves Naturelles Nationales 74

4.2.1.5 Réserves biologiques 75

4.2.1.6 Les Parcs Naturels Régionaux (PNR) 75

4.2.1.7 Arrêtés de Protection de Biotope 76

4.2.1.8 Site RAMSAR 76

4.2.1.9 ZICO 76

4.2.1.10 Sites d'Importance Communautaire 76

4.2.1.11 Espaces Naturels Sensibles (ENS) 76

4.2.2 Schéma Régional de Cohérence Ecologique 76

4.2.3 Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires 78

4.2.4 Occupations des sols 79

4.2.4.1 A l'échelle de la commune 79

4.2.4.2 A l'échelle de la ZIP 79

4.3 Milieu humain 81
4.3.1 Évolution démographique 81
4.3.1.1 Variation de population 81
4.3.1.2 La structure par âge 82
4.3.1.3 Ménages 82
4.3.2 Logements 82
4.3.3 Analyse socio-économique 83
4.3.3.1 La population active 83
4.3.3.2 Déplacement domicile-travail 83
4.3.4 Les équipements et services 84
4.3.4.1 Equipements et services publics 84
4.3.4.2 Les équipements sportifs 84
4.3.4.3 Equipements scolaires et éducatifs 85
4.3.4.4 Equipements de santé 85
4.3.4.5 L'activité touristique 86
4.3.4.6 L'activité industrielle et les zones d'activités 86
4.3.4.7 L'activité commerciale 87
4.3.5 Gestion des déchets 88
4.3.6 Assainissement 88
4.3.7 Santé, risques et pollutions 88
4.3.7.1 Plan de Prévention des Risques Technologiques 88
4.3.7.2 Installations classées pour la Protection de l'Environnement 88
4.3.7.3 Établissements polluants 89
4.3.7.4 SEVESO 89
4.3.7.5 Sites et sols pollués 90
4.3.7.6 Canalisations de matières dangereuses 93
4.3.7.7 Transport de matières dangereuses 93
4.3.7.8 Ligne à haute tension 93
4.3.8 Bruit 94
4.3.8.1 Contexte 94
4.3.8.2 Nuisances sonores 95
4.3.9 Servitudes 96
4.3.10 Transport et déplacement 97
4.3.10.1 Accessibilité et positionnement 97
4.3.10.2 Transport en commun 98
4.3.10.3 Déplacements doux et modes actifs 99
4.4 Patrimoine et paysage 100
4.4.1 Analyse paysagère 100
4.4.2 Paysage autour du site 100
4.4.3 Patrimoine 101
4.4.3.1 Monuments historiques 101
4.4.3.2 Sites inscrits et sites classés 103
4.4.3.3 Biens inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO 103
4.4.3.4 Sites patrimoniaux remarquables 103
4.4.3.5 Bâti d'intérêt 104
5 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET AUTRES DOCUMENTS REGLEMENTAIRES 105
5.1 SCOT 105
5.2 Plan Local d'Urbanisme 105
5.3 SDAGE Artois-Picardie 105
5.4 SAGE Somme aval et cours d'eau côtiers 106
6 IMPACTS ET MESURES 113

Liste des tableaux

Tableau 1 : Sociétés ayant produits les études techniques et réglementaires 6
Tableau 2 : Détails des surfaces d'emprise du projet 19
Tableau 3 : Liste des nappes d'eau souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027 54
Tableau 4 : Synthèse de l'objectif de qualité de la masse d'eau souterraine 55
Tableau 5 : Objectif d'état chimique et écologique de la masse d'eau superficielle 60
Tableau 6 : Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles sur la commune 67
Tableau 7 : Cavités souterraines sur la commune de Friville-Escarbotin – Source : BRGM 71
Tableau 8 : Liste des ICPE sur la commune 88
Tableau 9 : Tableau de compatibilité du projet avec le SDAGE Artois-Picardie 107
Tableau 10 : Synthèse des enjeux, impacts et mesures 113

Liste des cartes

Carte 1 : Localisation régionale de la commune d'Friville-Escarbotin 9
Carte 2 : Localisation communale du projet 10
Carte 3 : Vue aérienne du site d'étude 11
Carte 4 : Historique de la ZIP 19

Carte 5 : Topographie de la ZIP 47
Carte 6 : Carte géologique imprimée du site d'étude (1/50 000 ST-VALERY-SUR-SOMME EU) 48
Carte 7 : Masses d'eau souterraines de la ZIP 55
Carte 8 : Localisation des captages et périmètres de protection 57
Carte 9 : Localisation des Aires d'Alimentation de Captages 57
Carte 10 : Contexte hydrographique 59
Carte 11 : Zones à Dominante Humide du SDAGE Artois-Picardie 61
Carte 12 : Identification du risque de remontée de nappes 69
Carte 13 : Localisation des zones soumises au retrait et au gonflement des argiles 70
Carte 14 : Localisation des ZNIEFF dans l'aire d'étude rapprochée (5 km) 73
Carte 15 : Localisation des zones Natura 2000 74
Carte 16 : Localisation des Parcs Naturels 75
Carte 17 : Enjeux écologiques du SRADDET Hauts de France 79
Carte 18 : Occupation des sols sur la commune – Source : CarHab 80
Carte 19 : Occupation du sol des abords du site – Source : BDTOPO et CarHab 81
Carte 20 : Localisation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement 90
Carte 21 : Localisation des sites CASIAS 91
Carte 22 : Localisation des sites BASOL sur la commune 92
Carte 23 : Localisation des canalisations de transport de matières dangereuses 94
Carte 24 : Largeur affectée par le bruit des voiries catégorisées bruyantes 96
Carte 25 : Localisation des monuments historiques 102

Liste des figures

Figure 1 : Localisation régionale et départementale de la commune 8
Figure 2 : Localisation de la commune et de ses communes limitrophes 9
Figure 3 : Plan de situation du magasin – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 10
Figure 4 : Photographies du site d'étude depuis la rue Voltaire – Source : googlestreetview 2024 11
Figure 5 : Photographie du site d'étude depuis le giratoire – Source : googlestreetview 2024 12
Figure 6 : Photographies du site d'étude depuis son parking actuel – Source : googlestreetview 2024 12
Figure 7 : Plan des photographies de l'environnement proche – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 13
Figure 8 : Plan des photographies de l'environnement lointain – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 14
Figure 9 : Plan masse de l'existant – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 16
Figure 10 : Photographies des bâtiments présents sur le site – Source : Googlestreetview2023 20
Figure 11 : Plan de démolition – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 22
Figure 12 : Extrait du plan de zonage du PLUi de la CC du Vimeu – Source : Géoportail de l'Urbanisme / PLUi de la CC du Vimeu 27
Figure 13 : Accès piéton sécurisé au futur magasin 29
Figure 14 : Plan masse du projet – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 32
Figure 15 : Plan masse paysager du projet – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 33
Figure 16 : Plan masse avec réseaux du projet – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 34
Figure 17 : Plan de coupes – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 35
Figure 18 : Plan des façades – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 38
Figure 19 : Plan des installations groupe froid – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 39
Figure 20 : Plan de toiture – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 40
Figure 21 : Plan du magasin et plan de destination – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 41
Figure 22 : Insertion du projet en vue aérienne – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 42
Figure 23 : Insertion du projet en vue rapprochée – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 43
Figure 24 : Plan du détail du système de production d'électricité renouvelable – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 44
Figure 25 : Plan de zonage de la gestion des eaux pluviales – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 45
Figure 26 : Plan de notice descriptive – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés 46
Figure 27 : Log géologique du forage BSS000DDXR – Source : BRGM 48
Figure 28 : Température moyenne (°C) par saison selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France 51
Figure 29 : Cumul de précipitations par saison (en mm) selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France 51
Figure 30 : Nombre annuel de jours de gel selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France 52
Figure 31 : Nombre de jours par saison avec sol sec selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France 52
Figure 32 : Cumul de précipitations quotidiennes remarquables (en mm) selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France 52
Figure 33 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France 53
Figure 34 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France 53

Figure 35 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France..... 53
Figure 36 : Nombre annuel de jours en vague de froid selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France..... 54
Figure 37 : État chimique des eaux souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027 55
Figure 38 : État quantitatif des eaux souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027 56
Figure 39 : Masses d'eau superficielles et cours d'eau – Source : PLUi de la CC du Vimeu 58
Figure 40 : Objectif d'état écologique, prévisions 2027 – Source : SDAGE Artois-Picardie 59
Figure 41 : Objectif d'état chimique des masses d'eau de surface – Source : SDAGE Artois-Picardie..... 60
Figure 42 : Tableau des valeurs réglementaires des polluants atmosphériques – Source : Atmo Hauts de France..... 65
Figure 43 : Risque sismique – Source : Géorisques 72
Figure 44 : Eléments du SRCE Picardie et des continuités écologiques du PNR – Source : PLUi 78
Figure 45 : Population en historique depuis 1968 – Source : INSEE 81
Figure 46 : Solde naturel et migratoire – Source : INSEE..... 82
Figure 47 : Population par grandes tranches d'âges – Source : INSEE..... 82
Figure 48 : Ménages selon leur composition – Source : INSEE 82
Figure 49 : Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968 – Source : INSEE..... 82
Figure 50 : Population de 15 à 64 ans par type d'activité – Source : INSEE..... 83
Figure 51 : Emplois par catégorie socioprofessionnelle – Source : INSEE 83
Figure 52 : Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone – Source : INSEE..... 83
Figure 53 : Moyen de transport pour se rendre au travail en 2022 – Source : INSEE..... 84
Figure 54 : Equipements administratifs, culturels et salles polyvalentes – Source : PLUi CC du Vimeu 84
Figure 55 : Equipements sportifs – Source : PLUi CC du Vimeu..... 85
Figure 56 : Equipements scolaires et éducatifs – Source : PLUi CC du Vimeu 85
Figure 57 : Equipements de santé – Source : PLUi CC du Vimeu 86
Figure 58 : Les hébergements touristiques – Source : PLUi CC du Vimeu 86
Figure 59 : Les zone d'activités – Source : PLUi CC du Vimeu..... 87
Figure 60 : Commerces par commune – Source : PLUi CC du Vimeu 87
Figure 61 : Assainissement EU et EP – Source : PLUi CC du Vimeu..... 88
Figure 62 : Les voiries bruyantes – Source : PLUi CC du Vimeu 95
Figure 63 : Plan des SUP – Source : PLUi CC du Vimeu 97
Figure 64 : Le réseau routier départemental – Source : PLUi CC du Vimeu 97
Figure 65 : Les infrastructures ferroviaires et axes routiers majeurs – Source : PLUi CC du Vimeu 98
Figure 66 : Extrait du réseau de transports en commun – Source : TRANS80 98
Figure 67 : Les modes doux de circulation – Source : PLUi CC du Vimeu..... 99
Figure 68 : Trottoirs bilatéraux et passages piétons aux abords du site d'étude – Source : Googlestreetview2024..... 100
Figure 69 : Photographies du lotissement rue Guérin – Source : Googlestreetview août 2024 101
Figure 70 : Photographie du lotissement rue Claude Debussy – Source : Googlestreetview août 2024 101
Figure 71 : Photographie de l'entrée du centre aquatique Viméa – Source : Googlestreetview août 2024..... 101
Figure 72 : Usine de serrurerie Delabie – Source : PLUi CC du Vimeu 104
Figure 73 : Château de Friville – Source : PLUi CC du Vimeu 104

1 PREAMBULE

La réalisation de cette étude est à l'initiative de la société IMMALDI.

La présente étude vise à présenter les enjeux environnementaux sur la zone d'implantation du projet de reconstruction d'un magasin ALDI sur la commune de Friville-Escarbotin dans le département de la Somme en région Hauts-de-France.

Le tableau suivant liste les sociétés ayant contribué à la réalisation des études techniques et réglementaires :

Tableau 1 : Sociétés ayant produits les études techniques et réglementaires

MAITRE D'OUVRAGE	ALDI	**ALDI Immobilier** 33 rue Vanesses 93420 Villepinte Responsable Développement : Raffaele FRAU Mail : raffaele.frau@aldi.fr
DOSSIER CAS PAR CAS	SOCOTEC | URBYCOM	**URBYCOM - SOCOTEC** Rue de la Calypso 85 Espace Neptune 62110 Hénin-Beaumont Tél : 03 62 07 80 00 Réalisation de l'étude au cas par cas – Chargée d'études en Environnement et Ecologie : Telma Vanderbeeken t.vanderbeeken@urbycom.fr Relecture - Chef de projet en Environnement et Ecologie : Alexandre Quenneson a.quenneson@urbycom.fr

2 OBJET DU DOCUMENT

Les articles L 122-1 et R122-1 du Code de l'Environnement portent la réforme de l'étude d'impact et fixent les critères, mais également les seuils permettant de définir les projets soumis à l'étude d'impact et ceux soumis à la procédure « cas par cas ».

Le projet de reconstruction du magasin sur la commune de Friville-Escarbotin est soumis à la procédure « cas par cas » du fait de l'aménagement de **80 places de stationnement.**

Catégories d'aménagements, d'ouvrages et de travaux	Projets soumis à la procédure de « cas par cas » en application de l'annexe III de la directive 85/337/CE
41. Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs.	a) Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus.

Le projet est donc soumis à la rubrique 41.

3 PRESENTATION DE L'AMENAGEMENT

3.1 Localisation générale

Le projet se situe sur la commune de Friville-Escarbotin en Hauts-de-France et plus précisément dans le département de la Somme (80).

À vol d'oiseau, la commune est située à 5 km au nord-ouest de Feuquières-en-Vimeu, 10 km d'Eu-Le Tréport, 21 km à l'ouest d'Abbeville, 38 km au nord-est de Dieppe et à 58 km au nord-ouest d'Amiens.

Les communes limitrophes sont Bourseville, Fressenneville, Nibas, Saint-Blimont, Tully, Vaudricourt, Woincourt et Yzengremer.

La commune possède une superficie de 8,86 km² pour 4 394 habitants en 2022 (496 hab/km²).

Elle appartient à l'arrondissement d'Abbeville et à la Communauté de Communes du Vimeu dont elle est la commune siège. Cette communauté de Communes comprend 25 communes pour 22 388 habitants en 2021.

L'axe routier le plus important est la route départementale 925 qui permet de rejoindre, à l'ouest, la côte picarde ou normande ou, à l'est, le chef-lieu d'arrondissement : Abbeville.

L'habitat s'est principalement développé le long de la route départementale 2 (D 2), véritable épine dorsale de l'agglomération.

L'autoroute A28 est joignable à sa sortie dite « Vimeu », n°24, sur le territoire de la commune de Tours-en-Vimeu, à 14 km.

En 2019, la localité est desservie par les lignes d'autocars n°2, n°5 (Cayeux - Friville-Escarbotin - Abbeville et Mers-les-Bains - Friville - Abbeville) et n°7 (Lanchères - Friville) du réseau Trans'80, Hauts-de-France, chaque jour de la semaine sauf le dimanche et les jours fériés.



Figure 1 : Localisation régionale et départementale de la commune



Carte 1 : Localisation régionale de la commune d'Friville-Escarbotin

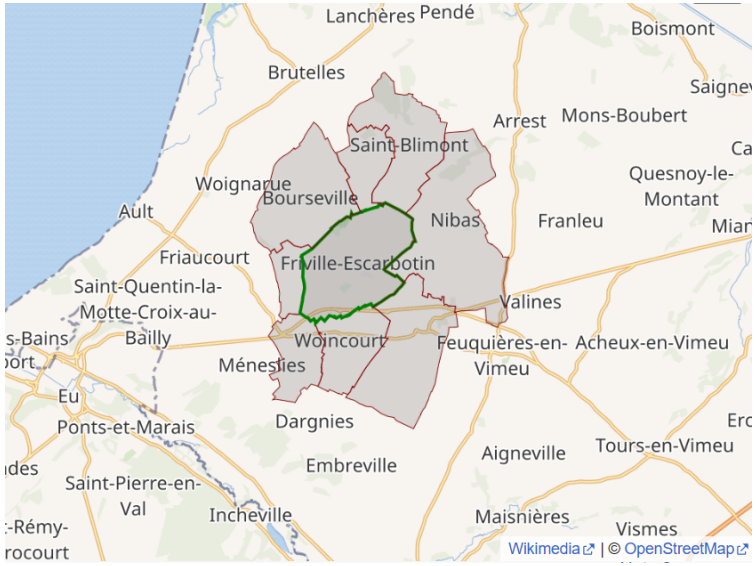


Figure 2 : Localisation de la commune et de ses communes limitrophes

3.2 Localisation du projet

Le projet de reconstruction d'une surface commerciale sous enseigne Aldi se situe au sud du territoire communal de Friville-Escarbotin (80130), rue Voltaire.

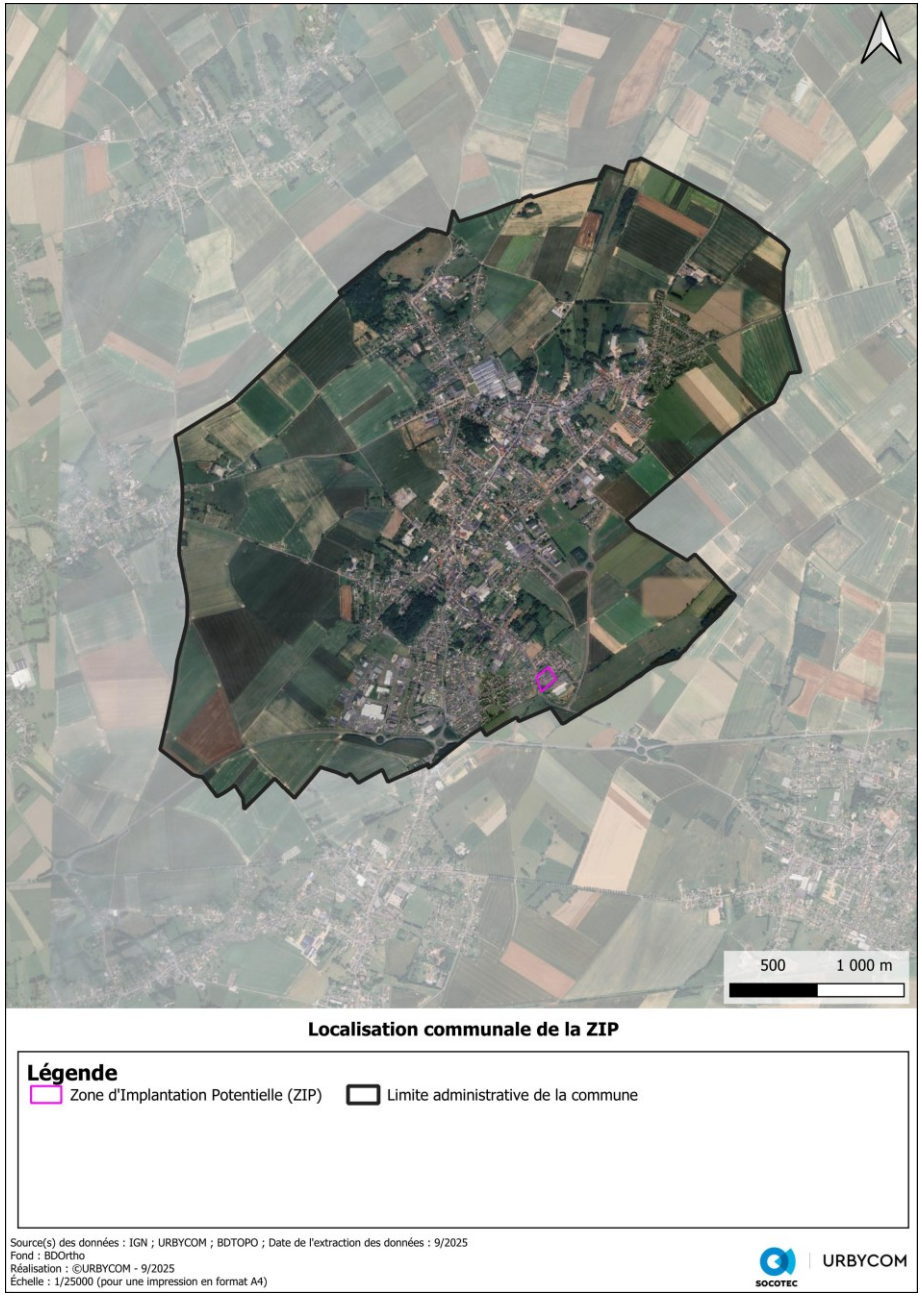
Le terrain d'assiette du projet, d'une surface totale parcellaire de 8 054 m², est constitué des parcelles suivantes :

- La 000 X n°109 avec une surface de 2 410 m² ;
- La 000 X n°606 avec une surface de 476 m² ;
- La 000 X n°607 avec une surface de 5 168 m².

Le site d'étude est actuellement occupé par :

- Un magasin Aldi en activité d'une surface de vente de 750 m², de dimension (L : 49,55 m et l : 107,13) ;
- Un bâtiment commercial non occupé ;
- Une aire de stationnement de 76 places ;
- Des espaces verts autour du magasin.

Le site qui se localise dans le tissu urbain est artificialisé, aménagé et en activité.



Carte 2 : Localisation communale du projet

Les abords du terrain sont occupés par :

- Au nord-est, le terrain fait face à des maisons pavillonnaires et des maisons mitoyennes.
- Au nord-ouest, le terrain fait face aux arrière-cours des maisons pavillonnaires et des maisons mitoyennes.
- Au sud-est le terrain fait face au centre aquatique et de remise en forme Viméo.
- Au sud-ouest, le terrain fait face aux arrière-cours des maisons pavillonnaires et des maisons mitoyennes.

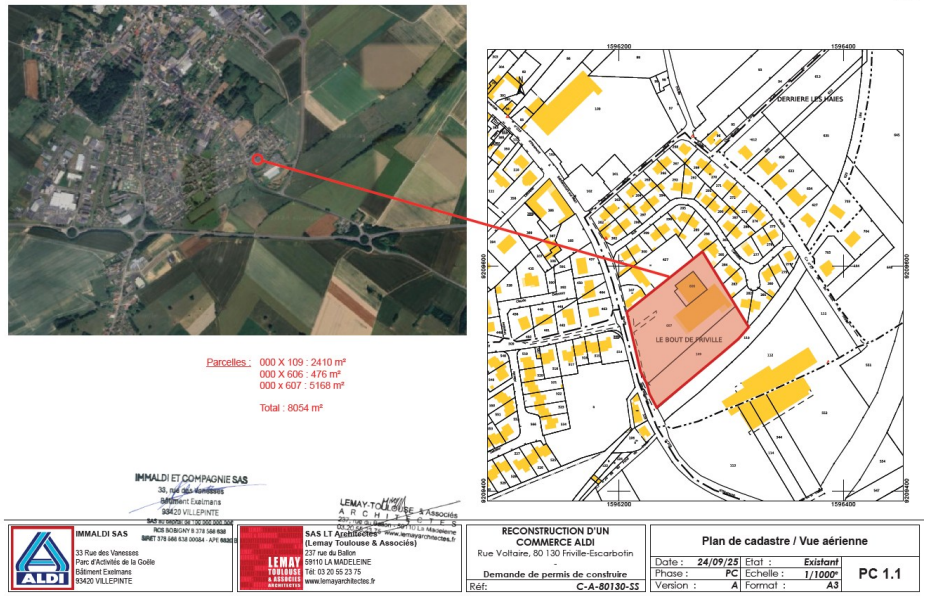


Figure 3 : Plan de situation du magasin – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés

Le site d'étude manque de visibilité depuis la rue Voltaire puisqu'un merlon arbustif est présent le long de la voirie.



Carte 3 : Vue aérienne du site d'étude



Figure 4 : Photographies du site d'étude depuis la rue Voltaire – Source : googlestreetview 2024



Figure 5 : Photographie du site d'étude depuis le giratoire – Source : googlestreetview 2024







Figure 6 : Photographies du site d'étude depuis son parking actuel – Source : googlestreetview 2024



IMMALDI SAS
RCS BOBIGNY B 378 568 638
SIRET 378 568 638 00084 - APE 6820B
33 Rue des Vanesses
Parc d'Activités de la Goële
Bâtiment Exelmans
93420 VILLEPINTE

SAS LT Architectes
(Lemay Toulouse & Associés)
237 rue du Ballon
59110 LA MADELEINE
Tél: 03 20 55 23 75
www.lemayarchitectes.fr

RECONSTRUCTION D'UN COMMERCE ALDI
Rue Voltaire, 80 130 Friville-Escarbotin
-
Demande de permis de construire
Réf: C-A-80130-SS

Photographies Environnement proche

Date :	24/09/25	Etat :	Existant	PC 7
Phase :	PC	Echelle :	/	
Version :	A	Format :	A3	

Figure 7 : Plan des photographies de l'environnement proche – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés



Figure 8 : Plan des photographies de l'environnement lointain – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés

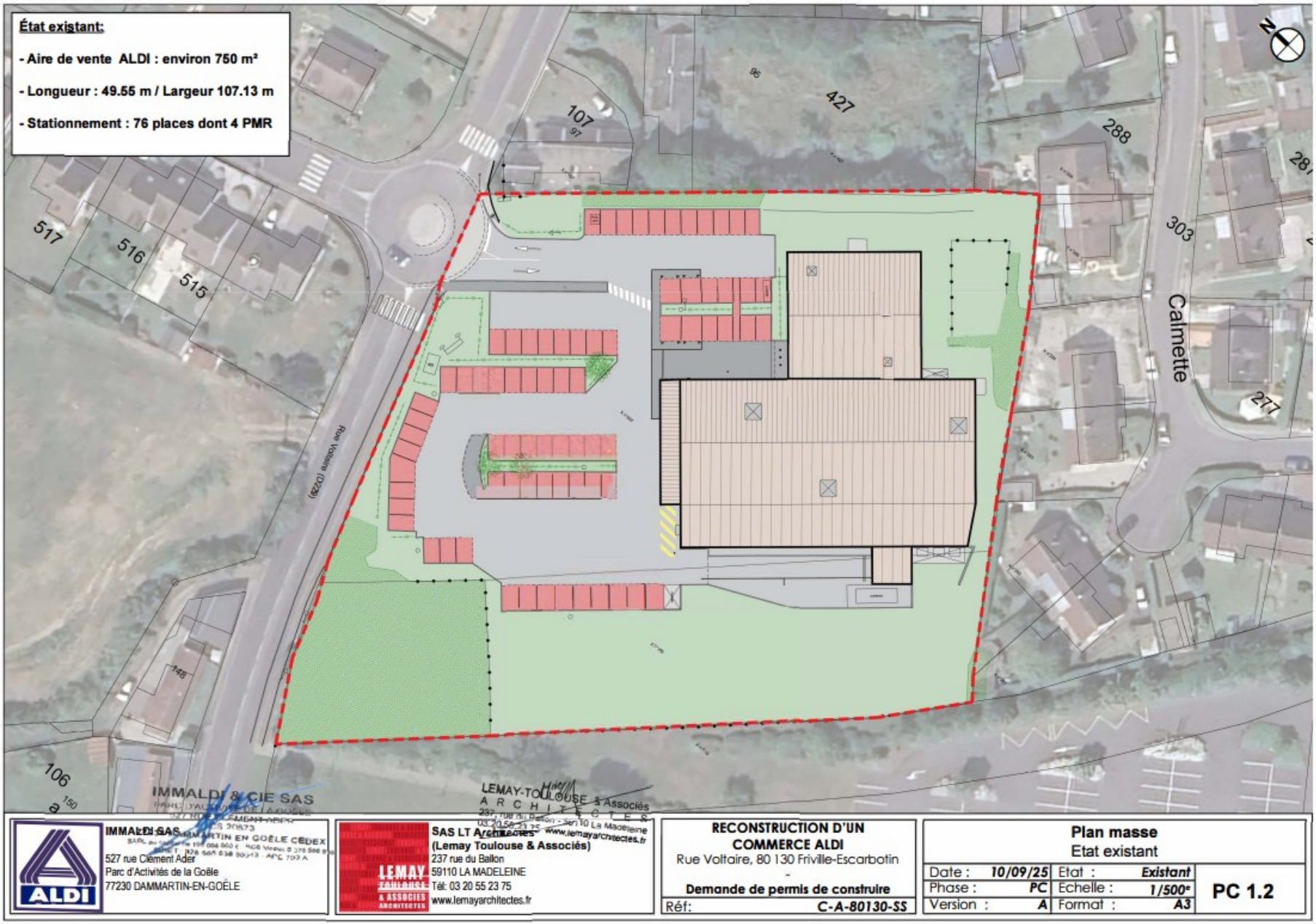

État existant:
- Aire de vente ALDI : environ 750 m²
- Longueur : 49.55 m / Largeur 107.13 m
- Stationnement : 76 places dont 4 PMR
N
Calmette
Rue Voltaire (D229)
517
516
515
427
288
303
277
106
148
IMMALDI & CIE SAS
LEMAY-TOULOUSE & Associés
ARCHITECTES
IMMALDI SAS
527 rue Clément Ader
Parc d'Activités de la Goële
77230 DAMMARTIN-EN-GOËLE
SAS LT Architectes
(Lemay Toulouse & Associés)
237 rue du Ballon
59110 LA MADELEINE
Tél: 03 20 55 23 75
www.lemayarchitectes.fr
RECONSTRUCTION D'UN COMMERCE ALDI
Rue Voltaire, 80 130 Friville-Escarbotin
-
Demande de permis de construire
Réf: C-A-80130-SS
Plan masse
Etat existant
Date : 10/09/25
Etat : Existant
Phase : PC
Echelle : 1/500e
Version : A
Format : A3
PC 1.2



Figure 9 : Plan masse de l'existant – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés

3.3 Historique du site

L'étude des photographies aériennes à partir de 1946 (premier cliché disponible sur le site) a permis de dresser l'historique suivant :



1946

Le site est à cheval entre une zone en culture et une zone arborée dans les années 50.



1961

Dans les années 60 et 70, les habitations du lotissement de la rue Guérin sont en construction.

En 1991, nous observons une zone prairiale arborée sur le site d'étude.

Les travaux de construction des bâtiments et de la zone de stationnement sur le site ont eu lieu entre 1993 et 1995.

Entre 2010 et 2014 le bâtiment a fait l'objet de quelques modifications.

Les travaux de construction du Centre aquatique et de remise en forme Viméo ont débuté entre 2008 et 2010.



1978



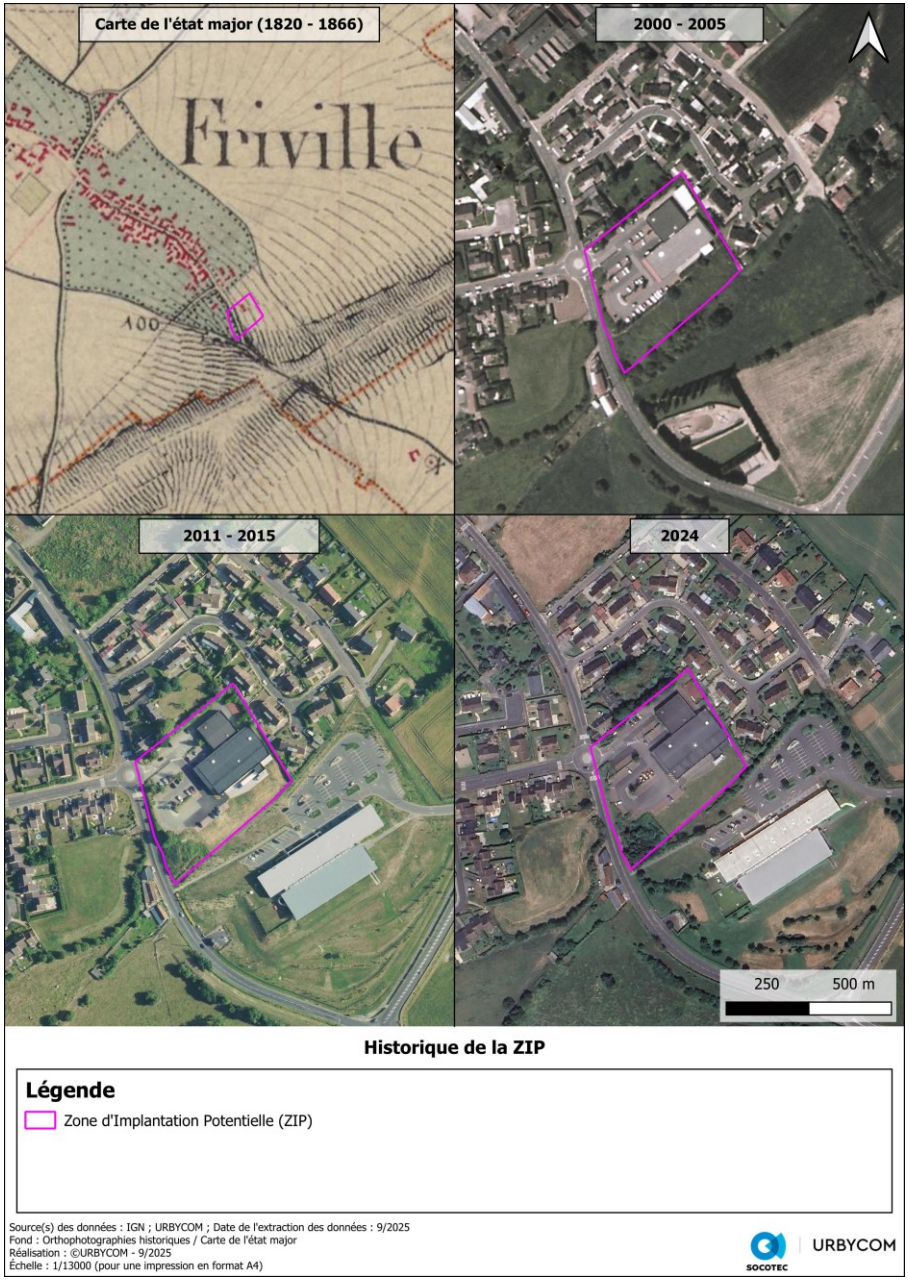
1996



1991



2011



Carte 4 : Historique de la ZIP

3.3.1 Généralités

Le projet s'inscrit dans un programme de reconstruction d'un magasin Aldi avec toutes les infrastructures annexes (bâtiment, local technique, voirie, parking, zone de livraison, espaces verts) sur une **superficie parcellaire de 8 054 m² soit environ 0,81 ha pour un total de 80 places de stationnement** en lieu et place d'un site déjà artificialisé et aménagé par un commerce Aldi en activité.

Le projet consiste donc en la démolition des deux bâtiments existants pour la construction d'une nouvelle surface commerciale sous enseigne Aldi aux normes et de plus grande surface de vente.

Le petit bâtiment commercial accolé au magasin Aldi sera déconstruit pour permettre la reconstruction d'un magasin Aldi plus grand.

La surface de vente accessible au public du futur magasin Aldi sera de 953,55 m² et de 984,45 m² en comprenant le SAS d'entrée/sortie, d'une surface de plancher de 1398,73 m², d'une surface brute de plancher de 1 424,05 m² et d'une emprise du sol du bâtiment de 1 803,90 m².

Les espaces verts du projet représentent **3 446 m² soit 42,79 % de l'emprise foncière du projet.** Le projet prévoit d'aménager les espaces verts en pleine-terre et uniquement avec des espèces végétales locales. Des arbres, arbustes et des haies seront plantés sur le site.

Le projet prévoit 2 places de parking PMR : 5.00 m x 3.30 m et 4 places famille. 4 places sont équipées de recharge électrique et 10 places seront préparées pour une pose ultérieure de borne électrique.

Tableau 2 : Détails des surfaces d'emprise du projet

Récapitulatif (m² / %)		
Emprise foncière	**8054,00**	**100%**
Espaces verts	3446,00	42,79
Surface pavé	1139,00	14,14
Surface enrobé	1608,00	19,97
Surface chemin piéton	78,50	0,97
Surface toiture	1610,00	19,99
Emprise au sol bâtiment (cps auvent, quai, local poubelle)	*1803,90*	
Surface brute plancher	*1424,05*	

Détail des surfaces ALDI (m²)		
Surface de vente	953,55	984,45
SAS	30,90	
Réserve 1	180,00	331,80
Réserve 2	151,80	
Bureau	12,15	52,28
Locaux sociaux	15,00	
Vestiaire H	3,30	
Vestiaire F	3,75	
WC H	3,70	
WC F	3,70	
Couloir	10,68	
Local technique	6,70	6,70
Local chauffage	6,70	6,70
Local Pain	16,80	16,80
TOTAL	1398,73	1398,73

3.3.2 Démolition du bâtiment existant

Le projet prévoit une démolition des deux bâtiments existants.

Le petit bâtiment commercial accolé au magasin Aldi sera déconstruit pour permettre la reconstruction d'un magasin Aldi plus grand.

A l'emplacement du bâtiment commercial non utilisé aujourd'hui sera réaménagée une partie du parking du futur magasin Aldi.

Le nombre de places de stationnement sera sensiblement le même (76 à l'actuel contre 80 pour le projet).

Le maître d'ouvrage s'engage à réaliser pendant la purge du permis de construire un diagnostic de gestion des déchets de démolition. En effet, cette étude est systématique dans le cas d'un projet aboutissant à la déconstruction de bâtiments.

Les déchets de démolition seront évacués et traités dans les filières réglementaires adaptées.



Figure 10 : Photographies des bâtiments présents sur le site – Source : Googlestreetview2023



IMMALDI SAS RCS BOBIGNY B 378 568 638 SIRET 378 568 638 00084 - APE 6820 B 33 Rue des Vanesses Parc d'Activités de la Goële Bâtiment Exelmans 93420 VILLEPINTE	SAS LT Architectes (Lemay Toulouse & Associés) 237 rue du Ballon 59110 LA MADELEINE Tél: 03 20 55 23 75 www.lemayarchitectes.fr	RECONSTRUCTION D'UN COMMERCE ALDI Rue Voltaire, 80 130 Friville-Escarbotin - Demande de permis de construire Réf: C-A-80130-SS	Plan de masse Démolition Date : 24/09/25 – Etat : Démolition Phase : PC – Echelle : 1/500e Version : A – Format : A3 A1



Figure 11 : Plan de démolition – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés

3.3.3 Justification du projet

3.3.3.1 Urbanisme

Le projet s'inscrit dans une la zone UE qui correspond à « une zone urbaine monofonctionnelle reprenant les activités économiques commerciales importantes ne générant pas de nuisances ».

La dernière procédure du PLUi du Vimeu a été approuvée le 29 janvier 2020.

La compatibilité du projet avec le règlement du PLUi de la CC du Vimeu est détaillée ci-dessous pour la zone UE :

Sont seules autorisées les constructions à destination ou sous-destination suivantes :

- **Commerces et activités de services** suivantes, sous réserve que ces activités ne soient pas classées et qu'il n'en résulte pas pour le voisinage une aggravation des dangers ou nuisances :
  - Artisanat et commerce de détail
  - Restauration
  - Commerce de gros
  - Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle
  - Hébergement hôtelier et touristique, à l'exception des terrains de camping et les parcs résidentiels de loisirs - les aires de stationnement de caravanes, mobil homes - les habitations légères de loisirs ainsi que les terrains aménagés destinés à les recevoir.

- **Equipements d'intérêt collectif et services publics :**
  - Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés

- **Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire** suivantes, sous réserve que ces activités ne soient pas classées et qu'il n'en résulte pas pour le voisinage une aggravation des dangers ou nuisances.:
  - Industrie
  - Entrepôt
  - Bureaux

- Les constructions, aménagements et équipements nécessaires à la sécurité et la surveillance des activités autorisées (ex : maison de gardien)

- Les aires de stationnements nécessaires correspondant aux besoins des activités (personnel, visiteurs, …)

- Les affouillements et exhaussements lorsqu'ils sont indispensables pour la réalisation des types d'occupation ou d'utilisation des sols autorisés.

En secteur concerné par un axe préférentiel de ruissellement : les remblais sont interdits.

Le projet de construction du magasin Aldi est autorisé car il s'agit d'une activité commerciale (*section 1 Destination, sous-destinations, usages et affectations des sols, natures d'activité interdites ou limitées*).

2- Hauteur des constructions

- Pour les constructions autorisées à destination **Commerces et activités de services** et **Autres activités du secteur secondaire ou tertiaire**, la hauteur maximale est de 12m au faitage hors silos.
- Pour les constructions autorisées à destination **Equipements d'intérêt collectif et services publics**, la hauteur n'est pas règlementée.
- Pour les constructions autorisées nécessaires à la sécurité et la surveillance des activités, la hauteur maximale est fixée à rez-de-chaussée sans étage supérieur ni comble aménageable (R+0).

1- Implantation par rapport aux voies, aux emprises publiques et voies privées existantes ou à créer

Précisions :
- Les pistes cyclables ne sont pas considérées comme des voies à partir desquelles s'exercent les obligations d'alignement et de recul ci-après décrites.
- Dans le cas des voies privées, la limite effective de la voie privée se substitue à l'alignement.

- Les constructions autorisées à destination **Commerces et activités de services** et **Autres activités du secteur secondaire ou tertiaire** doivent être implantées avec un retrait d'au moins 5m par rapport à l'alignement.
- Les travaux d'extension portant sur les constructions existantes, à la date d'approbation du PLUi, ne peuvent réduire les retraits imposés.
  Dans le cas des constructions existantes à la date d'approbation du PLUi, implantées avec un retrait inférieur à celui qui leur est imposé, tout travaux réalisé ne pourra réduire davantage ce retrait. Des travaux d'extension dans le prolongement de l'implantation existante pourront toutefois être réalisés.
- Les constructions autorisées à destination **Equipements d'intérêt collectif et services publics** peuvent s'implanter librement.
- Les constructions nécessaires à la sécurité et la surveillance des activités autorisées peuvent s'implanter librement.

2- Implantation par rapport aux limites séparatives

2.1- Implantation par rapport aux limites séparatives de propriétés

- Les constructions autorisées à destination **Commerces et activités de services** et **Autres activités du secteur secondaire ou tertiaire** doivent soit être implantées sur limite séparative, soit respecter une distance « L> ou = à H/2 » (distance L par rapport à la limite séparative supérieure ou égale à la hauteur H de la construction divisée par 2), sans pouvoir être inférieur à 3m.

- Les travaux d'extension portant sur les constructions existantes, à la date d'approbation du PLUi, ne peuvent réduire les retraits imposés, sauf à s'implanter sur limite séparative.
  Dans le cas des constructions existantes à la date d'approbation du PLUi, implantées avec une marge d'isolement inférieure à celle qui est imposée, tout travaux réalisé ne pourra réduire davantage cette marge, sauf à s'implanter sur la limite séparative. Des travaux d'extension dans le prolongement de l'implantation existante pourront toutefois être réalisés.

- Les constructions autorisées à destination **Equipements d'intérêt collectif et services publics** peuvent s'implanter librement

- Les constructions autorisées nécessaires à la sécurité et la surveillance des activités doivent s'implanter soit sur limite séparative, soit respecter une marge d'isolement minimale de 3m.

2.2- Implantation par rapport aux limites séparatives de zone

- Les constructions autorisées à destination **Commerces et activités de services** et **Autres activités du secteur secondaire ou tertiaire** doivent respecter une marge d'isolement minimale par rapport aux zones urbaines UA, UB, UC, UD. La distance à respecter est « L> ou = à H/2 » (distance L par rapport à la limite séparative supérieure ou égale à la hauteur H de la construction divisée par 2), sans pouvoir être inférieur à 5m.

- Les travaux d'extension portant sur les constructions existantes, à la date d'approbation du PLUi, ne peuvent réduire les marges d'isolement précitées.
  Dans le cas des constructions existantes à la date d'approbation du PLUi, implantées avec une marge d'isolement inférieure à celle qui leur est imposée, tout travaux réalisé ne pourra réduire davantage cette marge. Des travaux d'extension dans le prolongement de l'implantation existante pourront toutefois être réalisés.

3- Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Pour toute construction autorisée, entre deux bâtiments non contigus doit toujours être ménagé une distance suffisante pour permettre l'entretien facile des marges d'isolement eux-mêmes, ainsi que le passage et le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie. Cette distance doit être de 4m minimum.

La hauteur du bâtiment est de + 6,00 m (< 12 m).
La distance entre la façade avant et l'axe de la voie d'accès (rue Voltaire) sera de +42,78 m (>5m).
(*section 2 et sous-section UE3.1 Emprise au sol et hauteur, UE3.2 Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, aux limites séparatives et aux constructions sur une même propriété*).

1- Enveloppe bâtie

Les bâtiments présenteront une qualité architecturale s'appuyant sur la diversité des volumétries, les rythmes et l'emploi de matériaux de qualité.
Le développement horizontal des bâtiments devra être privilégié.

Sont interdits : tout pastiche d'architecture, les imitations de matériaux tels que fausses briques, l'emploi à nu en parements extérieurs, de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses et parpaing.

2- Traitement des façades

A- Aspect

En vue d'éviter un aspect disparate des diverses constructions, une unité de matériaux sera recherchée. La couleur des façades doit être telle qu'elle garantisse l'intégration cohérente de la construction dans son environnement.

Sont interdits :
Tout pastiche d'architecture, les imitations de matériaux tels que fausses briques, faux pans de bois, L'emploi à nu en parements extérieurs, de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses et parpaing.
L'utilisation de matériaux réfléchissants est interdite, de manière à minimiser l'impact des bâtiments dans le paysage.
Les couleurs claires utilisées sur l'entièreté du bâtiment, sauf parti architectural de qualité, les couleurs sombres et mates restent à privilégier.

B- Composition

Les bâtiments devront marquer des fractionnements volumétriques afin de rompre avec l'aspect monolithique. Les bâtiments devront intégrés un effort de différenciation architecturale en fonction de leurs usages internes (entrée du bâtiment, partie administrative, de production, de vente…) tant au niveau des matériaux, de la polychromie…
Les façades orientées sur les voiries devront présenter un caractère qualitatif.

3- Traitement des toitures

Pour l'ensemble des constructions autorisées, les toitures des bâtiments devront obligatoirement être couvertes avec une toiture terrasse ou à deux pans (dans ce cas la pente sera de 20° minimum).
Elles seront dissimulées par des acrotères sur toutes les façades du bâtiment. Elles seront non réfléchissantes (sauf pour les parties dédiées à l'éclairage).

Sont interdit : L'utilisation en toiture de tuiles béton ou de terre cuite, de tôles ondulées ou fibrociment, l'emploi de matériaux d'aspect vernissés.

4- Enseignes et pré enseignes

Non réglementées

5- Annexes

Les extensions et les bâtiments annexes doivent être traités en harmonie avec la construction principale.

Les dépôts de matériaux, quais de déchargement, devront être peu visibles depuis les espaces publics, notamment par une localisation sur le côté ou à l'arrière des bâtiments d'activité principale, une intégration paysagère par des trames végétales.

6- Energie renouvelables

Les constructions, ouvrages et installations visant l'exploitation des énergies renouvelables doivent être intégrées aux constructions.

Le projet respecte le règlement du PLUi concernant l'aspect des façades et les matériaux utilisés pour le futur magasin.
Le projet prévoit des panneaux photovoltaïques sur le toit du bâtiment afin d'alimenter tous les postes électriques du magasin.
(*section 2 et sous-section UE4 Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère*).

1- Traitement paysager des limites

Un traitement paysager de qualité devra être recherché pour les abords et espaces non bâtis, notamment via l'aménagement :

- d'espaces verts de pleine terre plantés d'arbres ou arbustes
- d'espaces minéralisés filtrants ou surfaces semi ouvertes
- des clôtures végétalisées, constituées d'essences locales (choisies dans la liste annexée au présent règlement)

En limite avec les zones voisines urbaine d'habitat mixte, l'ensemble des constructions autorisées, leurs infrastructures et aménagements (ex : quai de déchargement) devront faire l'objet d'un traitement paysager.

En limite avec les zones A et N, les clôtures seront composées à minimum d'une haie composée de plusieurs strates.

Les marges de recul imposées devront être engazonnées ou plantées d'arbres ou arbustes répartis de manière homogène. Les clôtures seront végétalisées, constituées d'essences locales (choisies dans la liste annexée au présent règlement).

Les plantations d'espèces exotiques envahissantes (EEE), avérées et potentielles, sont interdites.

2- Traitement paysager des parkings

Les rangées de stationnement seront séparées en largeur et à leurs extrémités par des massifs de végétaux et plantés d'arbres ou arbustes, afin de réduire leur impact visuel.

3- Clôtures

Les clôtures devront être traitées par un dispositif à claire-voie, doublé ou non d'une haie végétale composée d'essences locales. La hauteur maximale est fixée à 2m.

Les clôtures pleines sont admises lorsqu'elles répondent à des nécessités liées à l'activité.

Dans le cas où l'emprise d'un projet est localisée sur le passage d'un axe préférentiel de ruissellement, ou sa zone tampon, la clôture devra obligatoirement être perméable, facilitant le libre écoulement des eaux. Celle-ci pourra être doublée de haies.

Le projet prévoit des espaces verts de pleine terre sur une surface totale de 3 446 m².
Un soin particulier est apporté dans le traitement paysager côté accès notamment.
36 arbres de hautes tiges et ou à large canopée sont plantés ainsi que 82 mètres linéaires de haie basse fleurie, 60 mètres linéaires de haie basse parfumée et 87 mètres linéaires de haie libre.
(*section 2 et sous-section UE5 Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et des abords des constructions*).

UE6.1 : Stationnement poids lourds

Le stationnement des poids lourds est interdit sur les espaces publics.

UE6.2 : Stationnement véhicules légers

Pour les surfaces de bureaux et de commerces, il doit être prévu au minimum 1 place de stationnement pour 30 m² de surface de plancher.

Pour les surfaces d'entrepôt, locaux industriels, au minimum 1 place de stationnement pour 200 m² de surface de plancher hors œuvre nette doit être aménagée.

Il est recommandé de prévoir des bornes de rechargement rapide pour les véhicules électriques dans les zones de stationnement.

UE6.3 : Stationnement vélos

Il devra être aménagé sur l'unité foncière, un emplacement couvert pour le stationnement deux roues.

UE6.4 : Disposition Personnes à Mobilité Réduite

Doit être prévu au minimum 5% d'emplacements handicapés sur l'ensemble des places de stationnement existantes. Il doit obligatoirement y avoir au moins 1 place handicapée lorsqu'il existe moins de 20 emplacements de stationnement.

Le projet prévoit 80 places de stationnement ce qui bien est supérieur à 1 place pour 30 m² de surface plancher.
4 places de stationnement dont 1 PMR et 1 Place Famille seront équipées pour la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables. Également, 10 places de stationnement seront prééquipées afin d'accueillir ultérieurement un point de recharge.
Le projet prévoit 2 places PMR.
Un abri à vélo sera aménagé sous l'auvent du magasin.
(*section 2 et sous-section UE6 Stationnement*).

Article UE7 – Desserte par les voies publiques ou privées

UE7.1 – Accès

Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisins. Les accès doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et la protection civile.

L'aménagement des accès et de leurs débouchés sur la voie de desserte doit être tel qu'il soit adapté aux modes d'occupation des sols envisagés et qu'il ne nuise pas à la sécurité et au fonctionnement de la circulation.

Lorsqu'un terrain est desservi par plusieurs voies, toute construction ou extension peut n'être autorisée que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la circulation est la moindre.

Les accès sens unique pour poids lords auront une largeur minimale de 3m50.

La pente d'accès du terrain à la voirie devra respecter un pourcentage de 3% sur 3m minimum, par rapport au niveau de la chaussée, afin d'empêcher tout écoulement des eaux pluviales sur la parcelle.

UE7.2 – Voirie

L'autorisation d'occupation ou d'utilisation des sols est refusée lorsque le terrain faisant l'objet du projet n'est pas desservi par une voie suffisante pour répondre aux besoins des constructions envisagées ou si cette voie est impropre à l'acheminement des moyens de défense contre l'incendie.

La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.

Les voies en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre le demi-tour des véhicules de collecte des ordures ménagères et de lutte contre l'incendie.

Le projet est conforme à l'article UE7.
(*section 3 Equipements et réseaux et sous-section UE7 Desserte par les voies publiques ou privées*).

UE8.1 – Eau potable

Les constructions ne sont admises que si le réseau public existant de distribution d'eau potable est en mesure de fournir au droit de la parcelle considérée, sans préjudice pour l'environnement, les consommations prévues, sauf à prévoir des installations complémentaires spécifiques à la charge du pétitionnaire permettant de satisfaire ces nouveaux besoins, sans impact sur le fonctionnement des ouvrages publics existants.

UE8.2 – Assainissement

Eaux pluviales
Selon le milieu récepteur, des prescriptions techniques plus restrictives pourront être imposées.

Les modes de gestion des eaux pluviales pour toute construction, devront être traités selon l'ordre de priorité suivant :

1. Infiltration dans le sol sur le terrain objet de la construction sous réserve d'une vérification préalable de la faisabilité technique
2. Rejet vers le milieu hydraulique superficiel, en technique dérogatoire en cas d'indisponibilité d'infiltration sur la parcelle uniquement en débit de fuite validé par le service compétent
3. En dernier lieu, vers un réseau d'assainissement eau pluvial sous réserve de la démonstration qu'aucune autre méthode est possible, et de la vérification de la compatibilité entre les effluents et le fonctionnement du système d'assainissement global.

Le service d'assainissement peut imposer à l'usager la construction de dispositifs particuliers de prétraitement tels que dessableurs ou déshuileurs, bassin tampon, à l'exutoire notamment des parcs de stationnement.

Eaux usées
Toute évacuation des eaux usées non traitées dans le milieu naturel (fossé, cours d'eau, …) ou les réseaux pluviaux est interdite. Une dérogation peut toutefois être accordée par la police de l'assainissement et le gestionnaire du réseau.

Le raccordement au réseau de collecte des eaux usées, s'il existe, est obligatoire pour les immeubles nécessitant un rejet d'eaux usées. Les eaux usées doivent être évacuées par des canalisations souterraines jusqu'au réseau public, en respectant les caractéristiques du réseau de type séparatif.

Eaux résiduaires

Sans préjudice de la réglementation applicable aux installations classées, l'évacuation des eaux résiduaires liées aux activités autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement est soumise aux prescriptions de qualité définies par la réglementation en vigueur et doit faire l'objet d'une convention avec le service gestionnaire du réseau d'assainissement.

Les installations industrielles ne peuvent rejeter au réseau d'assainissement que des effluents pré-épurés conformément à la réglementation en vigueur et compatibles avec les effluents admissibles par la station d'épuration.

Les eaux de refroidissement ainsi que les eaux résiduaires ne nécessitant pas de pré-traitement ne peuvent être rejetées que dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

UE8.3 – Distribution électrique et de téléphonie

Chaque construction nouvelle doit obligatoirement être desservie et raccordable aux réseaux de communication électronique.
Pour les réseaux de communication électronique, les aménageurs devront réaliser sur la zone à aménager jusqu'à chacune des parcelles rendues constructibles les fourreaux ainsi que les chambres techniques pour le déploiement de la fibre optique.
Pour les projets créant une voie nouvelle, il sera prévu les infrastructures nécessaires aux réseaux de télécommunication, communication électronique et audiovisuels.
Lorsque les réseaux sont enterrés, les branchements doivent l'être également. En cas d'opération d'aménagement, tous les réseaux doivent obligatoirement être enfouis.

Le projet respecte le règlement du PLUi en termes d'assainissement et de réseaux
(*section 3 Equipements et réseaux et sous-section UE8*).

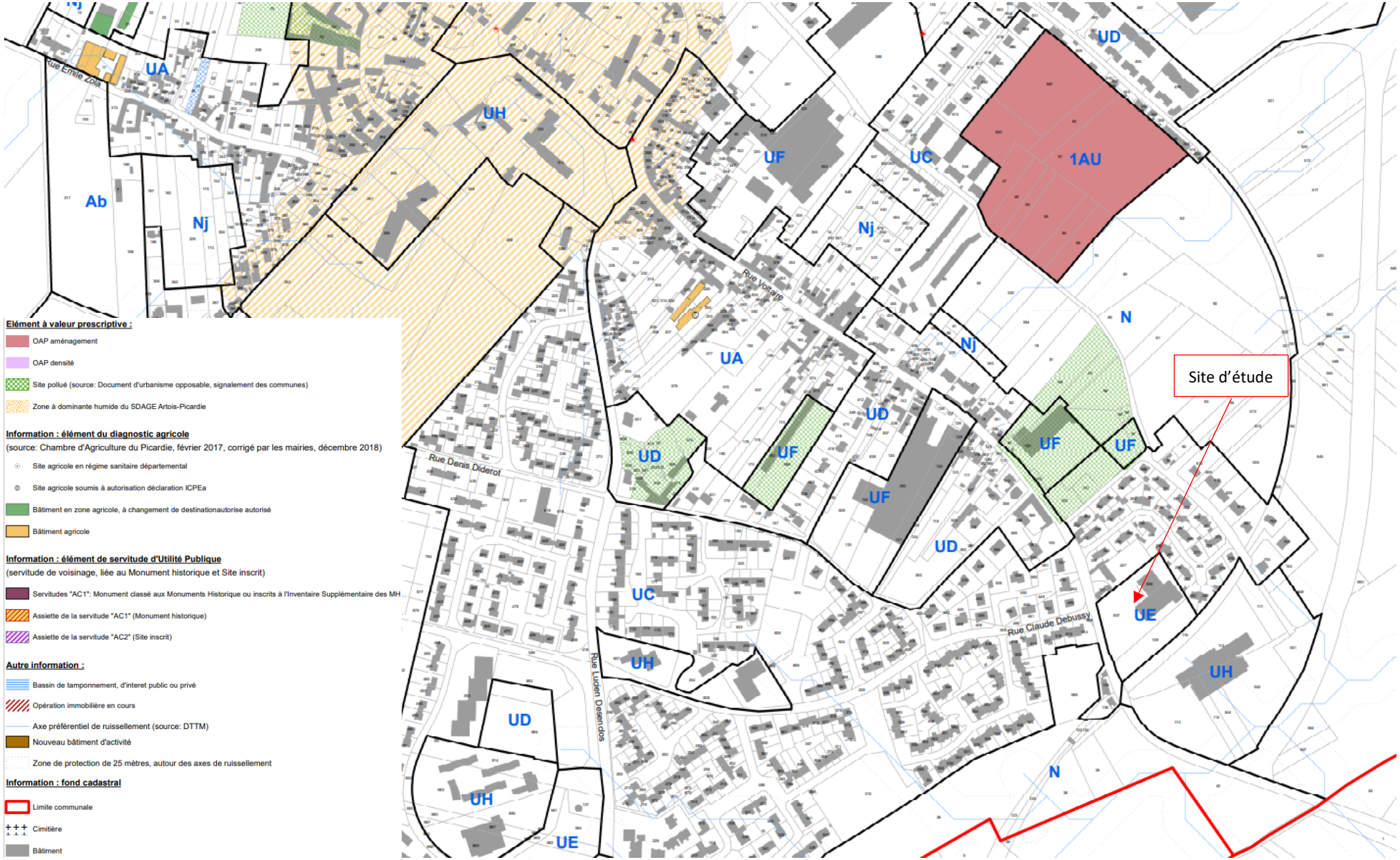


Figure 12 : Extrait du plan de zonage du PLUi de la CC du Vimeu – Source : Géoportail de l'Urbanisme / PLUi de la CC du Vimeu

3.3.3.2 Réaménagement du site et désartificialisation des sols

Reconstruction sur un site aménagé :

Le projet va permettre une reconversion du bâtiment commercial abandonné sur un site déjà aménagé.

La construction des magasins Aldi sur des zones déjà aménagées et artificialisées est, dans un contexte de forte pression foncière, un enjeu pour l'aménagement durable des territoires.

Le projet permet de réduire l'impact de l'artificialisation des sols car il :

- Participe au recyclage du foncier du territoire,
- Limite l'étalement urbain,
- Empêche la consommation de milieux naturels, forestiers et agricoles,
- Evite la création de friche commerciale,
- Economise la construction de nouvelles infrastructures (voiries, réseaux).

Agrandissement du magasin :

Aujourd'hui le bâtiment commercial accolé au magasin Aldi n'est pas exploité. Le maître d'ouvrage souhaite effectuer un rachat de ce bâtiment commercial afin de reconstruire un magasin Aldi conforme aux nouvelles normes environnementales et d'une plus grande surface de vente.

Notons que la surface de plancher créée sera de 1398,73 m² contre une surface de plancher existante avant travaux de 1424,15 m².

Mise aux normes du bâtiment :

Le nouveau bâtiment sera plus économe en énergie et favorisera l'énergie durable.

Modification de l'aire de stationnement :

Le projet prévoit 80 places de parking, ce nombre de places est légèrement supérieur au nombre de places de stationnement actuel sur le site (76 places).

L'aire de stationnement sera également réaménagée et permettra une augmentation des surfaces d'espaces verts sur la partie nord du site.

Le parking actuel possède déjà des places de stationnement en pavés drainants. La totalité des **places de stationnement du projet seront aussi en pavés autobloquants et auto drainants** → Les eaux pluviales récupérées sur les places de stationnement seront donc directement infiltrées dans le sous-sol.

Le projet accueillera un nombre beaucoup plus important d'arbres, d'arbustes et de linéaire de haies qu'à l'actuel.

3.3.3.3 Plus-value environnementale et paysagère

Le projet est également l'occasion d'apporter des améliorations notables à tous points de vue sur le site :

- Installations énergétiques plus économes et panneaux photovoltaïques en toiture permettant un apport partiel en énergie durable.
- Architecture proposant de larges murs rideaux et laissant davantage entrer la lumière naturelle dans le point de vente, façades plus modernes pour un bâtiment qui permettra d'être mieux inséré dans son environnement.
- Aménagements paysagers extérieurs plus qualitatifs, avec un stationnement perméable en pavés drainants et favorisation d'un mode de déplacement doux : emplacements couverts avec arceaux pour les vélos devant l'entrée du magasin et places de stationnement électriques et pré-équipées.

Le projet va permettre une reconversion du site et une plus-value qualitative paysagère et environnementale sur le site.

3.3.3.4 Positionnement stratégique

Le projet se positionne dans une zone mixte à dominante résidentielle (lotissement de la rue Calmette et lotissement de la rue Claude debussy en contact direct du magasin) en entrée de commune et le long du départementale (D229). Il est donc très facile d'accès pour les riverains du secteur et en adéquation avec l'usage et l'activité actuels du site et de son environnement immédiat. Le renouvellement du magasin Aldi permettra aux habitués de profiter d'un magasin nouvelle génération et sa modernisation facilitera l'accueil de nouveaux clients.

3.3.4 Principe d'aménagement retenu

L'ensemble des plans et de la description du projet dans le cadre du permis de construire déposé en septembre 2025 est présent en annexe supplémentaire 03.

3.3.4.1 Accès

Comme à l'actuel, l'accès au site sera lisible et sécurisé.

Le terrain possède actuellement un accès depuis le giratoire. Le projet reprendra le même accès d'une largeur de +7,50 m desservant la zone de stationnement du magasin (les places de stationnement seront localisées sur les façades nord et ouest du bâtiment).

L'entrée des camions de livraison se fera également par le même accès suffisamment large.

La position, la disposition et la largeur de l'accès présenteront des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile.

Un accès indépendant pour les piétons conforme notamment à la réglementation PMR est accessible via l'entrée sud du giratoire. Le cheminement est matérialisé par tracé au sol.

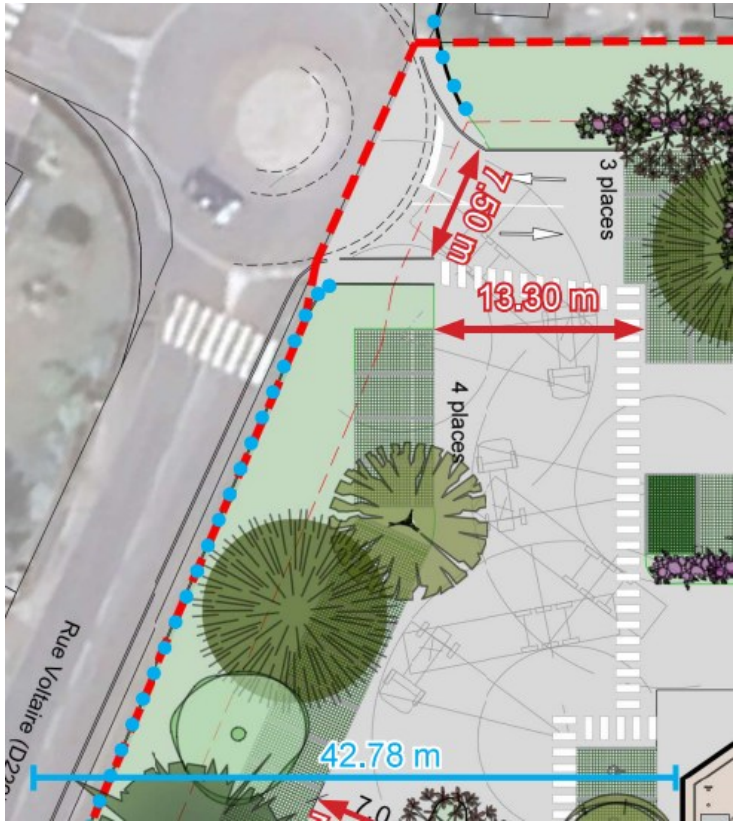


Figure 13 : Accès piéton sécurisé au futur magasin

3.3.4.2 Parking

L'aire de stationnement sera traitée en enrobé avec des places de stationnement en pavés autobloquants auto drainants, comme à l'actuel.

Les voies du parking seront traitées en enrobé avec des places de stationnement en pavé drainant. Cette enrobé représente 1608 m² et cette aire de stationnement représente 1 139 m² (places).

La livraison du magasin se fera par petit transporteur. La rotation des camions de livraison sera réalisée sur le site. Aucune manœuvre sur le domaine public n'est nécessaire.

Les emplacements de parking auront une largeur minimum de +2,80 mètres pour une longueur de +5,00 mètres.

Les places de stationnement seront au nombre de 80, dont 2 places réservées aux personnes à mobilité réduite (PMR), 4 places de parking famille, 4 places électriques et 10 places pré-équipées électriques.

La circulation sur l'aire de stationnement se fait en double sens. La largeur minimale au sens de l'aire de stationnement sera de +6,50 mètres et la largeur maximale de +13,30 m.

La zone de livraison ne se fera plus au même endroit qu'à l'actuel : façade sud du magasin mais cette fois-ci au niveau de la façade nord.

Les places de parking créées le long du bâtiment profiteront de l'ombre de ce dernier bâtiment et les autres places de stationnement de nouvelles plantations d'arbres et de haies.

L'emprise totale des surfaces imperméables (voirie enrobée + quai) représente 1740 m² soit 21.6% de la surface du terrain.

L'emprise totale des surfaces perméables représente 1 217,5 m² soit 15.12% de la surface du terrain :

- Places en pavé drainant : 1139 m² (14.14% du terrain)
- Chemin piéton drainant : 78,50 m² (0.97% du terrain).

3.3.4.3 Terrain et implantation

L'implantation du bâtiment respecte le règlement du PLUi de la CC du Vimeu. En effet, le bâtiment est implanté d'une distance de 3 m des limites séparatives (conforme au PLUi).

Les abords du terrain seront paysagés. La frange paysagère longeant la Rue Voltaire sera traitée de manière à assurer la visibilité de la façade principale et d'accompagner les clients jusqu'au SAS du magasin.

Un cheminement d'accès le long du quai de déchargement permettra un enlèvement facile des déchets qui sont stockés dans une aire à l'arrière du magasin, non-visible par le public.

Les zones dédiées aux poubelles et aux groupes froids seront entourées de panneaux de 3 mètres de hauteur, reprenant le même bardage que l'ensemble des façades. Elles seront équipées de portillons d'accès munis de serrures (cf. PC 5.2 pour les installations prévues dans l'espace de production du froid).

Dispositif d'ombrage du parking : L'ensemble des places de stationnement respecte la règle d'implantation de 1 arbre pour 3 places. Les arbres sont plantés dans des fosses de 1 mètre de largeur.

3.3.4.4 Bâtiment

L'ensemble du bâtiment sera construit selon la nouvelle identité ALDI. La distance entre la façade avant et l'axe de la voie d'accès (rue Voltaire) sera de +42,78 m.

Le bâtiment projeté s'organise en RDC :

- Les clients entrent par le SAS d'entrée, situé à l'angle Nord du bâtiment, qui donne sur une aire de vente. **L'ensemble de ces surfaces accessibles au public fait 984,45 m²**.
- Les locaux sociaux et les réserves se trouvent autour de l'aire de vente. Ils ne sont pas accessibles au public.

Le bâtiment aura une hauteur maximale de +6,0 m (acrotère), ce qui reste cohérent avec le gabarit des constructions avoisinantes.

Sa longueur maximale est de +54,06 m et sa largeur maximale de +36,35 m.

Les éléments caractéristiques des façades sont notamment :

- Le bardage métallique Bémo TP 35-207 - Perforation RU 5-8 - RAL 9007.
- Les menuiseries en aluminium RAL 7016.
- Le mur-rideau d'une hauteur de 3,5 m en façade principale.
- Une membrane d'étanchéité teinte beige.

La structure du bâtiment est en charpente bois et caissons bois.

3.3.4.5 Espaces verts

Les surfaces libres de constructions, non affectées aux circulations et stationnements, seront plantées ou traitées en espaces verts aménagés. Le projet prévoit un engazonnement de l'ensemble des espaces libres pour une surface de 3 000m².

Du couvre-sol à *Hedera algeriensis* sur 73 m² sera mis en place ainsi que deux massifs fleuris sur 51 m².

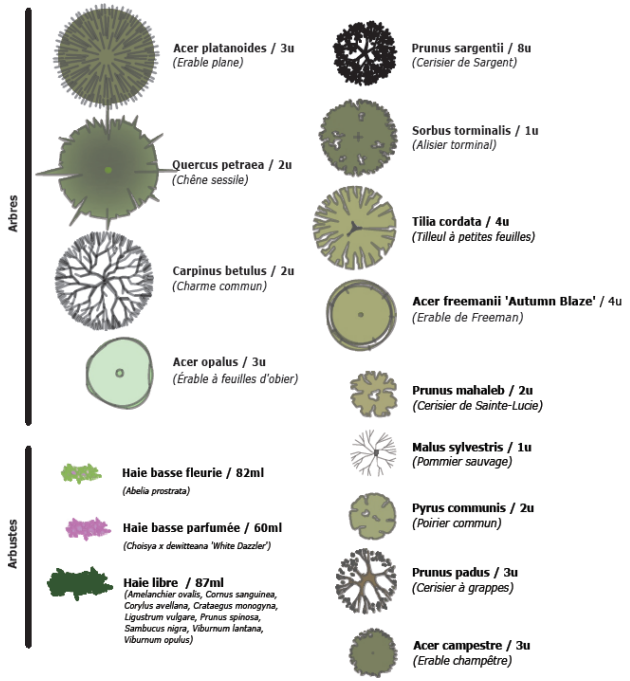
Le maître d'ouvrage s'engage à planter des essences locales au sein de ces espaces verts et de les réaliser en pleine-terre. En effet, des arbres de haute tige et d'essence locale seront plantés à différents endroits sur le site.

La surface totale des espaces verts en pleine terre est de 3 446 m² soit 42,79 % de l'emprise foncière du projet.

Un soin particulier est apporté dans le traitement paysager côté accès notamment.

36 arbres de hautes tiges et ou à large canopée sont plantés ainsi que 82 mètres linéaires de haie basse fleurie, 60 mètres linéaires de haie basse parfumée et 87 mètres linéaires de haie libre.

Pour les espaces verts, les arbres et arbustes ci-dessous seront plantés :



3.3.4.6 Eaux pluviales

Zone A :

Selon la Note de calcul pour le dimensionnement des ouvrages de rétentions des eaux pluviales (cf. pages suivantes), le temps nécessaire à la vidange du bassin de rétention, avec un débit de fuite de 0,57 L/s, est estimé à 107 heures (au-dessus de 48 h, réduire les surfaces de BV ou augmenter le débit de fuite). Cela permet une infiltration complète des eaux pluviales au sein de la parcelle, sans rejet vers le réseau public. Il n'est donc pas nécessaire de prévoir un débit de fuite en sortie de bassin. (sous réserve de l'étude d'infiltration)

Les eaux pluviales (EP) provenant de la toiture ainsi que celles récoltées sur le parking seront dirigées vers des bassins de rétention enterrés, situés sous les pavés drainants (cf. PC 2.2), puis infiltrées dans le sol. Pour les EP issues du parking, des filtres de type ADOPTA seront installés afin de retenir les hydrocarbures.

Le volume de rétention du bassin de la zone A est de 221 m³.

Zone B :

Selon la Note de calcul pour le dimensionnement des ouvrages de rétentions des eaux pluviales (cf. pages suivantes), le temps nécessaire à la vidange du bassin de rétention, avec un débit de fuite de 0,28 L/s, est estimé à 136 heures (au-dessus de 48 h, réduire les surfaces de BV ou augmenter le débit de fuite). Cela permet une infiltration complète des eaux pluviales au sein de la parcelle, sans rejet vers le réseau public. Il n'est donc pas nécessaire de prévoir un débit de fuite en sortie de bassin (sous réserve de l'étude d'infiltration).

Les eaux pluviales (EP) provenant de la toiture ainsi que celles récoltées sur le parking seront dirigées vers des bassins de rétention enterrés, situés sous les pavés drainants (cf. PC 2.2), puis infiltrées dans le sol. Pour les EP issues du parking, des filtres de type ADOPTA seront installés afin de retenir les hydrocarbures.

Le volume de rétention du bassin de la zone A est de 139 m³.

3.3.4.7 Eaux usées et autres réseaux

La construction sera raccordée à un système collectif d'épuration conformément au règlement sanitaire.

Le projet sera raccordé aux réseaux d'assainissement EU/EV existants.

Il en est de même pour les réseaux électriques, télécom, adduction d'eau et eau sanitaire.

3.3.4.8 Optimisation énergétique

Chauffage :

Un système de récupération de chaleur permettra de chauffer la totalité du magasin et ce, à coût d'exploitation moindre.

Électricité :

Des panneaux photovoltaïques seront installés sur le toit du bâtiment afin d'alimenter tous les postes électriques du magasin. Cette installation permet au magasin une indépendance énergétique en journée.

Performance du bâti :

Le commerce sera conforme à la Réglementation Thermique 2012 – Annexe supplémentaire 02.

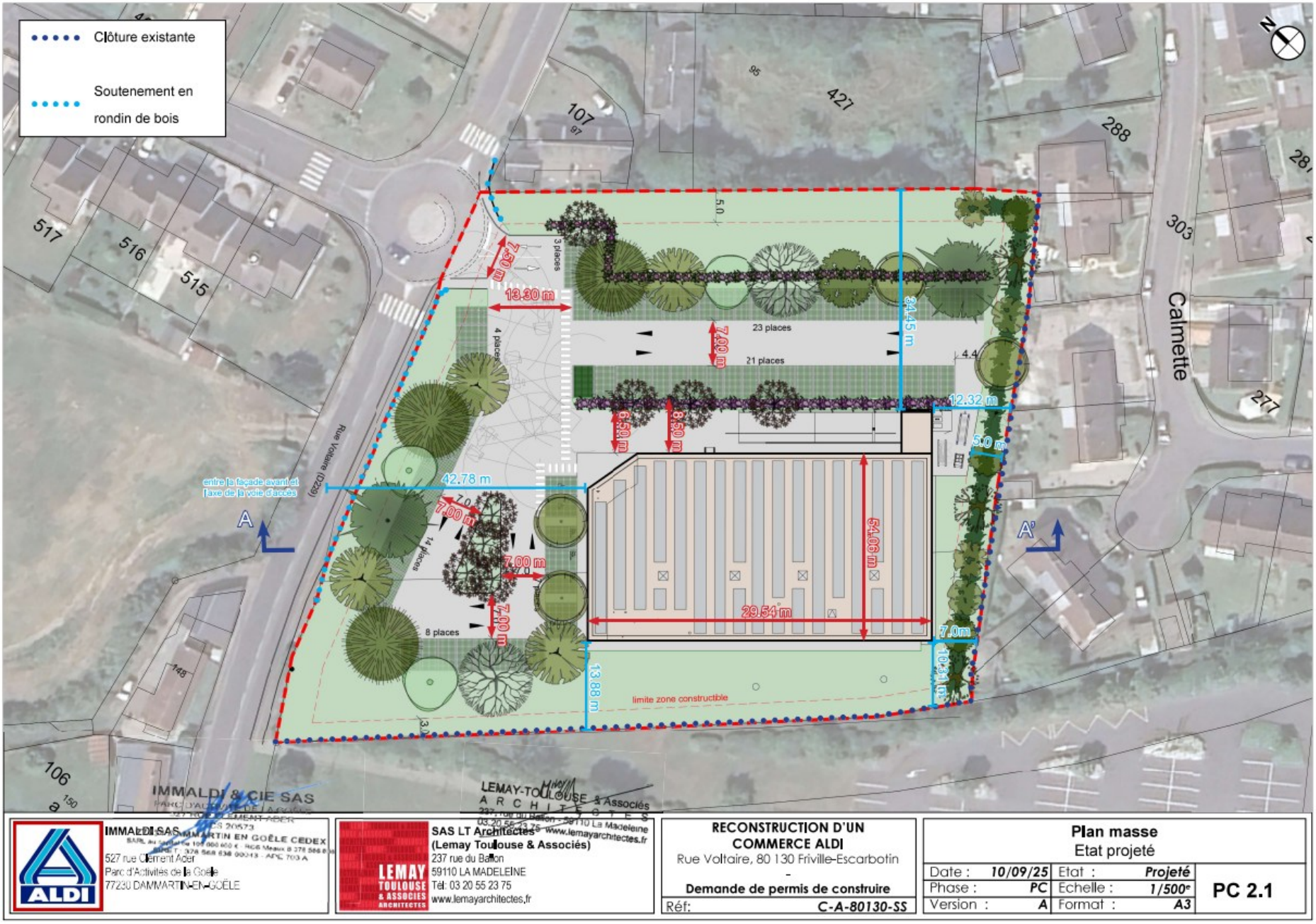


Figure 14 : Plan masse du projet – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés

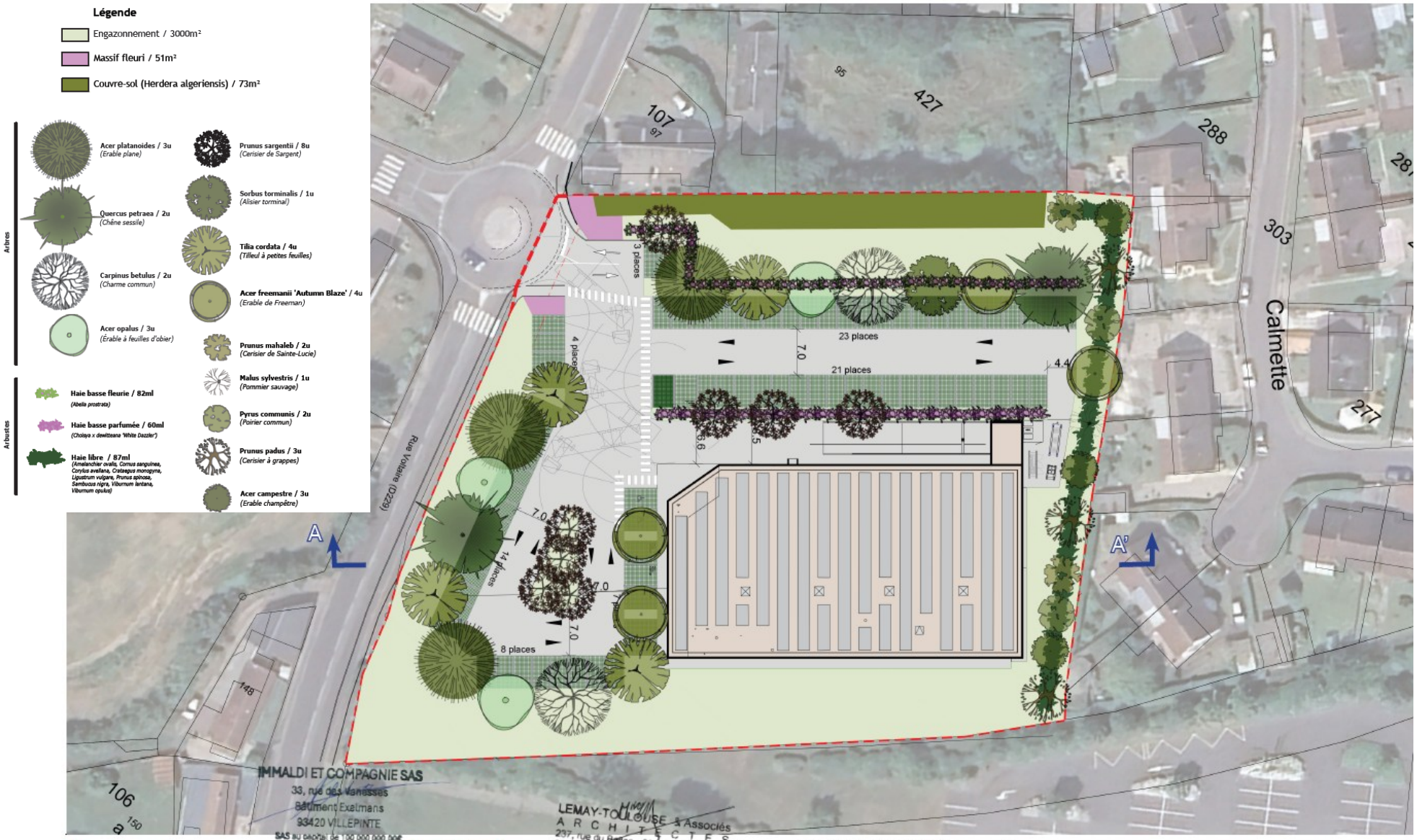


Figure 15 : Plan masse paysager du projet – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés

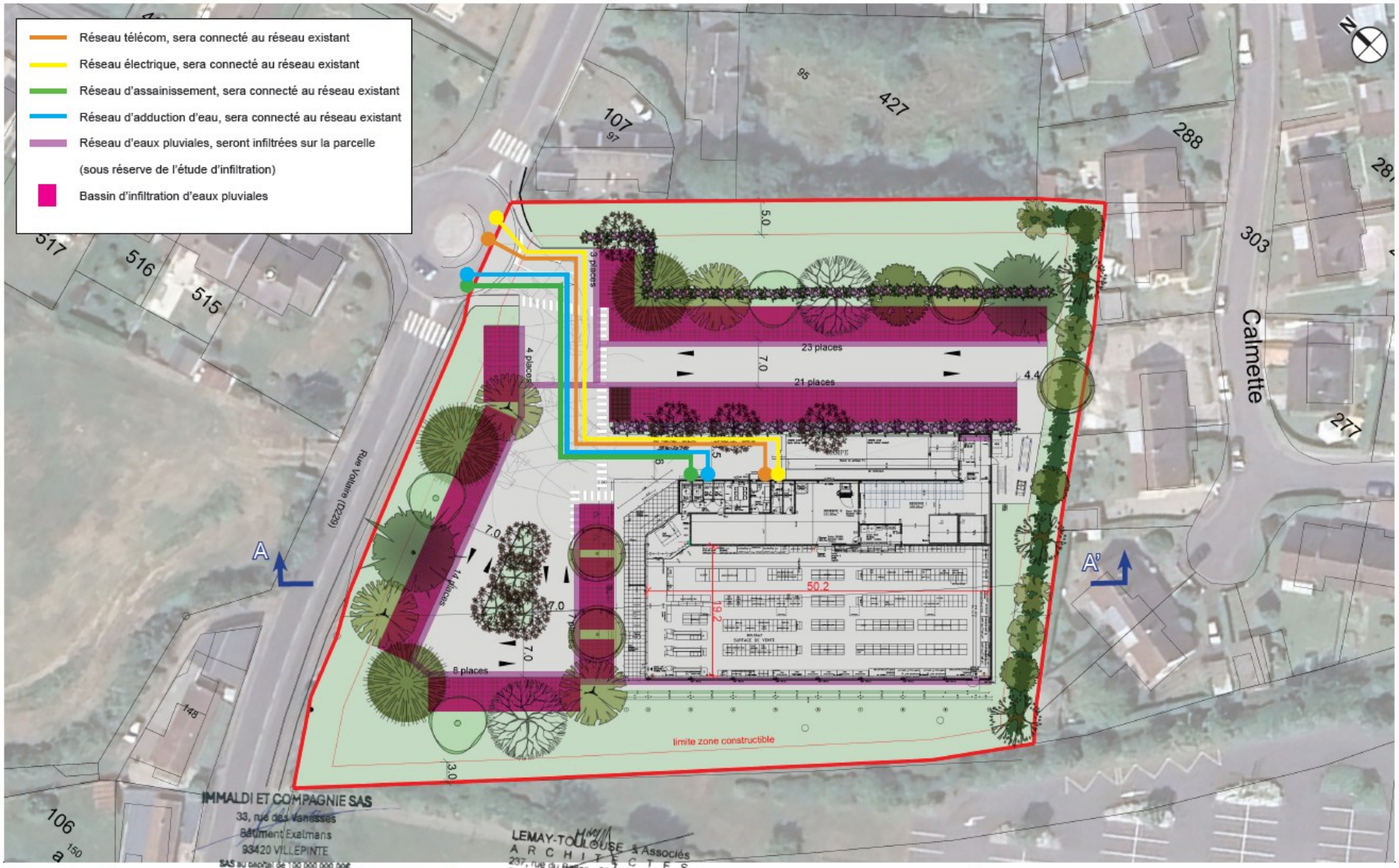
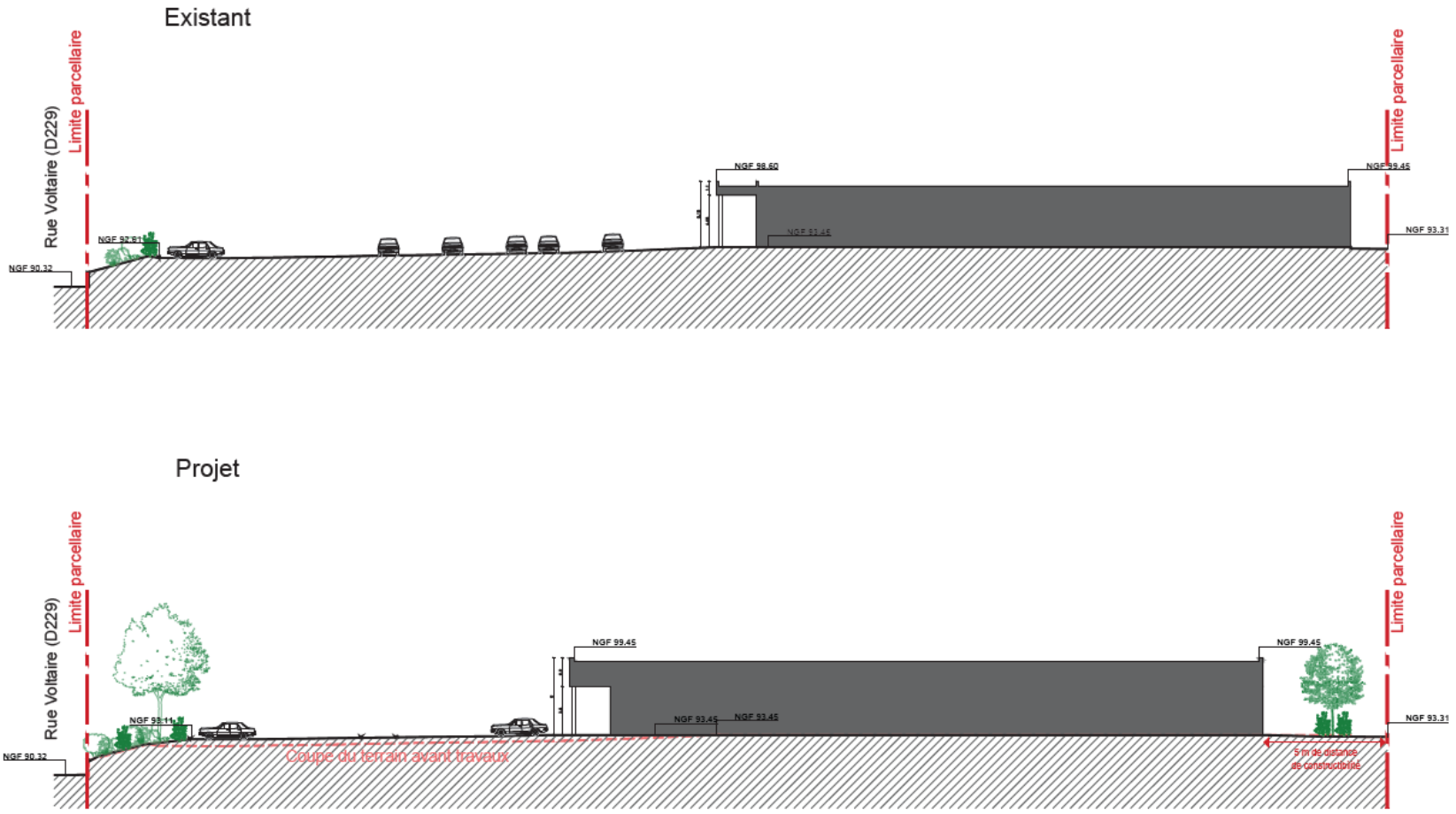


Figure 16 : Plan masse avec réseaux du projet – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés

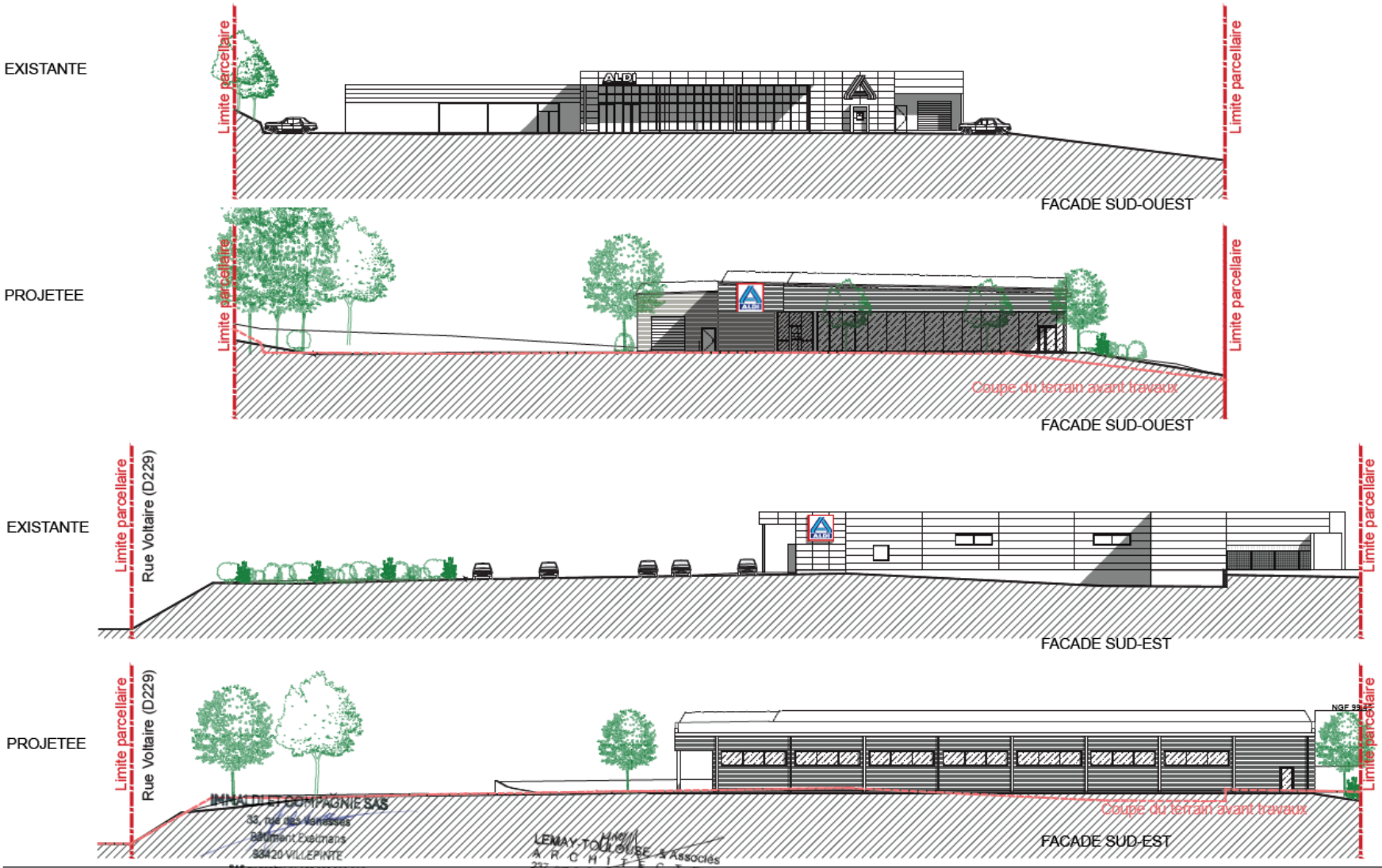


IMMALDI ET COMPAGNIE SAS
33, rue des Vanesses
Bâtiment Exelmans
93420 VILLEPINTE

LEMAY-TOULOUSE & Associés
ARCHITECTES
237, rue du Ballon - 59110 La Madeleine
03 20 55 23 75 www.lemayarchitectes.fr

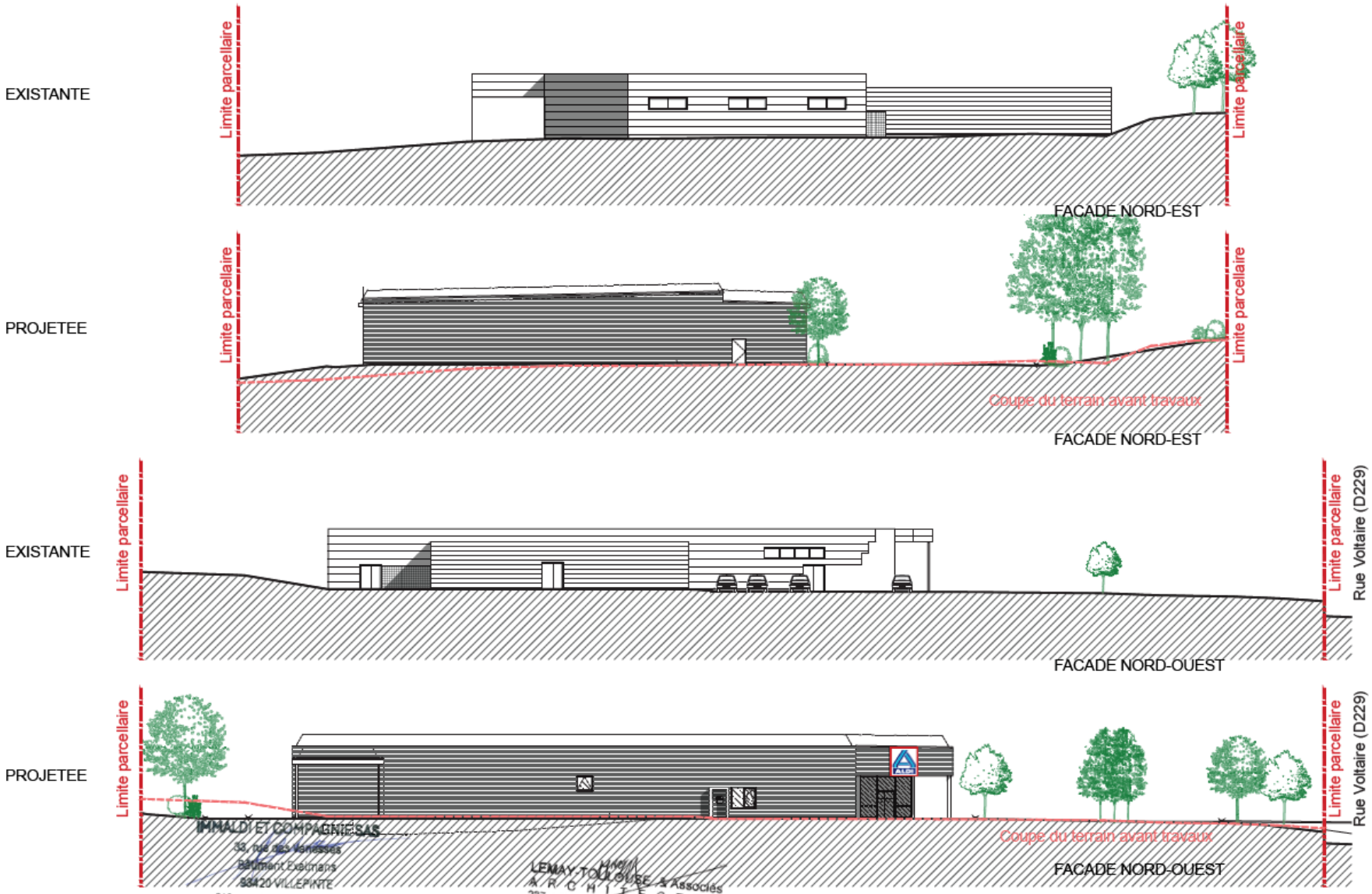
IMMALDI SAS 33 Rue des Vanesses Parc d'Activités de la Goële Bâtiment Exelmans 93420 VILLEPINTE	SAS LT Architectes (Lemay Toulouse & Associés) 237 rue du Ballon 59110 LA MADELEINE Tél: 03 20 55 23 75 www.lemayarchitectes.fr	RECONSTRUCTION D'UN COMMERCE ALDI Rue Voltaire, 80 130 Friville-Escarbotin - Demande de permis de construire Réf: C-A-80130-SS	Plans de coupes État existant / projeté Date : 24/09/25 – Etat : Projeté Phase : PC – Echelle : 1/300e Version : A – Format : A3 PC 3

Figure 17 : Plan de coupes – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés



IMMALDI SAS 33 Rue des Vanesses Parc d'Activités de la Goële Bâtiment Exelmans 93420 VILLEPINTE	**SAS LT Architectes** **(Lemay Toulouse & Associés)** 237 rue du Ballon 59110 LA MADELEINE Tél: 03 20 55 23 75 www.lemayarchitectes.fr	**RECONSTRUCTION D'UN COMMERCE ALDI** Rue Voltaire, 80 130 Friville-Escarbotin - **Demande de permis de construire** Réf: ***C-A-80130-SS***	**Plan des façades** Etat existant & projeté Date : ***24/09/25*** Etat : ***Projeté*** Phase : ***PC*** Echelle : ***1/300e*** Version : ***A*** Format : ***A3***

PC 5.1



IMMALDI ET COMPAGNIE SAS
33, rue des Vanesses
Bâtiment Exelmans
93420 VILLEPINTE
SAS au capital de 100 000 000,00€
RCS BOBIGNY B 378 568 638
SIRET 378 568 638 00084 - APE 6820B

LEMAY TOULOUSE & Associés ARCHITECTES
237, rue du Ballon - 59110 La Madeleine
03.20.55.23.75 www.lemayarchitectes.fr

IMMALDI SAS 33 Rue des Vanesses Parc d'Activités de la Goële Bâtiment Exelmans 93420 VILLEPINTE	**SAS LT Architectes** **(Lemay Toulouse & Associés)** 237 rue du Ballon 59110 LA MADELEINE Tél: 03 20 55 23 75 www.lemayarchitectes.fr	**RECONSTRUCTION D'UN COMMERCE ALDI** Rue Voltaire, 80 130 Friville-Escarbotin - **Demande de permis de construire** Réf: *C-A-80130-SS*	**Plan des façades** Etat existant & projeté Date : *24/09/25* Etat : *Projeté* Phase : *PC* Echelle : *1/300e* Version : *A* Format : *A3* **PC 5.1**

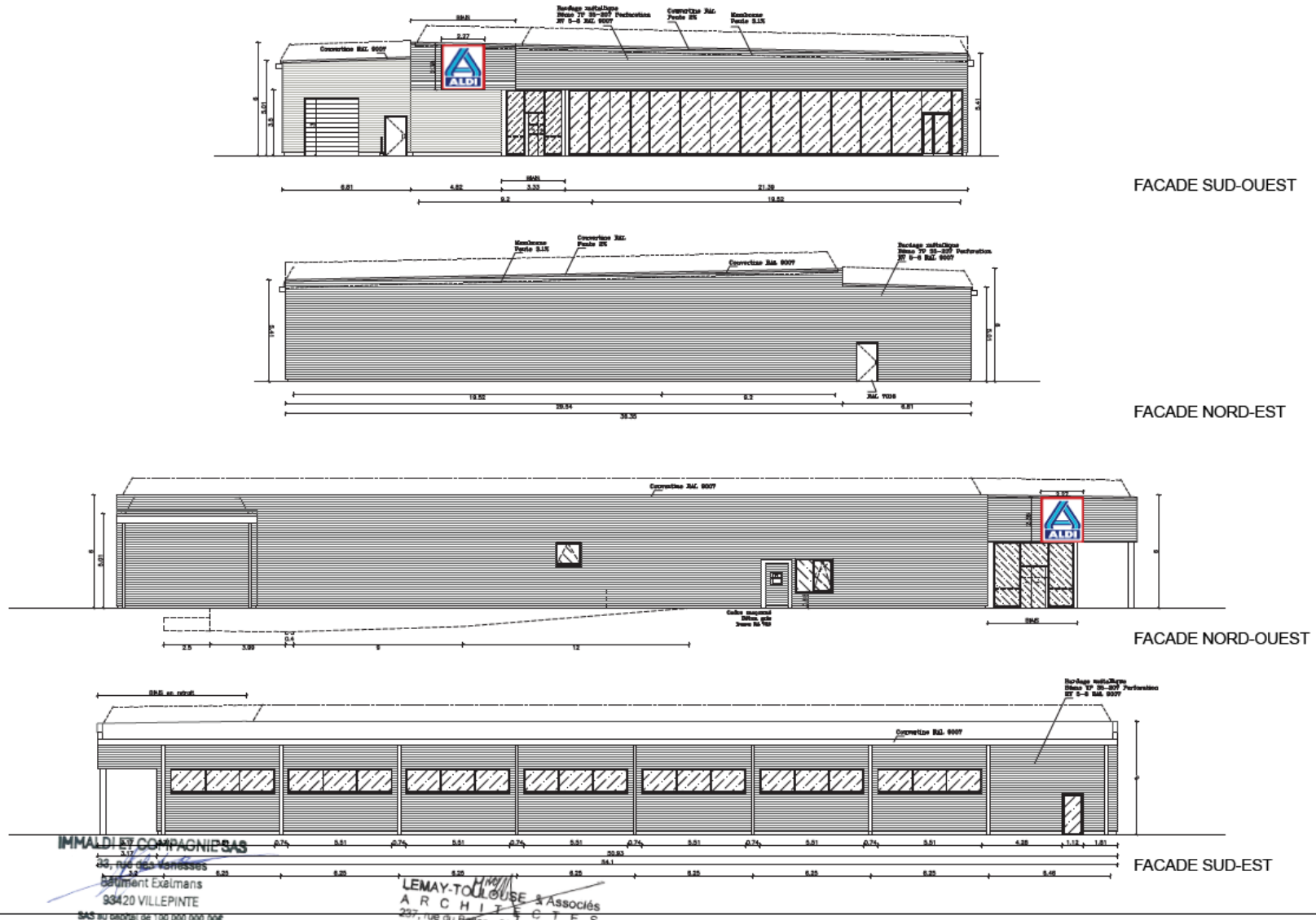
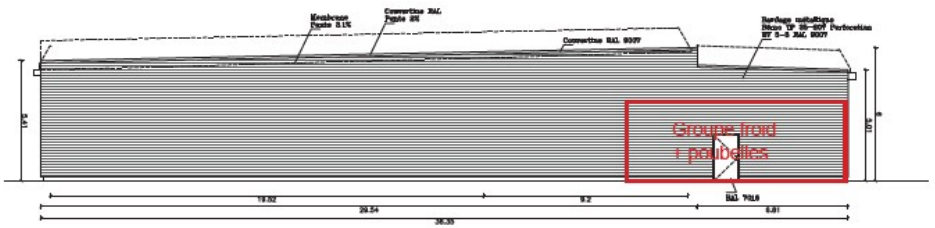
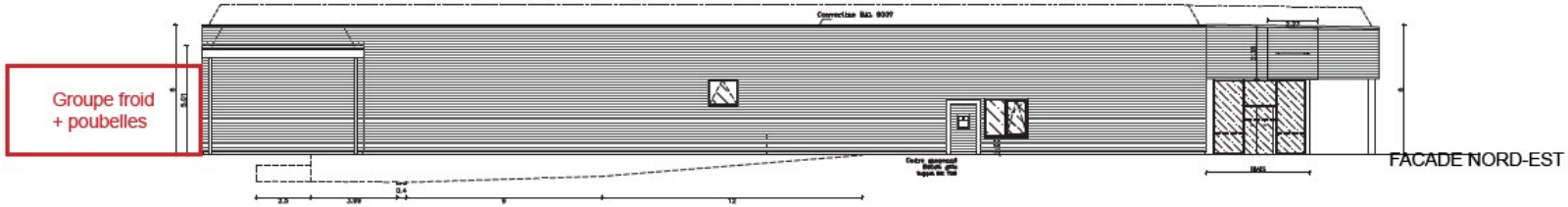


Figure 18 : Plan des façades – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés



FACADE SUD-EST



FACADE NORD-EST





Installations prévues dans l'espace production froid (armoire technique).

IMMALDI ET COMPAGNIE SAS
33, rue des Vanesses
Bâtiment Exelmans
93420 VILLEPINTE

LEMAY-TOULOUSE & Associés
ARCHITECTES
237, rue du Ballon - 59110 La Madeleine
03.20.55.23.75 - www.lemayarchitectes.fr

IMMALDI SAS RCS BOBIGNY B 378 568 638 SIRET 378 568 638 00084 - APE 6820B 33 Rue des Vanesses Parc d'Activités de la Goële Bâtiment Exelmans 93420 VILLEPINTE	SAS LT Architectes (Lemay Toulouse & Associés) 237 rue du Ballon 59110 LA MADELEINE Tél: 03 20 55 23 75 www.lemayarchitectes.fr	RECONSTRUCTION D'UN COMMERCE ALDI Rue Voltaire, 80 130 Friville-Escarbotin - Demande de permis de construire Réf: C-A-80130-SS	Plan des installations groupe froid Etat projeté Date : 24/09/25 – Etat : Projeté Phase : PC – Echelle : / Version : A – Format : A3 PC 5.2

Figure 19 : Plan des installations groupe froid – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés



Figure 20 : Plan de toiture – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés

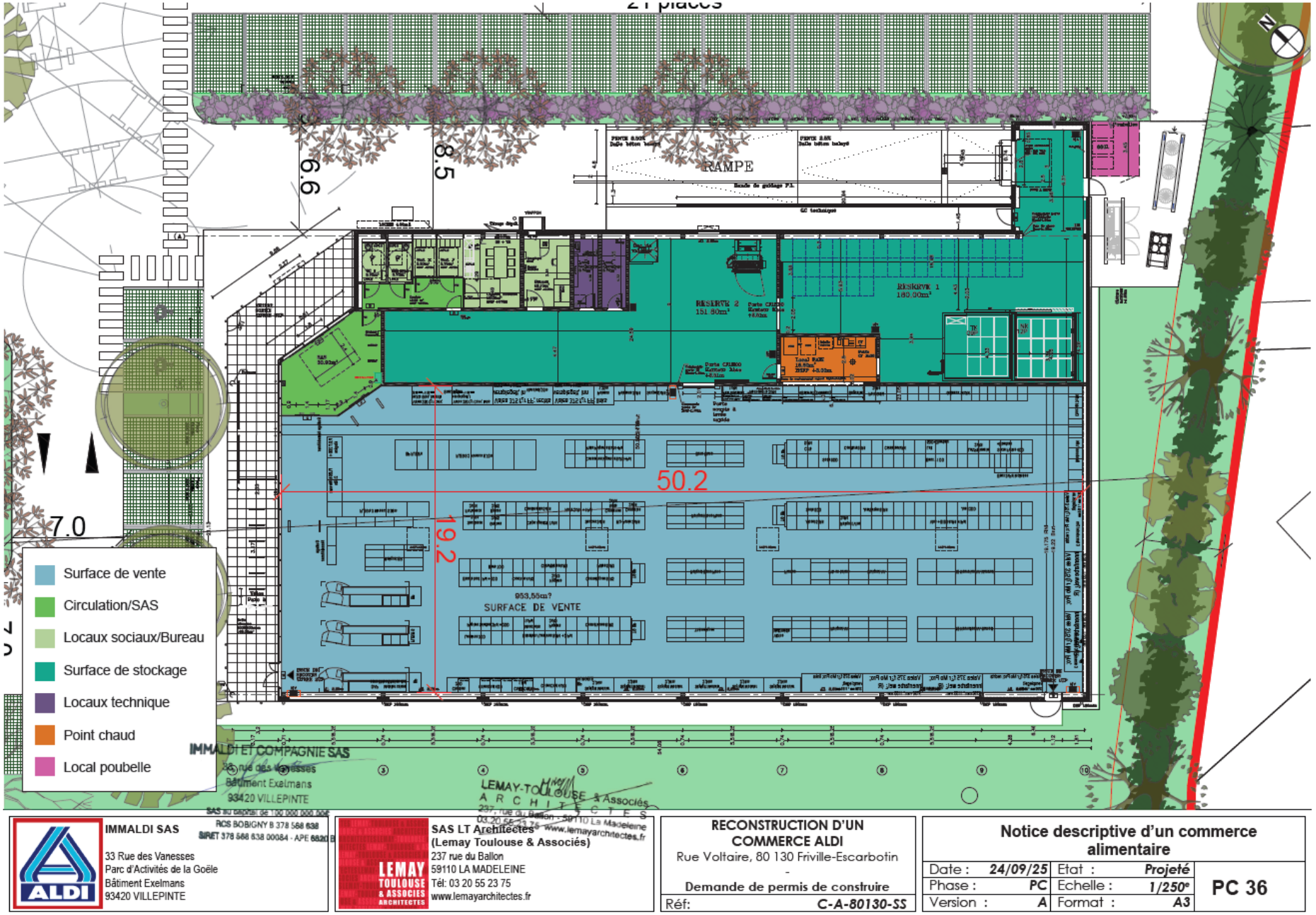


Figure 21 : Plan du magasin et plan de destination – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés



Figure 22 : Insertion du projet en vue aérienne – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés



Figure 23 : Insertion du projet en vue rapprochée – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés

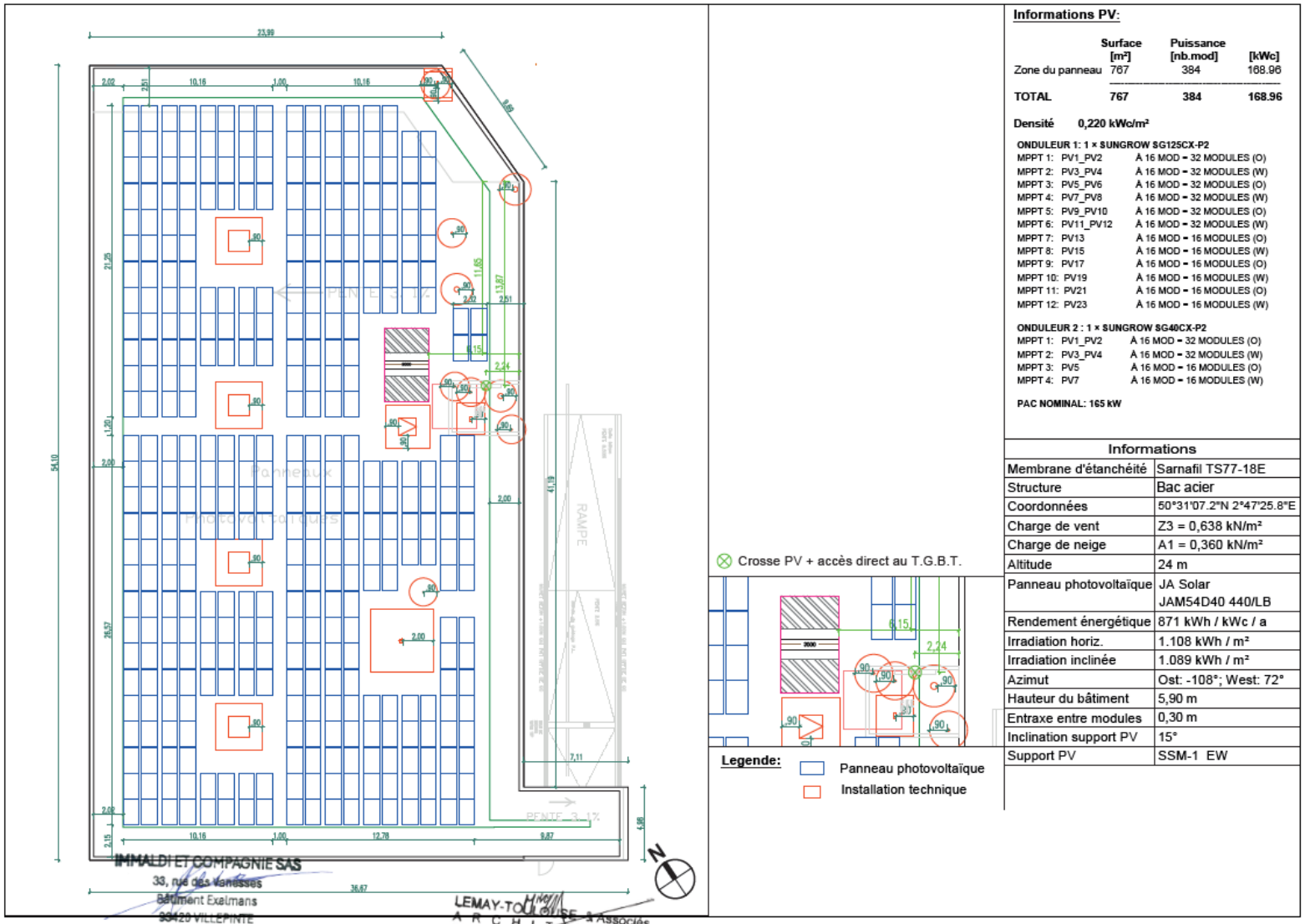


Figure 24 : Plan du détail du système de production d'électricité renouvelable – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés

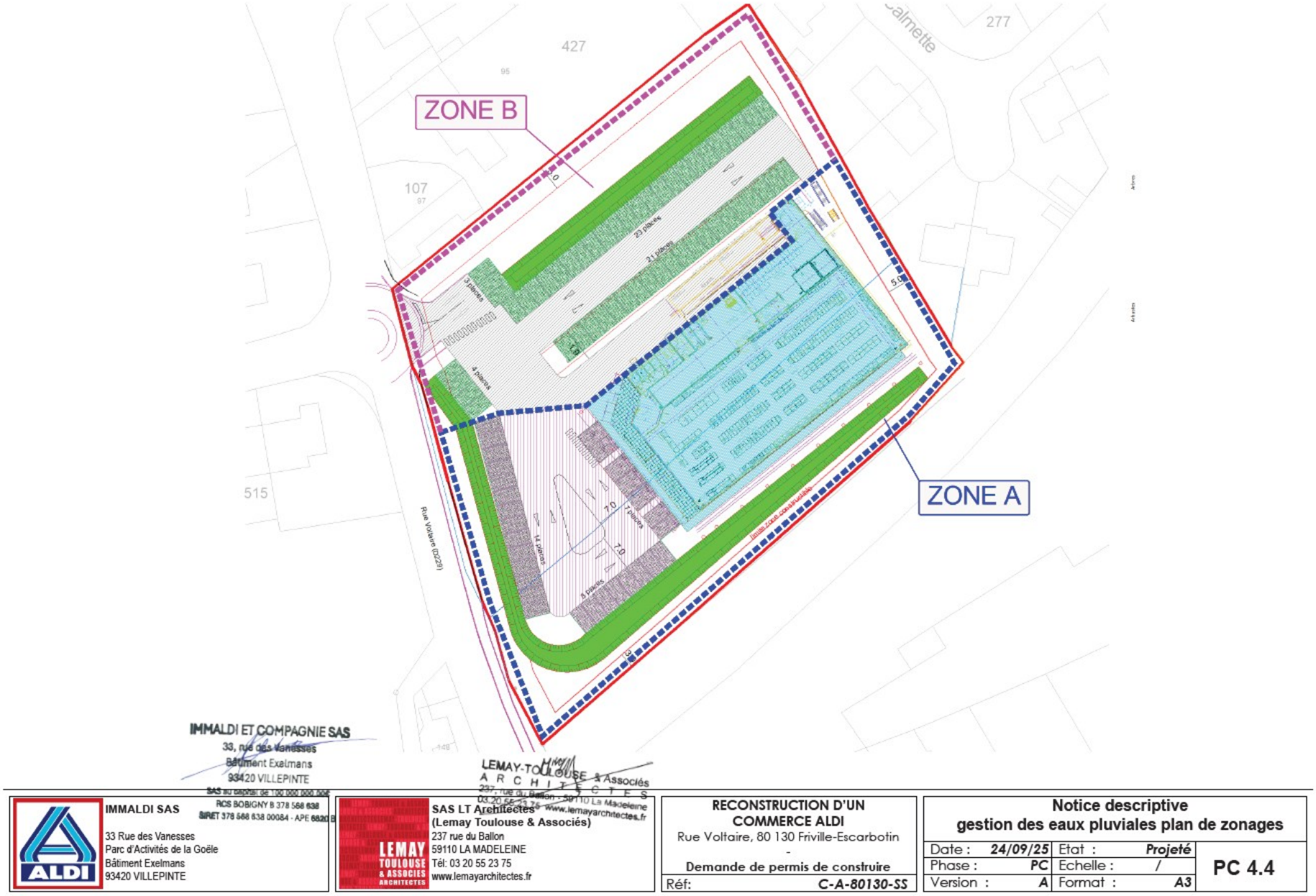
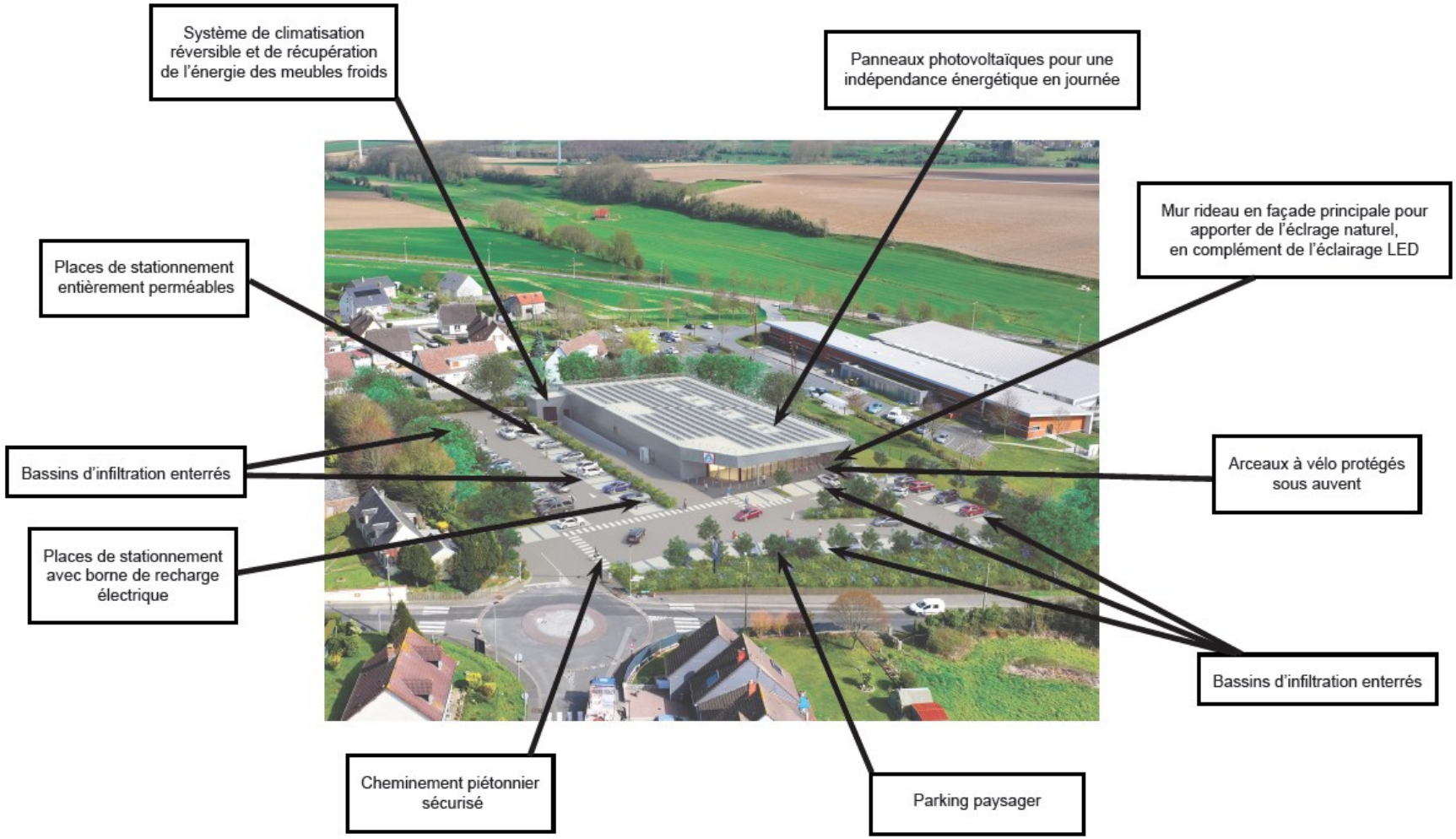


Figure 25 : Plan de zonage de la gestion des eaux pluviales – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés



IMMALDI ET COMPAGNIE SAS
33, rue des Vanesses
Bâtiment Exelmans
93420 VILLEPINTE

LEMAY-TOULOUSE & Associés ARCHITECTES
237, rue du Ballon - 59110 La Madeleine
03.20.55.23.75 - www.lemayarchitectes.fr

IMMALDI SAS 33 Rue des Vanesses Parc d'Activités de la Goële Bâtiment Exelmans 93420 VILLEPINTE	SAS LT Architectes (Lemay Toulouse & Associés) 237 rue du Ballon 59110 LA MADELEINE Tél: 03 20 55 23 75 www.lemayarchitectes.fr	RECONSTRUCTION D'UN COMMERCE ALDI Rue Voltaire, 80 130 Friville-Escarbotin - Demande de permis de construire Réf: C-A-80130-SS	Notice descriptive Date : 24/09/25 Etat : Projeté Phase : PC Echelle : / Version : A Format : A3 PC 4.8

Figure 26 : Plan de notice descriptive – Source : Aldi et Lemay-Toulouse & Associés

4 ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Ce chapitre sur l'état initial de l'environnement fait état de la situation actuelle de la zone d'implantation potentielle au regard des thématiques du **milieu physique**, du **milieu naturel**, du **milieu humain** et du **patrimoine culturel et paysager**.

Les éléments à décrire sont fixés par le 4° du II du R.122-5 du Code de l'environnement : « *population, santé humaine, biodiversité, terres, sol, eau, air, climat, biens matériels, patrimoine culturel, aspects architecturaux et archéologiques, paysage* ». Il s'agit d'identifier, d'analyser et de hiérarchiser l'ensemble des enjeux existants à l'état actuel de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet.

Un niveau d'enjeu est associé à chacune des composantes présentées dans ce chapitre afin de mettre en évidences les enjeux du site avant le projet. Les enjeux sont évalués sur une échelle de 5 niveaux :

Enjeu négligeable	Enjeu faible	Enjeu modéré	Enjeu fort	Enjeu très fort

4.1 Milieu physique

4.1.1 Topographie

Du nord au sud, l'altimétrie est comprise entre +94,72 m NGF et +91,15 m NGF. La pente moyenne est de 4 %.

D'ouest en est, la topographie varie de +93 m NGF à +92,22 m NGF (altimétrie minimale). La pente moyenne est de 2 %.

La topographie naturelle du terrain parcellaire est en pente vers le sud-est.

Aucun bassin versant extérieur ne semble être susceptible d'être intercepté par le projet au vu des aménagements bâtis et routiers (bordures de trottoirs, voiries assainies, soutènement en rondin de bois, habitations, etc.) autour du site.

Ces aménagements interdisent tout écoulement superficiel vers l'emprise du site.

RELIEF et TOPOGRAPHIE

La topographie naturelle du terrain est en pente vers le sud-est.

Le bassin versant de la parcelle du projet est isolé (pente naturelle et tissu urbain périphérique assainis).

Enjeu négligeable



Topographie de la ZIP

Légende

Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)

Courbe de niveau

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; Date de l'extraction des données : 9/2025
Fond : GoogleEarth
Réalisation : ©URBYCOM - 9/2025
Échelle : 1/5000 (pour une impression en format A4)

URBYCOM

Carte 5 : Topographie de la ZIP

4.1.2 Géologie

La reconnaissance géologique du site repose sur l'analyse de la carte géologique au 1/50 000ème de ST-VALERY-SUR-SOMME EU, sur les différentes informations disponibles au Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM, banque de données BSS).

Un premier aperçu de la carte géologique indique que le site est caractérisé par une formation de plateau et de pente : Limons des plateaux sur pentes, localement glissés, encore en liaison avec les formations en place – LP(a).

Notons que le site est aménagé et qu'il est dans un premier temps recouvert de remblais d'épaisseur variable issu de l'aménagement du site.

Le forage BSS000DDXRsitué à proximité du site d'étude permet d'identifier le profil de sol suivant :

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 6,5 m	ARGILE A SILEX	QUATERNAIRE
De 6,5 à 28 m	CRAIE BLANCHE TENDRE	SENONIEN
De 28 à 50 m	CRAIE BLANCHE DURE A SILEX	SENONIEN

Figure 27 : Log géologique du forage BSS000DDXR – Source : BRGM

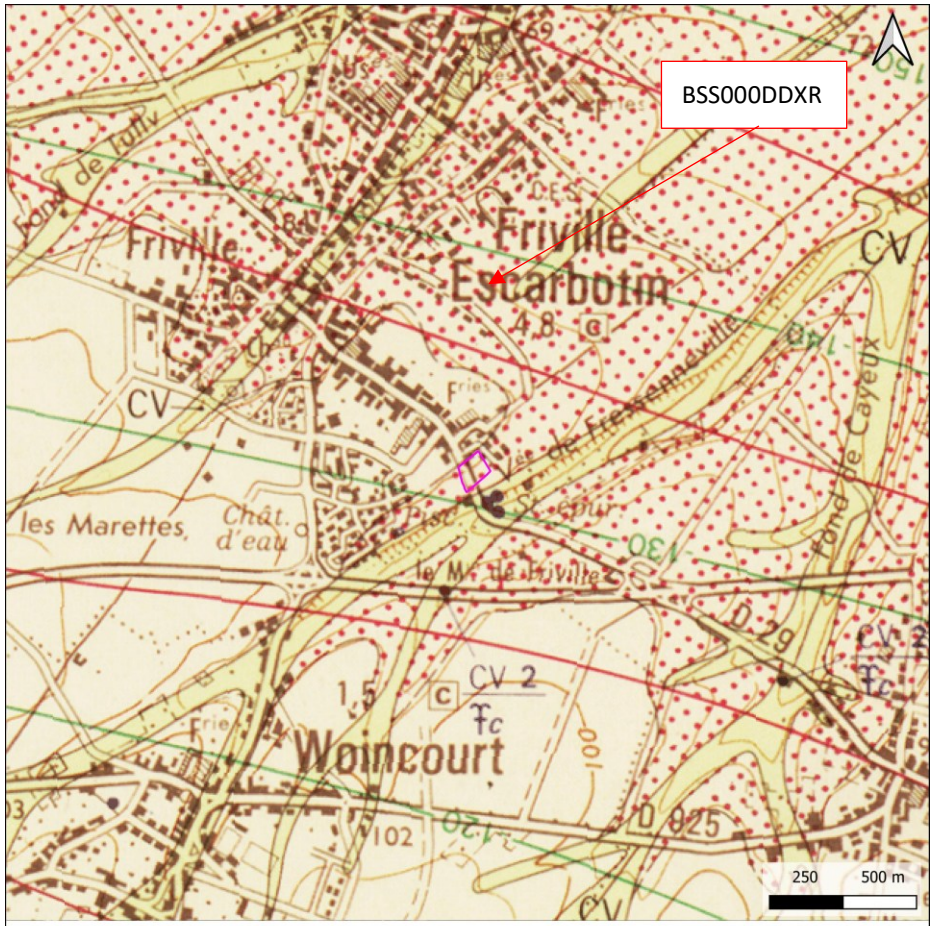
Géologie et pédologie

Selon la bibliographie, le site est caractérisé par des Limons des plateaux sur pentes, localement glissés, encore en liaison avec les formations en place – LP(a).

Ce dernier est aménagé et est dans un premier temps recouvert de remblais d'épaisseur variable issu de l'aménagement du site (Anthroposols).

Enjeu faible

Des études géotechniques seront réalisées sur site afin de déterminer la nature du sol et les modes de gestion des eaux pluviales et usées selon les capacités d'infiltration du site. Les études G2PRO à G4 seront engagées également.



Carte géologique au 1/50 000e du secteur

Légende

Zone d'Implantation Potentielle (ZIP) **Carte géologique image de la France au 1/50 000e**

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; BRGM ; Date de l'extraction des données : 9/2025
Fond : Carte géologique imprimé
Réalisation : ©URBYCOM - 9/2025
Échelle : 1/15000 (pour une impression en format A4)

URBYCOM

Carte 6 : Carte géologique imprimée du site d'étude (1/50 000 ST-VALERY-SUR-SOMME EU)

4.1.3 Le climat

4.1.3.1 Politique pour le climat, l'air et l'énergie

Le schéma régional climat, air et énergie (Article L222-1 et suivants du Code de l'environnement) SRCAE :

La France s'est engagée au niveau international à diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Cet engagement est fixé par la loi dite « Grenelle 1 », du 3 août 2009, relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement. La loi dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, a défini la méthode pour permettre à notre pays d'atteindre cet objectif. A cette fin, le législateur a voulu que soit défini, dans chaque région, un cadre d'actions permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de diminuer la consommation énergétique et d'augmenter la part des énergies renouvelables, le schéma régional climat air énergie (SRCAE).

Co-élaboré par l'Etat et le conseil régional en association avec les autres collectivités locales, les associations de protection de l'environnement et les représentants du monde économique, ce schéma définit les orientations et les objectifs régionaux aux horizons 2020 et 2050 en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables, de lutte contre la pollution atmosphérique et d'adaptation au changement climatique.

Les schémas des régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie ont tous deux été approuvés en 2012.

Suite à la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), les enjeux associés au climat, à l'air et l'énergie, traduits dans les SRCAE, doivent désormais être intégrés dans un schéma plus large traitant des différentes politiques de développement durable - le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

Le SRADDET des Hauts-de-France :

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) des Hauts-de-France est un document stratégique, prescriptif et intégrateur pour la région. Ce document a une portée juridique. Il a été élaboré par le conseil régional et approuvé par le préfet de région, le 04 août 2020.

Le projet de modification du SRADDET portant sur les volets climat, air, énergie et déchets a été arrêté par le conseil régional le 27 novembre 2023. Le projet de modification du SRADDET portant sur les volets foncier, logistique et aéroportuaire, a été arrêté par le conseil régional le 1er février 2024.

Les plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) :

Depuis la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015, le plan climat-air-énergie territorial :

- est obligatoirement élaboré par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) de plus de 20 000 habitants au 1er janvier 2017 ;
- est établi avant le :
  - **31 décembre 2016** pour les EPCI de plus de 50 000 habitants existants au 1er janvier 2015 ;
  - **31 décembre 2018** pour les EPCI de plus de 20 000 habitants existants au 1er janvier 2017.
- doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, en application de l'article R.122-17 du code de l'environnement ;
- fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours après 3 ans de mise en œuvre ;
- est révisé tous les **6** ans.

A terme, la région Hauts-de-France sera couverte en grande majorité par des PCAET, qui concerneront des milliers d'acteurs socio-économiques et plus de 5 800 000 habitants.

Les PCAET ont vocation à regrouper des actions portées par toutes les parties prenantes des territoires (collectivités, entreprises, associations, etc.). L'EPCI qui pilote la démarche est le moteur du changement de son territoire et le garant des engagements pris dans la durée.

La commune de Friville-Escarbotin est concernée par le PCAET « Syndicat Mixte Baie de Somme 3 Vallées » approuvé le 17 décembre 2021.

4.1.3.2 Loi dite « Climat et résilience »

Issue des travaux de la Convention citoyenne pour le climat, la **loi portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets** a été promulguée et publiée au Journal officiel le 24 août 2021. Cette loi ancre l'écologie dans notre société : dans nos services publics, dans l'éducation de nos enfants, dans

notre urbanisme, dans nos déplacements, dans nos modes de consommation, dans notre justice.

Les mesures clés de la Loi en lien avec le projet sont :

- **Extension de l'obligation de végétalisation ou d'installation de photovoltaïque sur les toits et les parkings** : L'obligation d'installation de photovoltaïque ou de toits végétalisés lors d'une construction, d'une extension ou d'une rénovation lourde sera étendue aux surfaces commerciales avec une baisse du seuil à 500 m² de création de surface. Elle est aussi étendue aux immeubles de bureaux de plus de 1 000 m² et aux parkings de plus de 500m² ;
- **Mise en place de zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m) dans les agglomérations métropolitaines de plus de 150 000 habitants d'ici le 31 décembre 2024** : L'ensemble des agglomérations de plus de 150 000 habitants devront mettre en place une ZFE-m, soit 33 nouvelles ZFE-m. Dans les 10 métropoles qui enregistrent des dépassements réguliers des valeurs limites de qualité de l'air, des interdictions de circulation pour les véhicules Crit'air 5 en 2023, Crit'air 4 en 2024 et Crit'Air 3 en 2025 seront automatiquement prévues ;
- **Interdiction de mise en location des logements les moins bien isolés** : Dès 2025, il sera interdit de louer les passoires thermiques les moins bien isolées (classées étiquette G), et dès 2028 pour le reste des passoires (classées F). Et à partir de 2034, ce sont les logements classés E (ajout voté par les députés) qui seront interdits à la location. Ces logements seront ainsi progressivement considérés comme indécents au regard de la loi. Le locataire pourra alors exiger de son propriétaire qu'il effectue des travaux et plusieurs mécanismes d'information, d'incitation et de contrôle viendront renforcer ce droit pour le locataire ;
- **Financement du reste à charge – nouvel article voté par les députés** : Tous les ménages, même ceux dont les revenus sont les plus modestes, auront accès à un mécanisme de financement pour régler le reste à charge de leurs travaux de rénovation. Cela pourra notamment passer par des prêts garantis par l'État ;
- **Division par 2 du rythme d'artificialisation des sols** : Le rythme d'artificialisation devra être divisé par deux d'ici 2030. La zéro artificialisation nette devra être atteint d'ici 2050. Cette mesure sera appliquée par l'ensemble des collectivités territoriales ;
- **Principe général d'interdiction de création de nouvelles surfaces commerciales qui entraînerait une artificialisation des sols** : L'interdiction de construction de nouveaux centres commerciaux, qui artificialiseraient des terres sans démontrer leur nécessité selon une série de critères précis et contraignants, sera la norme. Aucune exception ne pourra être faite pour les surfaces de vente de plus de 10 000 m2 et les demandes de dérogation pour tous les projets d'une surface de vente supérieure à 3 000 m2 seront examinées par le préfet.
- **Création d'un délit de mise en danger de l'environnement** : Désormais, le fait d'avoir exposé l'environnement à un risque de dégradation durable de la faune, de la flore ou de l'eau en violant une obligation de sécurité ou de prudence pourra être sanctionné de 3 ans de prison et 250 000 € d'amende. Contrairement au délit général de pollution, les sanctions pourront s'appliquer si le comportement est dangereux et que la pollution n'a pas eu lieu.
- **Délit général de pollution des milieux (flore, faune et qualité de l'air, du sol ou de l'eau) et délit d'écocide pour les cas les plus graves** : Les atteintes les plus graves commises intentionnellement à l'environnement seront passibles d'une peine maximale de 10 ans de prison et 4,5 millions d'euros d'amende (22,5 millions d'euros pour les personnes morales), voire une amende allant jusqu'à dix fois le bénéfice obtenu par l'auteur du dommage commis à l'environnement.

4.1.3.3 Climat

Bien que la Communauté de Communes du Vimeu ne soit pas directement situé sur le littoral picard, le **climat maritime est très présent.** La présence de la mer à proximité, la configuration du plateau du Vimeu, les conditions d'ensoleillement ou encore l'exposition aux vents dominants explique en majeure partie **le climat local relativement doux bien qu'humide et venteux de la Picardie Maritime.** Ce dernier s'adoucit au fur et à mesure que l'on se dirige vers l'intérieur des terres.

Les amplitudes thermiques sont peu nuancées comme en témoigne les températures observées entre 1973 et 2015. Ainsi, la température moyenne observée sur la période 1973-2015 à Abbeville (station la plus proche, source : infoclimat.fr) est de 9,55°C avec une température maximale moyenne de 13,8°C et une température minimale moyenne de 6,83°C.

Entre 1995 et 2015, la moyenne des précipitations est de 638,75 mm/an avec, en 2015, un cumul de 755,9 mm pour 192 jours de pluie (hauteur des précipitations égale ou supérieure à 1 mm).

En ce qui concerne les vents, ces derniers sont plus ou moins marqués sur le territoire de la CCVI avec, pour la station la plus proche de la CCVI, 50 jours de l'année avec des vents supérieurs à 57 km/h et 3 jours avec des vents supérieurs à 100 km/h. **L'ensemble de la Picardie Maritime subit une influence forte des vents d'ouest et sud-ouest (brises de mer et brise de terre), des conditions salines des embruns, des précipitations assez fréquentes et régulières.**

4.1.3.4 Changement climatique

Le diagnostic climatique de la commune de Friville-Escarbotin provient de l'outil **Climadiag** développé par Météo France. Il s'agit d'un ensemble de projections climatiques régionales permettant de décrire le champ des possibles quant à l'évolution de chaque indicateur, en encadrant la valeur médiane attendue autour de 2050 par une fourchette correspondant à un intervalle de confiance.

Chaque indicateur est présenté sous forme d'une infographie résumant de façon synthétique son évolution : quatre valeurs de l'indicateur sont présentées.

Les indicateurs sont calculés à partir de projections climatiques de référence sur la métropole (DRIAS2020). Ils ciblent l'évolution à l'horizon du milieu du siècle dans un scénario médian d'émission de gaz à effet de serre médian (RCP4.5).

Les indicateurs climatiques sont organisés en cinq familles :

- **Climat**
- **Risques naturels**
- **Santé**
- **Agriculture**
- **Tourisme**

Selon les communes, le nombre d'indicateurs calculé peut être inférieur à cinq.

<u>Climat :</u>

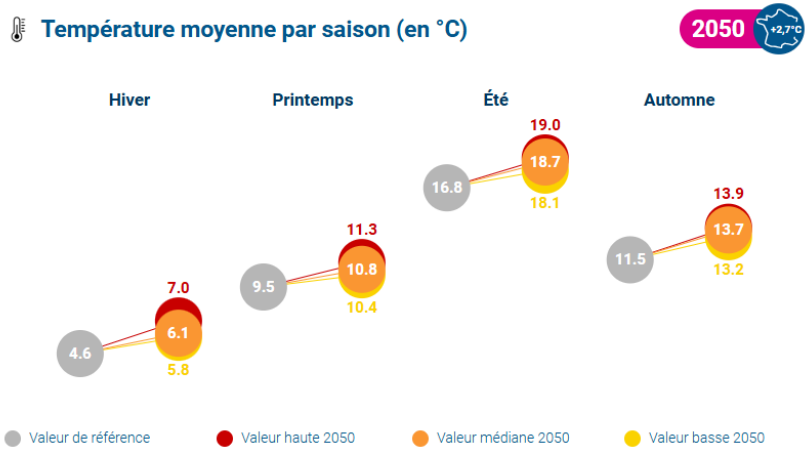


Figure 28 : Température moyenne (°C) par saison selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France

A l'échelle de la France, la température moyenne annuelle pourra augmenter de plus de 2 °C d'ici le milieu du XXIe siècle par rapport au climat récent, ce réchauffement étant plus marqué l'été que l'hiver.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation des températures par rapport au climat récent dans la commune. Les différences de température seront de : +1,5°C en hiver, +1,3°C au printemps, +1,9°C en été et +2,2°C en automne.

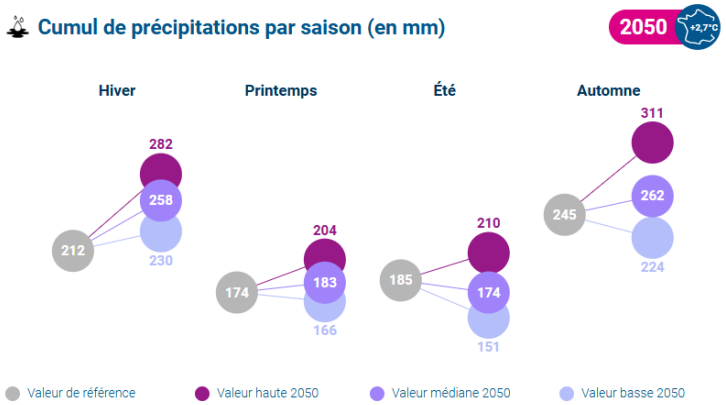


Figure 29 : Cumul de précipitations par saison (en mm) selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France

A l'échelle de la France, les cumuls annuels de précipitations évoluent peu d'ici 2050, mais une légère baisse en été et une légère hausse en hiver sont cependant probables sur la majorité du pays.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation du cumul des précipitations par rapport au climat récent dans la commune. Les différences de cumul de précipitations seront de : +46 mm en hiver, +9 mm au printemps, -11 mm en été et +17 mm en automne.

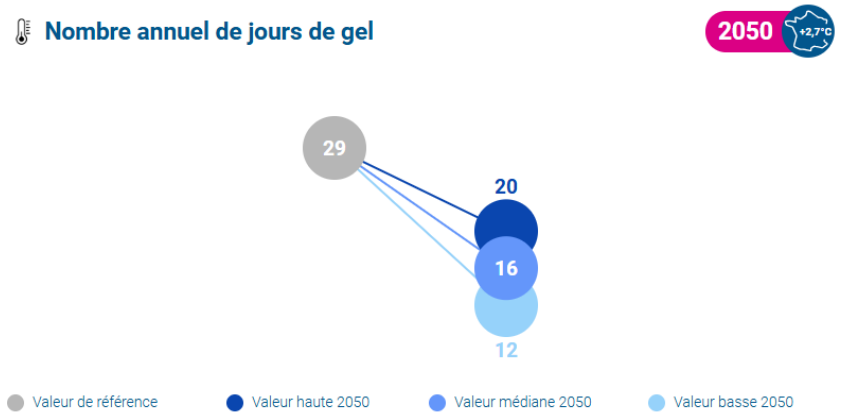


Figure 30 : Nombre annuel de jours de gel selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France

A l'échelle de la France, le nombre annuel de jours de gel est prévu en forte baisse d'ici le milieu du XXIe siècle.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une diminution du nombre annuel de jours de gel par rapport au climat récent dans la commune de Friville-Escarbotin. Les différences de nombre annuel de jours de gel seront de : -13 jours.

<u>Risques naturels</u> :

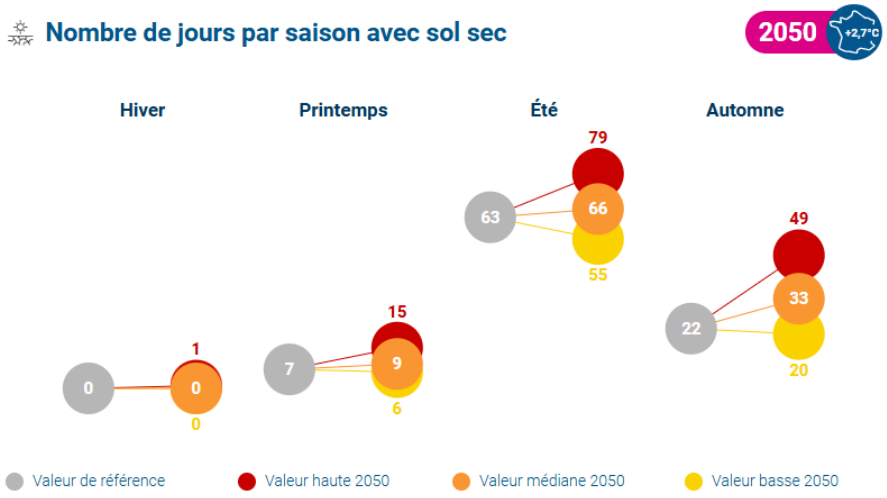


Figure 31 : Nombre de jours par saison avec sol sec selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France

L'élévation de la température sur l'ensemble du territoire entraînera l'augmentation du nombre de jours avec sol sec. Une conséquence sera l'aggravation des risques de dommages sur les bâtiments, liés au retrait/gonflement des argiles.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation du nombre de jours avec sol sec par rapport au climat récent dans la commune. Les différences du nombre de jours seront de : +0 jour en hiver, +2 jours au printemps, +3 jours en été et +11 jours en automne.

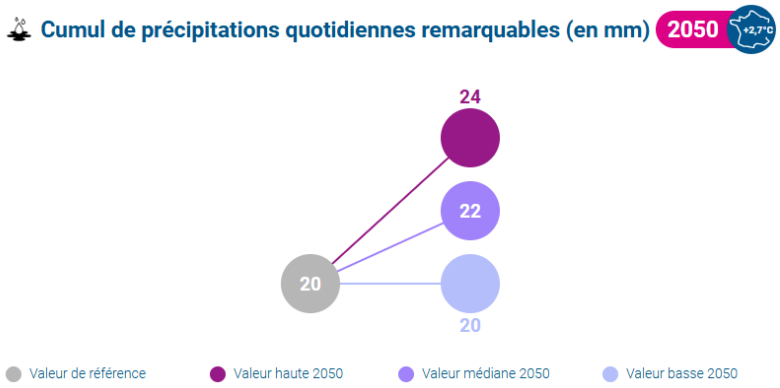


Figure 32 : Cumul de précipitations quotidiennes remarquables (en mm) selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France

Le cumul de précipitations quotidiennes remarquables correspond à la valeur qui n'est dépassée en moyenne qu'un jour sur 100, soit 3 à 4 jours par an.

Sur l'ensemble du territoire, les cumuls de précipitations quotidiennes remarquables, susceptibles de provoquer des inondations par ruissellement, augmenteront légèrement d'ici 2050.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation du cumul de précipitations quotidiennes remarquables (en mm) par rapport au climat récent dans la commune de Friville-Escarbotin. Les différences en mm seront de + 2 mm.

Santé :

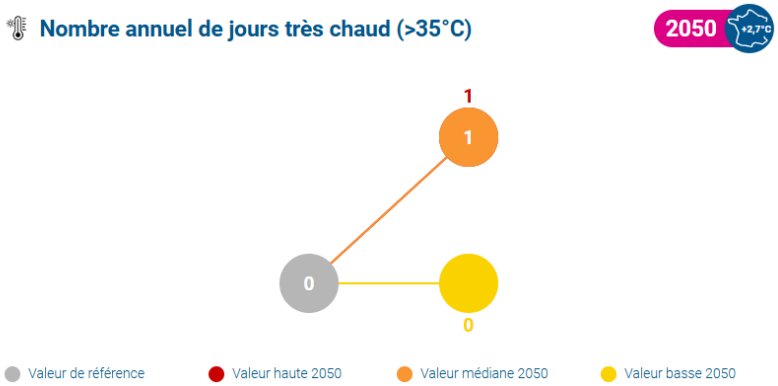


Figure 33 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France

L'augmentation du nombre de journées en vagues de chaleur est déjà perceptible. Cette tendance se poursuivra d'ici le milieu du XXIe siècle sur l'ensemble du pays.

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation de +1 jour très chaud.

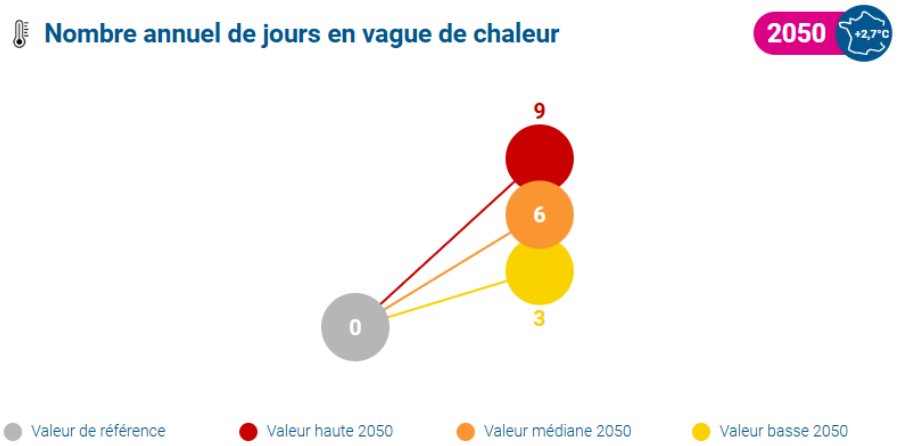


Figure 34 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation de +6 jours en vague de chaleur.

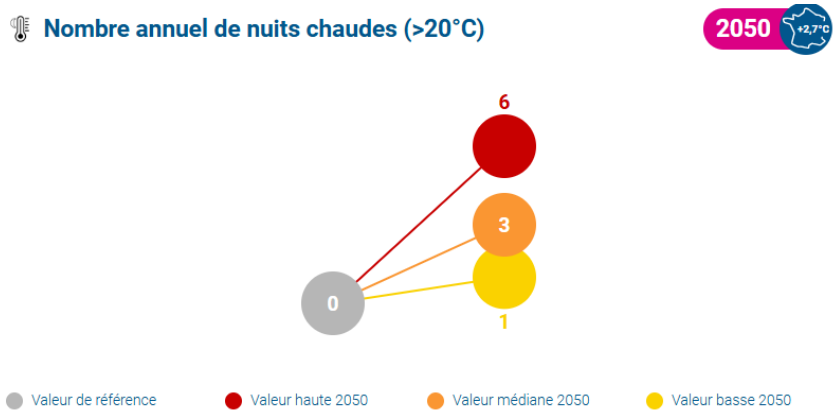


Figure 35 : Nombre annuel de jours en vague de chaleur selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une augmentation de +3 jours de nuits chaudes (>20°C).

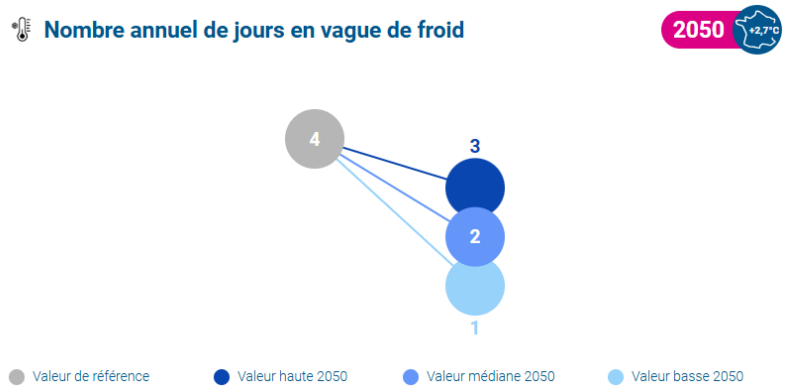


Figure 36 : Nombre annuel de jours en vague de froid selon 3 scénarios de changement climatique à Friville-Escarbotin – Source : Météo France

Les projections (valeurs médianes) mettent en évidence une diminution de -2 jours en vague de froid.

Météorologie-climat

La commune est sous l'influence d'un climat maritime. La présence de la mer à proximité, la configuration du plateau du Vimeu, les conditions d'ensoleillement ou encore l'exposition aux vents dominants explique en majeure partie le climat local relativement doux bien qu'humide et venteux de la Picardie Maritime. Ce dernier s'adoucit au fur et à mesure que l'on se dirige vers l'intérieur des terres.

Les amplitudes thermiques sont peu nuancées. L'ensemble de la Picardie Maritime subit une influence forte des vents d'ouest et sud-ouest (brises de mer et brise de terre), des conditions salines des embruns, des précipitations assez fréquentes et régulières.

A l'horizon 2050, les températures, les précipitations, le nombre de jours avec sol sec et le nombre de jours en vague de chaleur augmenteront. A l'inverse, le nombre de jours en vague de froid diminuera.

Enjeu faible

4.1.4 Ressource en eau

4.1.4.1 Eaux souterraines

4.1.4.1.1 Masses d'eau souterraine

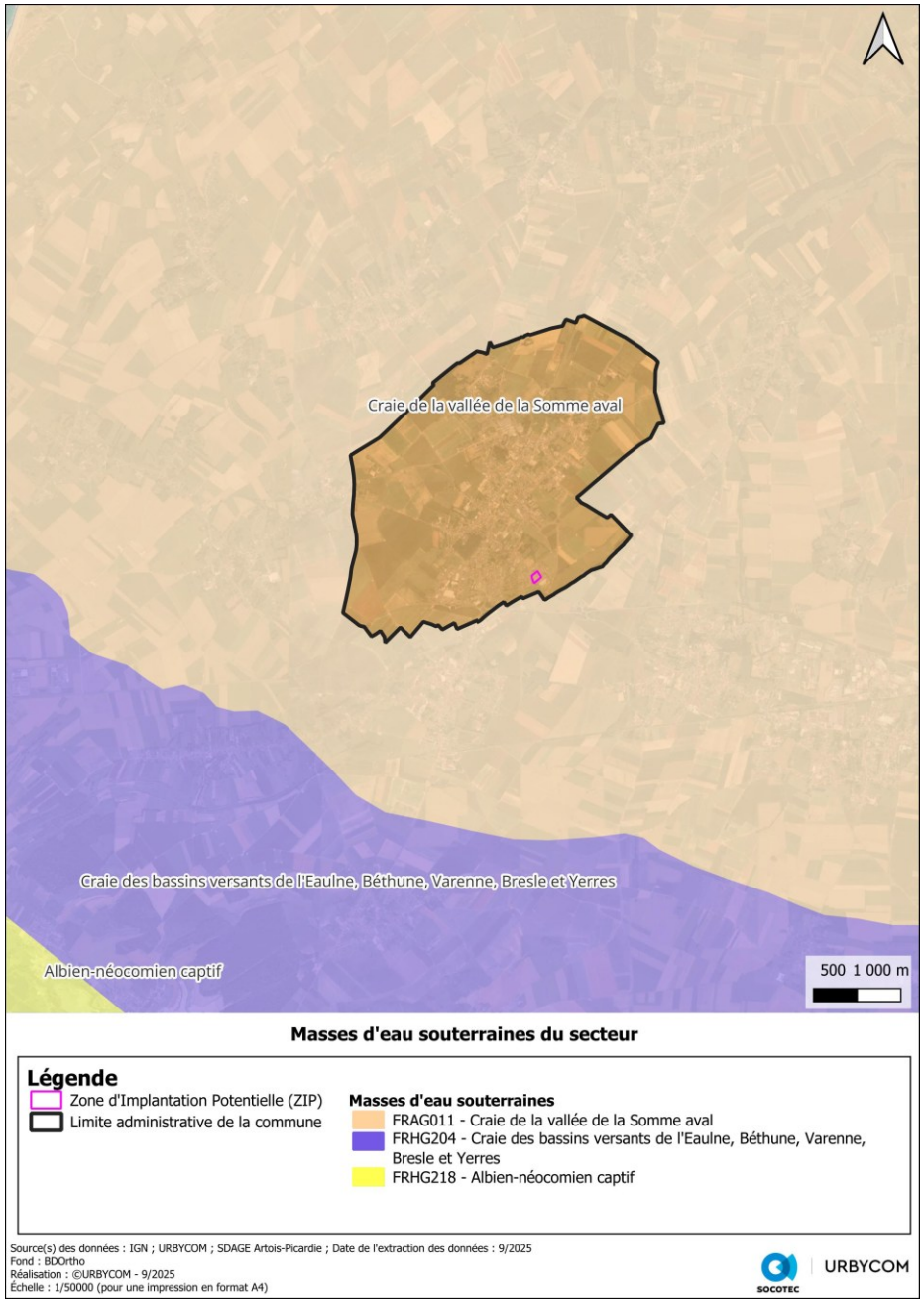
Le bassin hydrogéologique correspond à la partie souterraine du bassin hydrologique.

Au niveau du sous-sol et en ce qui concerne cette étude, il est possible de mettre en évidence trois nappes phréatiques principales à l'échelle du site :

- **Nappe d'eau superficielle :** Cette nappe est présente de façon temporaire lors d'évènement pluvieux importants. Les débits de cette nappe temporaire sont faibles et les eaux susceptibles d'être contaminées. Elle est drainée par le réseau hydrographique ;
- **La nappe de la craie de la vallée de la Somme – FRAG311 :** elle s'étend sous le bassin versant de la Somme aval. Cette masse d'eau à dominante sédimentaire est un aquifère scindé en deux parties : une nappe dans les craies du Cénomanien et une nappe dans les craies du Turonien-Sénonien (Secondaire). La masse d'eau est essentiellement libre (elle n'est pas surmontée d'une couche imperméable). Par conséquent, au regard du substrat crayeux (la craie est une roche poreuse et fissurée), la masse d'eau souterraine se recharge selon le degré de précipitations dites efficaces (généralement entre d'octobre à mars). Le niveau varie ainsi en fonction des précipitations et des prélèvements. En surface, les vallées sont composées d'alluvions (sédiments fluviatiles qui reposent sur le substrat perméable de la craie) permettant aux cours d'eau d'être alimentées par la masse d'eau souterraine (et inversement lorsque les prélèvements dans la nappe sont importants). Néanmoins, cette caractéristique accentue la fragilité des masses d'eau souterraines car les craies peuvent être fissurées et mal protégées par des sols perméables (formations limoneuses par exemple). Les parties affleurantes sont donc vulnérables contre d'éventuelles pollutions de surface.

Tableau 3 : Liste des nappes d'eau souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027

Nom	Vulnérabilité	Exploitée par l'AEP	Code masse d'eau au SDAGE
Craie de la vallée de la Somme aval	Forte	Oui	FRAG311



Carte 7 : Masses d'eau souterraines de la ZIP

4.1.4.1.2 Qualité de la masse d'eau souterraine

Le SDAGE Artois-Picardie 2022-2027 permet de faire état de l'état chimique et quantitatif des masses d'eau du site d'étude :

Tableau 4 : Synthèse de l'objectif de qualité de la masse d'eau souterraine

Masse d'eau souterraine	Etat quantitatif	Etat chimique	Objectif de bon état chimique (projet cycle 3)	Objectif quantitatif
FRAG311	Bon état depuis 2015	Non atteinte du bon état	Bon état en 2039	Maintien

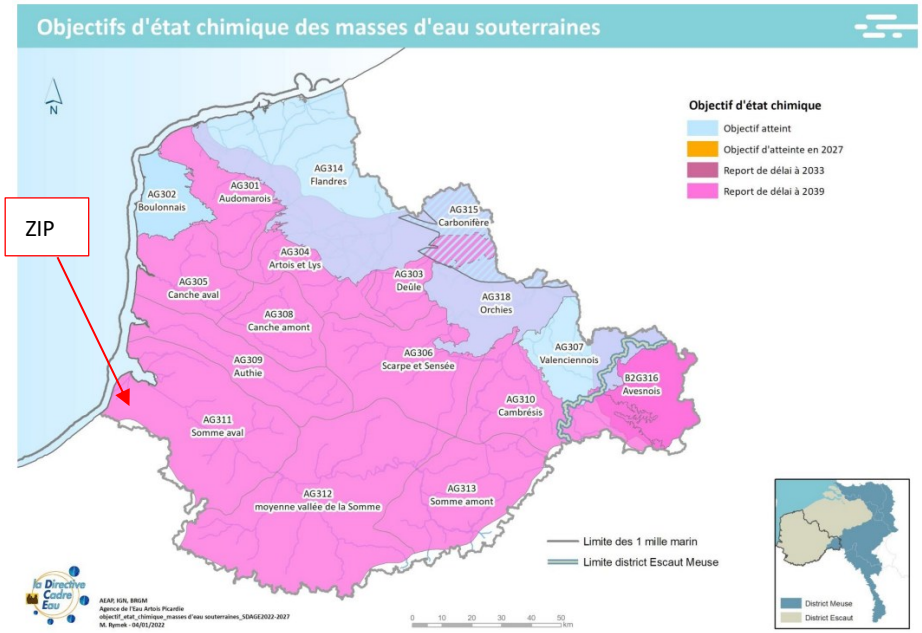


Figure 37 : État chimique des eaux souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027

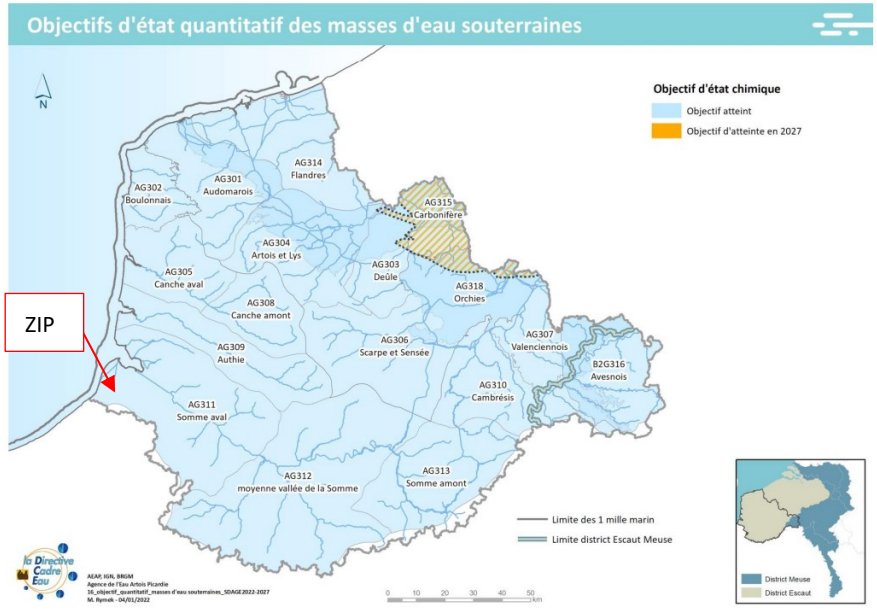


Figure 38 : État quantitatif des eaux souterraines – Source : SDAGE Artois-Picardie 2022-2027

4.1.4.1.3 Captage d'eau

Aucun captage d'alimentation en eau potable n'est présent sur le territoire de la CCVI. 4 syndicats intercommunaux s'occupent de la production et de la distribution de l'eau potable :

Structures gestionnaires de l'alimentation en eau potable sur le territoire de la CCVI			
Nom du Syndicat intercommunal	***Communes de la CCVI concernées***	***Captage (source : service eau.france)***	***Localisation des captages***
Syndicat intercommunal des Eaux de Picardie	Béthencourt-sur-Mer, Bourseville, Friville-Escarbotin, Méneslies, Tully, Woincourt et Yzengremer	Système d'alimentation en Eau Potable secteur Picardie Est (2 forages) desservant Yzengremer, Méneslies, Woincourt Système d'alimentation en Eau potable secteur Picardie Ouest (5 forages) desservant les autres communes de la CCVI adhérentes	Ponts et Marais
SIAEP d'Aigneville	Aigneville / Feuquières-en-Vimeu	Captage de Baillon	Frettemeule
Syndicat intercommunal du Bois de la Motte	Fressenneville, Nibas, Ochancourt, Valines	Captage composé de deux forages sur le lieu-dit du Bois de la Motte	Cambron
Syndicat intercommunal du Vimeu Vert (syndicat Acheux-Chépy)	Chépy	Acheux-en-Vimeu ancien CAP, Behen CAP, Hélicourt CAP, Huppy CAP, Miannay CAP, Ramburelles CAP, Vismes au Val CAP	Acheux-en-Vimeu, Huppy, Behen, Miannay, Limeux

Le système d'alimentation en eau potable sur le territoire du Syndicat intercommunal des eaux Picardie est particulier car les eaux pompées par les forages Picardie Ouest et Picardie Est ne sont pas traitées (hormis deux uniques chlorations réalisées au niveau des forages Est et Ouest) en raison de la bonne qualité des eaux brutes.

La commune n'est pas concernée par la présence de captages d'alimentation en eau potable. Les plus proches sont situés à 8 kilomètres au sud-est de la ZIP (captages n°980401 et 901433) et à 8,1 km au sud de la ZIP (captages n°989777 et 989776).

L'alimentation en eau potable sur la commune est assurée par le Syndicat Intercommunal des Eaux de Picardie.

4.1.4.1.4 Aire d'Alimentation de Captage

Une Aire d'Alimentation des Captages (AAC) désigne la zone en surface sur laquelle l'eau qui s'infiltre ou ruisselle alimente le captage. L'extension de ces surfaces est généralement plus vaste que celle des Périmètres de Protection des Captages d'eau potable (PPC). Cette zone est délimitée dans le but principal de lutter contre les pollutions diffuses (ex : pollution d'origine agricole) risquant d'impacter la qualité de l'eau prélevée par le captage. Dans cette zone sera instauré un programme d'actions visant à protéger la ressource contre les pollutions diffuses.

La commune de Friville-Escarbotin n'est pas concernée par une AAC. La plus proche est l'AAC ABBEVILLE à 20 km à l'est de la ZIP.

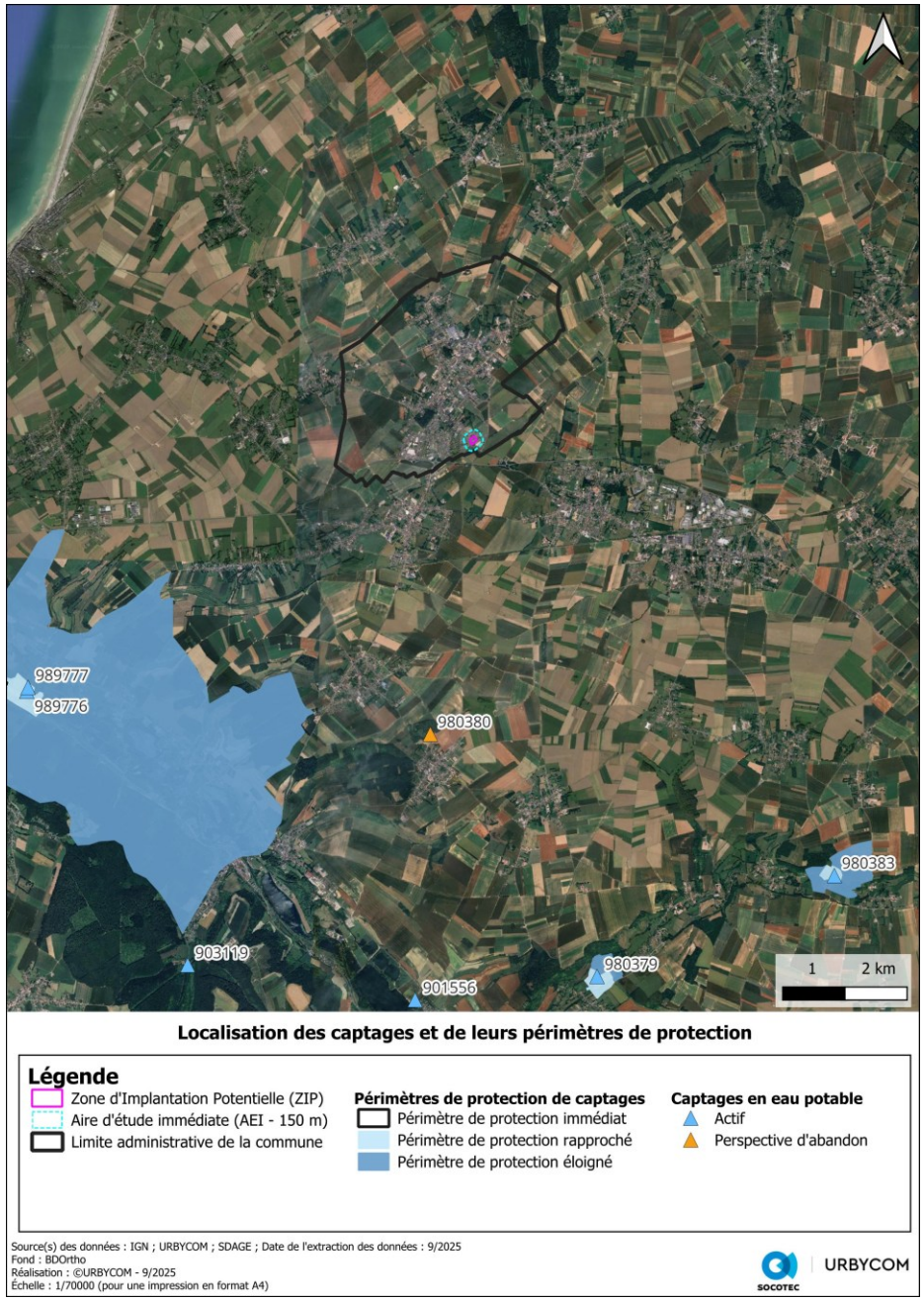
Eau souterraine

Aucun captage ou périmètre de protection et aucune Aire d'Alimentation de Captages ne concerne la ZIP ou la commune.

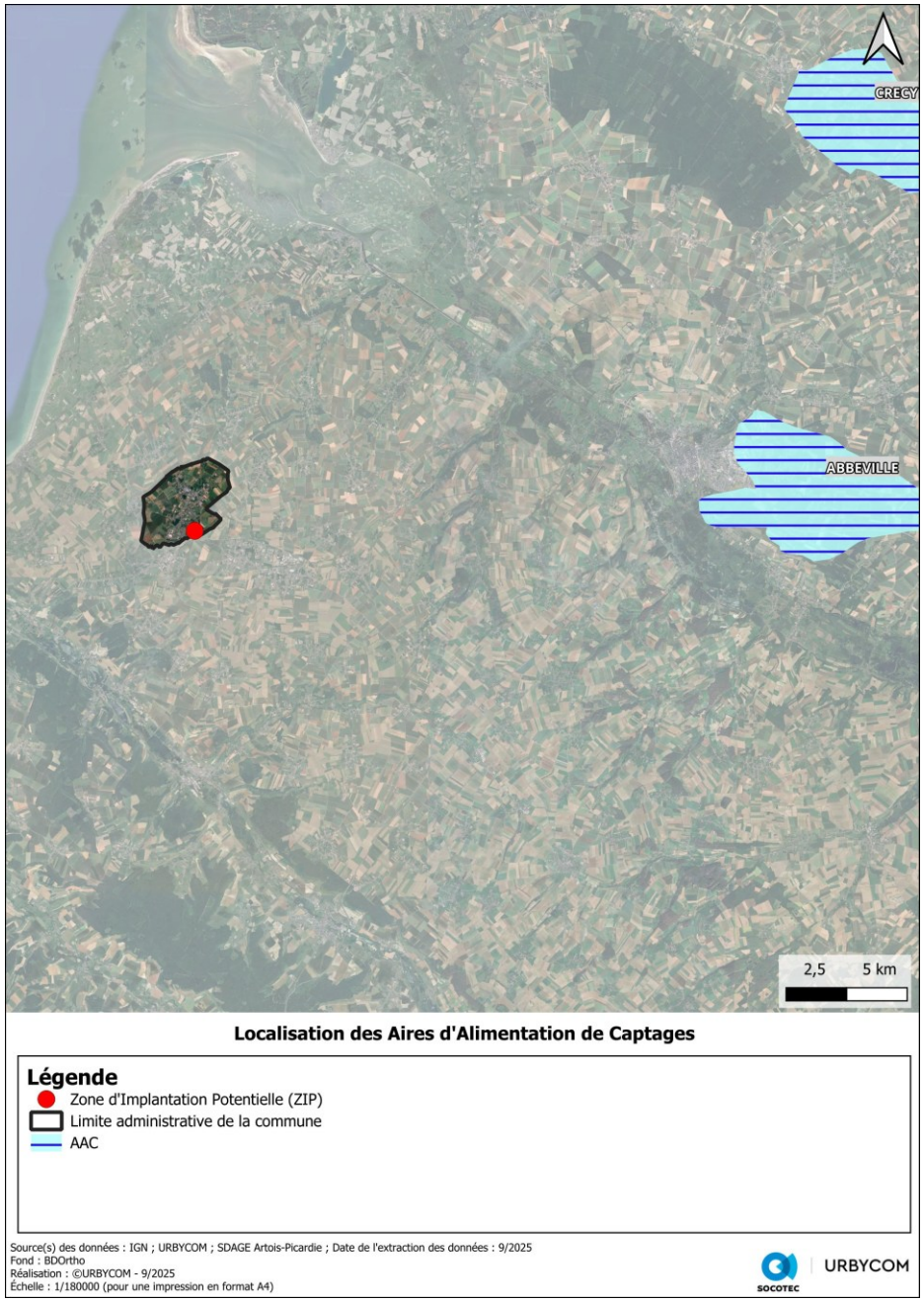
Bon état quantitatif de la nappe souterraine mais non atteinte du bon état chimique.

Forte vulnérabilité de la nappe de la craie.

Enjeu faible



Carte 8 : Localisation des captages et périmètres de protection



Carte 9 : Localisation des Aires d'Alimentation de Captages

4.1.4.2 Eaux superficielles

4.1.4.2.1 Masse d'eau de surface

Le territoire de la CCVI est caractérisé par un très faible réseau hydrographique. Ainsi, ne sont présents que des cours d'eau temporaires, localisés sur les communes de Feuquières-en-Vimeu, Friville-Escarbotin et Nibas. C'est d'ailleurs sur cette commune que l'Avalasse prend sa source avant de confluer avec l'Amboise, affluent de la Somme.

Néanmoins, le plateau du Vimeu Industriel sépare deux vallées importantes du paysage picard : les vallées de la Somme et de la Bresle. Par conséquent, le territoire de la CCVI est à cheval entre ces deux bassins versants et les activités menées sur le plateau peuvent donc influencer la qualité des cours d'eau de la Bresle et de la Somme et de leurs affluents.

Le site d'étude est rattaché à la masse d'eau de surface FRAR12 « Canal maritime » et au bassin versant topographique « Baie de Saint-Valéry-sur-Somme ».

Aucun cours d'eau n'est présent sur ou à proximité de la ZIP.

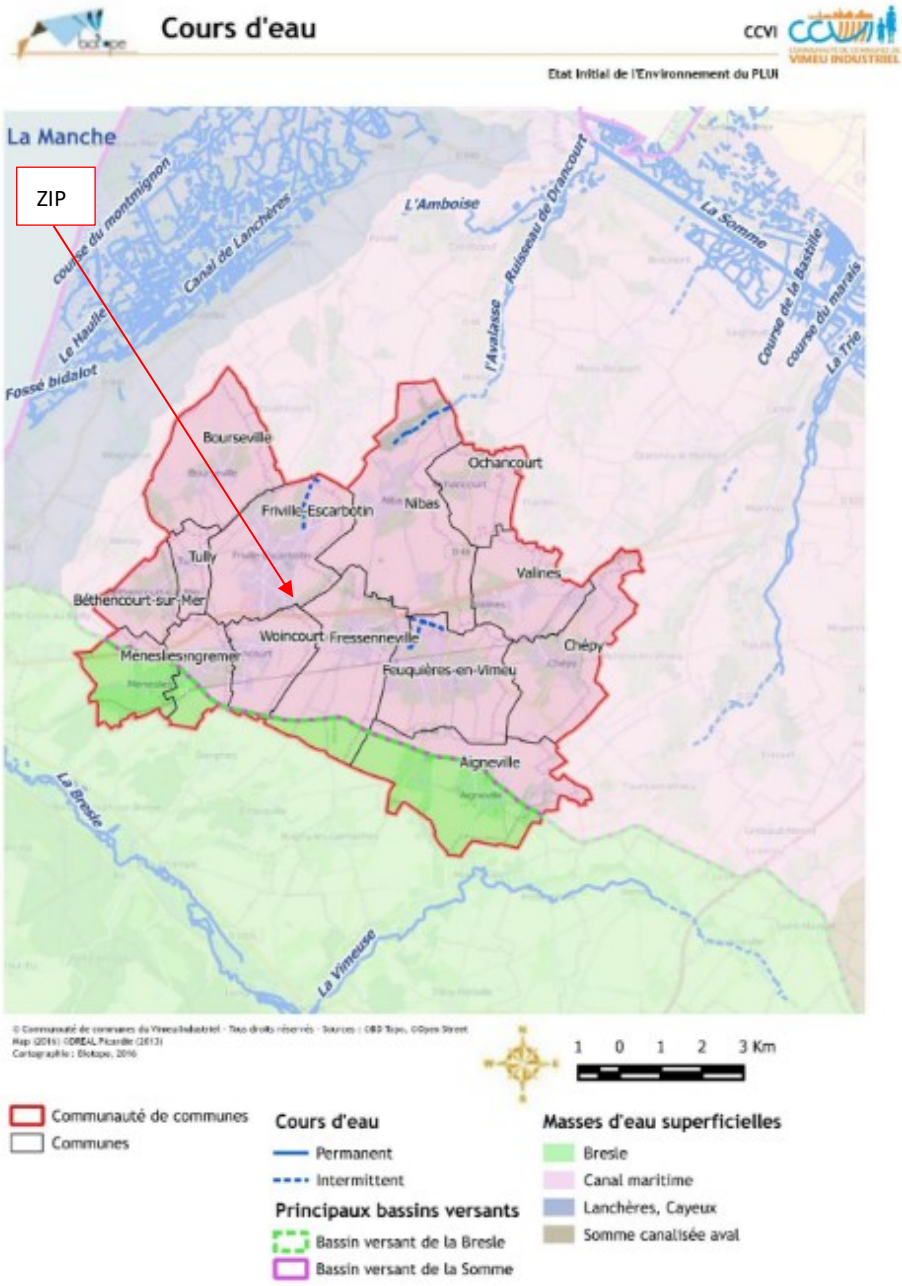
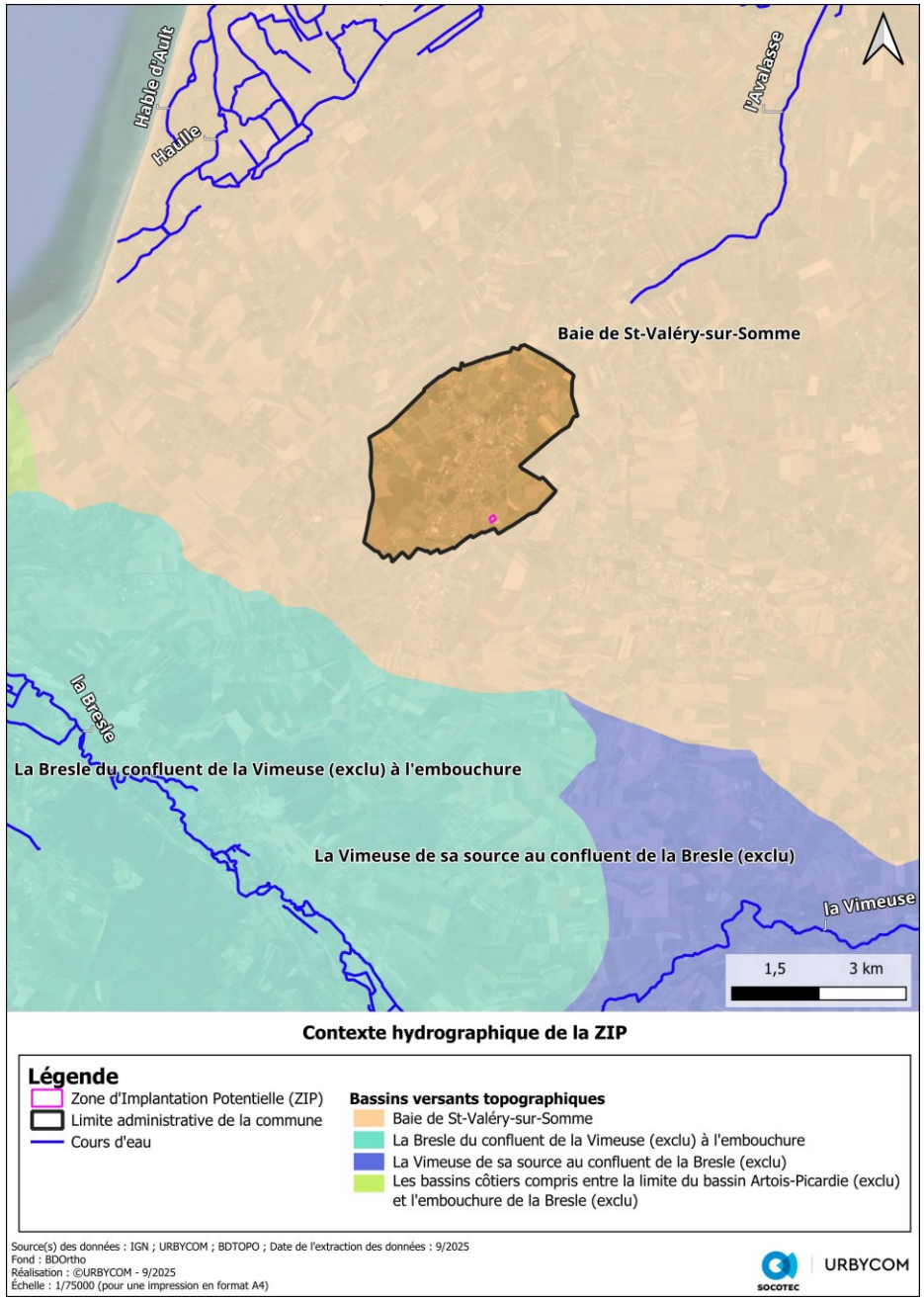


Figure 39 : Masses d'eau superficielles et cours d'eau – Source : PLUi de la CC du Vimeu



Carte 10 : Contexte hydrographique

4.1.4.2.2 Qualité et objectif de la masse d'eau de surface

État écologique :

L'état écologique des masses d'eau est évalué à partir de la biologie, de la physico-chimie, de l'hydromorphologie et des polluants spécifiques.

L'état écologique de la masse d'eau de surface du projet est bon.

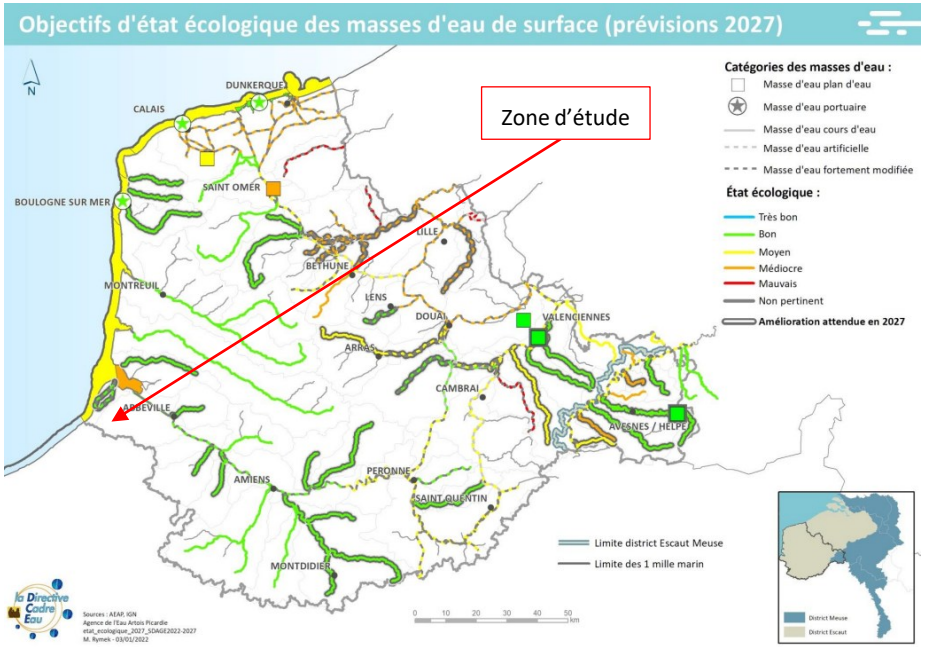


Figure 40 : Objectif d'état écologique, prévisions 2027 – Source : SDAGE Artois-Picardie

État chimique :

L'état chimique d'une masse d'eau de surface est déterminé au regard du respect/non-respect des normes de qualité environnementale et des valeurs seuils pour 41 substances contrôlées.

L'état chimique de la masse d'eau du territoire du projet est mauvais. La masse d'eau a donc un report de délai à 2033 pour l'atteinte du bon état chimique (avec substances ubiquistes).

Tableau 5 : Objectif d'état chimique et écologique de la masse d'eau superficielle

N°	Etat chimique	Objectif d'état chimique	Etat écologique	Objectif d'état écologique
FRAR12 Canal maritime	Mauvais	Objectif de bon état avec substances ubiquistes en 2033	Bon depuis 2015	Maintien

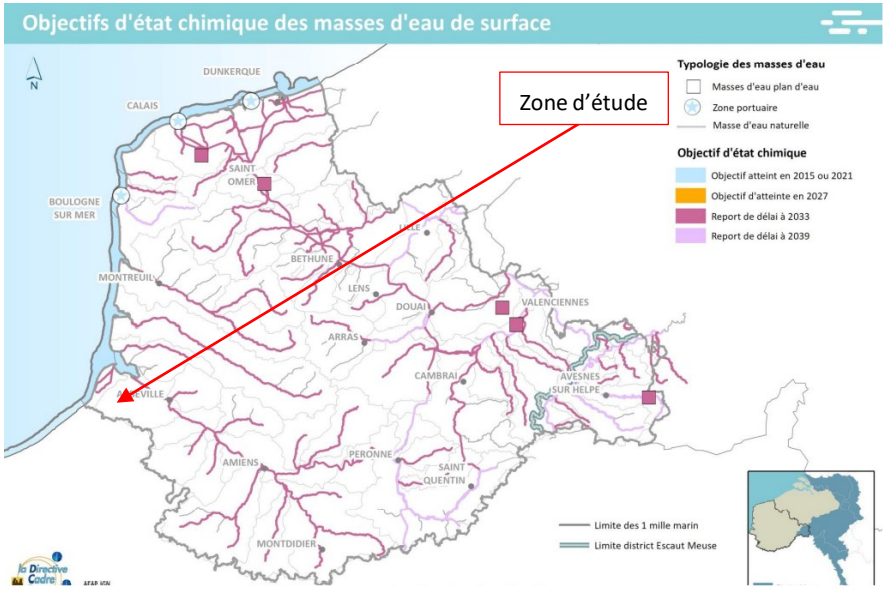


Figure 41 : Objectif d'état chimique des masses d'eau de surface – Source : SDAGE Artois-Picardie

Eau superficielle

Projet situé à distance de tout cours d'eau.

Le projet se situe au sein de la masse d'eau FRAR12 Canal maritime.

Objectif de bon état chimique en 2033 et bon état écologique de la masse d'eau.

Site desservi par un réseau d'assainissement public séparatif EU et EP.

Enjeu faible

4.1.4.3 Zones à Dominante Humide et Zones Humides

Des documents permettent d'établir un diagnostic, sans phase de terrain, de la répartition des zones humides sur et à proximité de la zone d'étude. Nous rappelons que la pré-localisation des zones humides n'a pas vocation à se substituer ou à être assimilée à une démarche d'inventaires, mais donne une indication quant à la probabilité de présence d'une zone humide sur un secteur donné.

4.1.4.3.1 Zones à Dominante humide du SDAGE Artois-Picardie

Dans le cadre de sa politique de préservation et de restauration des zones humides, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie s'est dotée d'une cartographie de localisation des zones à dominante humide (ZDH) au 1/50000ème. Cette cartographie, essentiellement réalisée par photo-interprétation et sans campagne systématique de terrain, ne permet pas de certifier que l'ensemble des zones ainsi cartographiées est à 100 % constitué de zones humides au sens de la Loi sur l'eau : c'est pourquoi il a été préféré le terme de « zones à dominante humide ».

La délimitation de ces ZDH à l'échelle du bassin Artois-Picardie a plusieurs finalités :

- Améliorer la connaissance : constitution d'un premier bilan (état de référence des ZDH du bassin) permettant de suivre l'évolution de ces espaces ;
- Être un support de planification et de connaissance pour l'Agence et ses partenaires ;
- Être un outil de communication interne et externe en termes d'information et de sensibilisation ;
- Être un outil d'aide à la décision pour les collectivités ;
- Donner un cadre pour l'élaboration d'inventaires plus précis.

Selon la cartographie du SDAGE Artois-Picardie, le site n'est pas concerné par un périmètre de Zones à Dominante Humide « ZDH ». La ZDH la plus proche est localisée tout au nord du territoire communal de Friville-Escarbotin.

Le SDAGE n'alerte donc pas sur la forte probabilité de présence d'une zone humide dans l'emprise du projet. Il faut noter que l'échelle de la cartographie présentée est de 1/50 000ème et donc que les limites définies des zones humide et Z.D.H. doivent être affinées.

4.1.4.3.2 SAGE Somme aval et cours d'eau côtiers

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) sont des documents de planification élaborés de manière collective, dans les sous-bassins, pour un périmètre hydrographique cohérent d'un point de vue physique et socio-économique (bassin versant, nappe d'eau souterraine, zone humide, estuaire...).

La CLE a été installée le 16 janvier 2012 par le Préfet de la Somme. Le SAGE est actuellement en phase de consultation. L'état des lieux et le diagnostic ont été validés en mai 2016. La CLE a validé le 1er mars 2017 la Stratégie du SAGE et le projet de SAGE le 15 mars 2018.

Le SAGE a été approuvé par arrêté préfectoral le 6 août 2019.

Le SAGE est entré en révision en 2025.

Aucune Zone Humide du SAGE ne concerne le périmètre d'étude (zone humide à préserver / zone humide à restaurer / zone humide agricole).

Zones humides

Aucune Zone à Dominante Humide ou Zone humide du SDAGE et du SAGE

Le site est constitué par des Anthroposols (terrains aménagés, remaniés : remblais / plate-forme technique) et la probabilité d'existence de zone humide est très peu probable.

Enjeu négligeable



Carte 11 : Zones à Dominante Humide du SDAGE Artois-Picardie

4.1.5

4.1.5 Qualité de l'air

4.1.5.1 Sources de pollution

Le climat est aujourd'hui soumis à des modifications provenant de nombreuses sources en particulier des rejets atmosphériques divers : issus du trafic routier, des industries, du chauffage domestique, etc.

Ces rejets atmosphériques ont bien souvent un effet sur la santé humaine. Les effets de la pollution atmosphérique sont :

- Baisse de la photosynthèse chez les végétaux : impact sur le rendement agricole et sur les milieux naturels,
- Interactions avec les différents domaines de l'environnement : augmentation des risques d'inondation, augmentation de la température atmosphérique globale, perturbation des saisons…,
- Changements climatiques,
- Modification des mœurs de la faune sauvage : migration limitée, modification des périodes de reproduction…,
- Altération des façades et bâtiments par corrosion et noircissement,
- Effet sur la santé : altération de la fonction respiratoire en engendrant des irritations ou des maladies respiratoires chroniques.

La pollution atmosphérique est une altération de la composition normale de l'atmosphère (78 % d'azote, 21 % d'oxygène et 1 % d'autres composés). Cette altération apparaît sous deux formes : gazeuse (présence de gaz nouveaux ou augmentation de la proportion d'un gaz existant) et solide (mise en suspension de poussières).

Les sources de pollution atmosphérique sont :

- **Les transports** : La combustion des carburants dégage des oxydes d'azote, de l'oxyde de carbone, des hydrocarbures ainsi que les produits à base de plomb incorporés dans les carburants.
- **Les installations de combustion du secteur résidentiel et tertiaire ou du secteur industriel** : L'utilisation des combustibles tels que charbons, produits pétroliers... que ce soit dans les générateurs de fluides caloporteurs ou dans les installations industrielles de chauffage, est à l'origine d'une pollution atmosphérique sous les formes gazeuse et particulaire.
- **Les processus industriels** : Ils émettent des poussières et des gaz spécifiques à chaque procédé de fabrication et à chaque produit fabriqué.

4.1.5.2 Outils réglementaires

<u>À l'échelle nationale</u> :

Le **Plan national de réduction des émissions de polluants (PREPA)**, défini par l'arrêté du 10 mai 2017, est un plan d'action interministériel suivi par le Conseil National de l'Air (CNA). Inscrit dans l'article 64 dans la LTECV, le PREPA caractérise des mesures et leurs modalités d'application pour réduire sur la période 2017-2021 les émissions anthropiques de polluants dans l'atmosphère dans l'objectif principal de respecter les exigences européennes. Il combine les différents outils de politique publique : réglementations sectorielles, mesures fiscales, incitatives, actions de sensibilisation et de mobilisation des acteurs, action d'amélioration des connaissances… Parmi eux, les mesures visant le secteur du transport et la mobilité sont les suivantes :

- Faire converger la fiscalité entre l'essence et le gazole ;
- Aligner les régimes de déductibilité de la TVA entre essence et gazole ;
- Encourager les mobilités actives et les transports partagés ;
- Inciter l'utilisation du vélo ;
- Mettre en œuvre des zones à circulation restreinte (ZCR) ;
- Imposer les certificats qualité de l'air (Crit'Air) dans les zones à circulation restreinte (ZCR) et les zones visées par la circulation différenciée ;
- Encourager la conversion des véhicules les plus polluants et l'achat des véhicules les plus propres ;
- Développer des infrastructures pour les carburants propres au titre du cadre national pour les carburants alternatifs ;
- Renouveler le parc public par des véhicules faiblement émetteurs (selon l'article 37 de la loi de la transition énergétique ;
- Renforcer le contrôle des émissions des véhicules et engins non routiers ;
- Contrôler les émissions réelles des véhicules routiers ;
- Renforcer le contrôle technique des véhicules (article 65 de la loi de transition énergétique) ;
- Soutenir l'adoption de nouvelles normes européennes ambitieuses (normes antipollution, prise en compte des conditions réelles de conduite et amélioration de la procédure d'homologation).

Le Plan National Santé Environnement (PNSE) précise les actions à mener sur l'ensemble du territoire français pour réduire les impacts des facteurs environnementaux sur la santé. Conformément à l'article L. 1311-6 du code de la santé publique, il doit être renouvelé tous les cinq ans. Le quatrième **Plan National en Santé Environnement (PNSE4)** pour la période 2020-2024 s'articule autour de 4 grands axes :

- Mieux connaître les expositions et les effets de l'environnement sur la santé des populations ;

- Informer, communiquer et former les professionnels et les citoyens ;
- Réduire les expositions environnementales affectant notre santé ;
- Démultiplier les actions concrètes menées dans les territoires.

À travers ces différents enjeux, le PNSE4 contient différentes actions relatives à la qualité de l'air :

- L'action 13 prévoit d'améliorer la qualité de l'air intérieur au-delà des actions à la source sur les produits ménagers et les biocides ;
- L'action 15 prévoit de créer une plate-forme collaborative pour les collectivités sur les actions en santé environnement et renforcer les moyens des territoires pour réduire les inégalités territoriales en santé-environnement ;
- L'action 16 prévoit sensibiliser les urbanistes et aménageurs des territoires pour mieux prendre en compte les problématiques de santé et d'environnement dans les documents de planification territoriale et les opérations d'aménagement.

À l'échelle régionale :

Le Plan Régional Santé Environnement 3 (PRSE3) des Hauts-de-France, établi sur la période 2017-2021, est une déclinaison régionale du PNSE3, renouvelé tous les 5 ans comme ce dernier. Co-piloté par l'Agence Régionale de Santé (ARS), le préfet de Région et la Région Hauts-de-France, le PRSE3 comprend un certain nombre d'actions du PNSE3 déclinées au niveau régional, en adéquation avec les priorités locales, mais également des actions issues de problématiques spécifiques propres aux territoires normands. Au total, les objectifs du PRSE3 se déclinent autour de 5 axes transversaux qui sont :

- Axe 1 : Impulser une dynamique santé-environnement sur les territoires ;
- Axe 2 : Périnatalité et petite enfance ;
- Axe 3 : Alimentation et eau de consommation ;
- Axe 4 : Environnements intérieurs, habitat et construction ;
- Axe 5 : Environnements extérieur et sonore ;
- Axe 6 : Amélioration des connaissances.

Parmi les 28 actions retenues, les suivantes présentent un lien direct ou indirect avec la qualité de l'air :

- Favoriser la mutation des sites et sols pollués ;
- Sensibiliser les futurs et jeunes parents aux risques liés à l'exposition aux polluants environnementaux ;
- Améliorer l'environnement intérieur des piscines (air, surfaces et bruit) ;
- Expérimenter un bâtiment exemplaire à usage d'habitation avec performance énergétique, confort des occupants et qualité de l'air intérieur ;
- Former et sensibiliser les professionnels du bâtiment à la qualité de l'air intérieur (QAI) et au risque amiante ;
- Favoriser le changement de comportement pour améliorer la qualité de l'air extérieur ;
- Améliorer les connaissances sur les particules dans l'air.

Le Programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA), réalisé par Atmo Hauts-de-France pour la période 2017-2021 définit les actions à réaliser pour s'ajuster aux exigences réglementaires en matière d'émissions de polluants. Décliné à partir du programme national (PNSQA), le PRSQA comporte 5 axes :

- Adapter l'observatoire aux nouveaux enjeux ;
- Accompagner les acteurs dans l'action en faveur de la qualité de l'air ;
- Communiquer pour agir ;
- Se donner les moyens de l'anticipation ;
- Assurer la réussite du PRSQA.

4.1.5.3 Seuils d'exposition

La pollution atmosphérique exerce des effets sur la santé mais aussi sur notre environnement global : actions sur les végétaux, interactions avec les différents domaines de l'environnement, changements climatiques et altération des façades et bâtiments par corrosion et noircissement.

Le plus souvent la pollution chimique altère la fonction respiratoire en engendrant des irritations ou des maladies respiratoires chroniques.

De manière globale, la pollution chimique sensibilise et peut rendre l'appareil respiratoire de sujets fragilisés plus vulnérables à d'autres affections.

L'exposition d'un individu à un polluant se définit comme un contact entre le polluant et un revêtement du sujet tel que la peau – les tissus de l'appareil respiratoire – l'œil ou le tube digestif.

Le niveau d'exposition d'un individu à un polluant est le produit de la concentration en polluant auquel l'individu a été exposé par le temps pendant lequel il a été exposé.

Les recommandations établies pour chacun des polluants par l'Organisation Mondiale de la Santé ont été reprises par la législation française (décret N°98-360). Elles déterminent des moyennes annuelles – journalières et horaires à ne pas dépasser.

Au sens de la loi sur l'air du 30 décembre 1996, on entend par objectifs de qualité « un niveau de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère, fixé sur la base des connaissances scientifiques, dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs de ces substances pour la santé humaine ou pour l'environnement, à atteindre dans une période donnée ».

On définit deux types de **seuils** :

- **De recommandation et d'information** : lorsque les niveaux de pollution atteignent le seuil défini pour le polluant cité, un message d'information est automatiquement transmis aux pouvoirs publics – médias – industriels – professionnels de la santé…
- **D'alerte** : lorsque le phénomène de pollution s'accentue, le préfet peut prendre des mesures vis-à-vis des automobilistes et des industriels : limiter la vitesse maximum sur les routes – réduire les rejets polluants des entreprises…

La Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie du 30 décembre 1996 définit les mesures que le préfet doit prendre lorsque les niveaux de pollution sont dépassés ou risquent de l'être. Ces niveaux ont été revus dans le décret N°2002-213 du 15 février 2002.

Le seuil d'alerte correspond à des concentrations de substances polluantes dans l'atmosphère au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine ou de dégradation de l'environnement à partir duquel des mesures d'urgence doivent être prises.

Les objectifs de qualité pris en compte par type de polluant sont ceux fixés par le décret du 6 mai 1998 (qui a depuis fait l'objet de plusieurs modifications). En effet, la mise en application de la loi sur l'air est à l'origine principalement formulée dans le décret du 6 mai 1998 ainsi que dans l'arrêté ministériel du 17 août 1998. Cette réglementation est amenée à évoluer régulièrement en fonction des nouvelles directives européennes ou politiques nationales.

Actuellement, la réglementation française à prendre en compte pour la surveillance de la qualité de l'air est constituée par le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 portant transposition de la directive européenne n°2008/50/CE.

La valeur limite est un niveau à atteindre dans un délai donné et à ne pas dépasser. La valeur cible est un niveau à atteindre, dans la mesure du possible, dans un délai donné.

En septembre 2021, l'OMS a publié de nouvelles lignes directrices en matière de qualité de l'air. Les données accumulées par l'Organisation montrent en effet que la pollution atmosphérique exerce des effets néfastes sur la santé à des concentrations plus faibles que ce qui était admis jusqu'alors. Pour s'adapter à ce constat, l'OMS a abaissé la quasi-totalité de ses seuils de référence.

4.1.5.4 Polluants atmosphériques

Les polluants réglementés sont les suivants :

- Dioxyde de soufre (SO2) ;
- Dioxyde d'azote (NO2) ;
- Ozone (O3) ;
- Particules suspension PM10 ;
- Particules suspension PM2.5 ;
- Monoxyde de carbone (CO) ;
- Benzène (C6H6) ;
- Métaux lourds (nickel, plomb, cadmium, arsenic) ;
- Benzo(a)pyrène (famille des hydrocarbures aromatiques polycycliques).

Les oxydes d'azote (NOx) : Le monoxyde et le dioxyde d'azote (respectivement NO et NO2) proviennent surtout des combustions émanant des véhicules et des centrales énergétiques. Le monoxyde d'azote se transforme en dioxyde d'azote au contact de l'oxygène de l'air. Les oxydes d'azote font l'objet d'une surveillance attentive dans les centres urbains où leur concentration dans l'air présente une tendance à la hausse compte tenu de l'augmentation forte du parc automobile. Les oxydes d'azote interviennent dans le processus de formation d'ozone dans la basse atmosphère. Ils contribuent également au phénomène des pluies acides.

L'ozone (O3) : Il résulte de la transformation chimique de certains polluants (oxyde d'azote et composés organovolatiles notamment) dans l'atmosphère en présence de rayonnement ultraviolet solaire. C'est un gaz irritant. Il contribue à l'effet de serre et à des actions sur les végétaux (baisse de rendement, nécrose…).

Le dioxyde de soufre (SO2) : Il provient de la combustion de combustibles fossiles contenant du soufre (fiouls lourd, charbon, gasoil…). Il s'agit également d'un gaz irritant. En présence d'humidité, il forme des composés sulfuriques.

Les poussières en suspension (Ps) : pluies acides et à la dégradation Elles constituent un complexe de substances organiques ou minérales. Elles peuvent être d'origine naturelle (volcans, érosion, pollens…) ou anthropique (combustion par les véhicules, les industries ou le chauffage, incinération…). On distingue les particules « fines » ou poussières en suspension provenant des effluents de combustion (diesels) ou de vapeurs industrielles condensées, et les « grosses » particules ou poussières

sédimentaires provenant des ré-envols sur les chaussées ou d'autres industriels (stockages des minerais ou de matériaux sous forme particulaire).
Les particules les plus fines peuvent transporter des composés toxiques dans les voies respiratoires inférieures (sulfates, métaux lourds, hydrocarbures…). Elles accentuent ainsi les effets des polluants naturels (comme les pollens) et chimiques acides, comme le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote.

Polluant	Normes en 2018				
	Valeur limite	Valeur cible	Objectif de qualité / Objectif à long terme	Seuil d'information et de recommandation	Seuil d'alerte
Dioxyde de soufre (SO_2)	125 µg/m³ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 3 jours/an 350 µg/m³ en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 24 heures/an		50 µg/m³ en moyenne annuelle	300 µg/m³ en moyenne horaire	500 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
Dioxyde d'azote (NO_2)	40 µg/m³ en moyenne annuelle 200 µg/m³ en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 18 heures/an			200 µg/m³ en moyenne horaire	400 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives ou 200 µg/m³ en moyenne horaire si déclenché la veille, le jour même et prévu pour demain
Ozone (O_3)		Protection de la santé 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes à ne pas dépasser plus de 25 jours/an (moyenne calculée sur 3 ans) Protection de la végétation 18 000 µg/m³.h pour l'AOT40** (moyenne calculée sur 5 ans)	Protection de la santé 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes Protection de la végétation 6 000 µg/m³.h pour l'AOT40**	180 µg/m³ en moyenne horaire	Seuil 1 : 240 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives Seuil 2 : 300 µg/m³ en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives Seuil 3 : 360 µg/m³ en moyenne horaire Sur persistance : 180 µg/m³ en moyenne horaire prévu pour le jour même et le lendemain
Particules en suspension (PM10)	40 µg/m³ en moyenne anuelle 50 µg/m³ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 35 jours/an		30 µg/m³ en moyenne annuelle	50 µg/m³ en moyenne journalière	80 µg/m³ en moyenne journalière Sur persistance : 50 µg/m³ en moyenne journalière prévue pour le jour même et le lendemain
Particules en suspension (PM2,5)	25 µg/m³ en moyenne annuelle	20 µg/m³ en moyenne annuelle	10 µg/m³ en moyenne annuelle		
Monoxyde de carbone (CO)	10 mg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes				
Benzène (C_6H_6)	5 µg/m³ en moyenne annuelle		2 µg/m³ en moyenne annuelle		
Plomb (Pb)	0,5 µg/m³ en moyenne annuelle		0,25 µg/m³ en moyenne annuelle		
Arsenic (As)		6 ng/m³ en moyenne annuelle			
Cadmium (Cd)		5 ng/m³ en moyenne annuelle			
Nickel (Ni)		20 ng/m³ en moyenne annuelle			
Benzo(a)pyrène ($C_{20}H_{12}$)		1 ng/m³ en moyenne annuelle			

Source : Décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air et Arrêté du 26 mars 2014 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant

**AOT40 (exprimé en µg/m³ par heure) signifie la somme des différences entre les concentrations horaires supérieures à 80 µg/m³ (= 40 parties par milliard) et 80 µg/m³ durant une période donnée en utilisant uniquement les valeurs sur une heure, mesurées quotidiennement entre 8h00 et 20h00.

Figure 42 : Tableau des valeurs réglementaires des polluants atmosphériques – Source : Atmo Hauts de France

4.1.5.5 Station de mesure

La station de surveillance de la qualité de l'air la plus proche du site d'étude est **la station Arrest qui mesure, les particules PM10 et PM2,5 et l'ozone** du réseau ATMO des Hauts-de-France.

Notons néanmoins que cette station est située à seulement 3 km au nord de Friville-Escarbotin.

Les données ont été observées sur l'année 2024 et une partie de l'année 2025 pour la période du 01/01/2024 au 01/09/2025.

<u>Particules PM10 et PM2,5 :</u>

Les particules (Particulate Matter) sont des matières liquides ou solides en suspension dans l'air. Dans le territoire, elles peuvent être d'origines humaine en large majorité (chauffage notamment au bois, combustion de biomasse à l'air libre, combustion de combustibles fossiles dans les véhicules, et procédés industriels) ou naturelles (érosion éolienne naturelle). Leurs natures chimiques diffèrent fortement selon leurs origines. Elles sont analysées et classées selon leur taille. Ces particules, du fait de leur taille infime s'engouffrent dans le système respiratoire et peuvent provoquer des problèmes importants sur la santé humaine.

Les valeurs limites pour les particules en suspension (PM10) sont de 40 µg/m³ (moyenne annuelle) et de 50 µg/m³ (moyenne annuelle à ne pas dépasser plus de 35 jours par an).

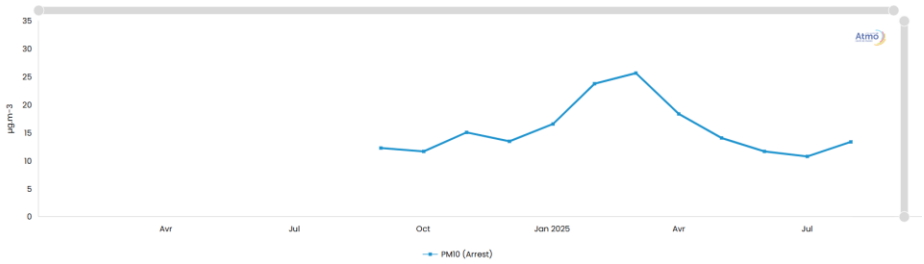
Les valeurs limites pour les particules en suspension (PM2,5) sont de 25 µg/m³ (moyenne annuelle à ne pas dépasser plus de 35 jours par an).

PARTICULES (PM_{10})		
Objectif de qualité	30 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Valeurs limites pour la protection de la santé humaine	50 µg/m³ (UE)	en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 35 jours par an
	40 µg/m³ (UE)	en moyenne annuelle
Seuil d'information et de recommandation	50 µg/m³ (FR)	en moyenne sur 24 heures
Seuil d'alerte	80 µg/m³ (FR)	en moyenne sur 24 heures

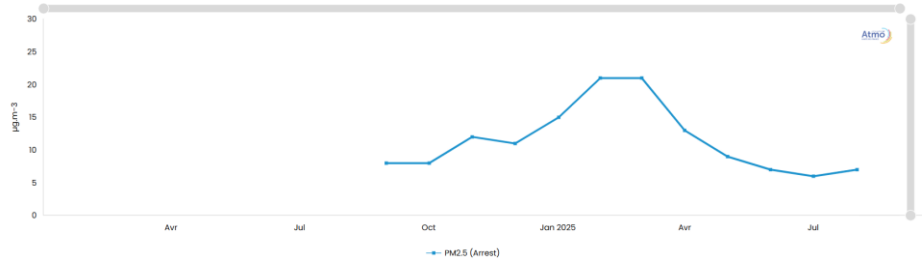
PARTICULES ($PM_{2,5}$)		
Objectif de qualité	10 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Valeur cible pour la protection de la santé humaine	20 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Valeur limite 2015 pour la protection de la santé humaine	25 µg/m³ (UE)	en moyenne annuelle

- **Les valeurs moyennes observées au niveau de la station d'Arrest sont inférieures à ces valeurs limites.**

Particules PM10 (PM10) - Moyenne mensuelle



Particules fines PM2,5 (PM2.5) - Moyenne mensuelle



L'ozone :

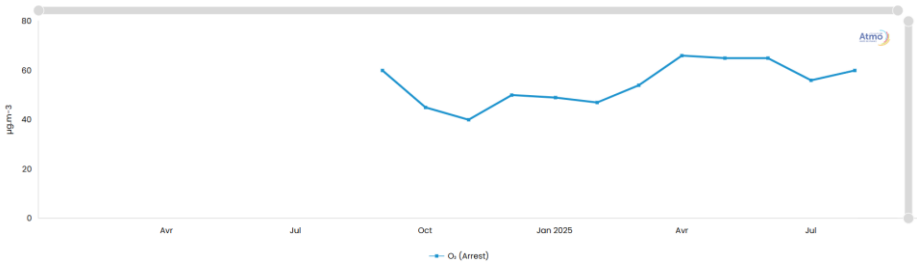
L'ozone est un gaz naturellement présent dans l'atmosphère, il permet le maintien de la température de la planète. Néanmoins en grande quantité celui-ci devient néfaste, il est responsable du réchauffement climatique. Ce gaz a des effets néfastes pour la santé humaine, il irrite les muqueuses et peut provoquer des encombrements des bronches (asthme) ou des irritations des yeux. Ce gaz est produit par les activités humaines : centrales thermiques, les industries…

Il n'y a pas de valeur limite pour l'ozone. Cependant, un objectif de qualité pour la protection de la santé humaine est fixé à 120 µg/m³ en moyenne sur 8 heures glissantes.

OZONE (O_3)		
Objectif de qualité pour la protection de la santé humaine	120 µg/m³	pour le maximum journalier de la moyenne sur 8 heures par an
Objectif de qualité pour la protection de la végétation	6 000 µg/m³.h.	en AOT40, calculée à partir des valeurs sur 1 heure de mai à juillet entre 8h et 20h
Valeur cible pour la protection de la santé humaine	120 µg/m³	maximum journalier de la moyenne sur 8 heures à ne pas dépasser plus de 25 jours par an (en moyenne sur 3 ans)
Valeur cible pour la protection de la végétation	18 000 µg/m³.h. (UE)	en AOT40, calculée à partir des valeurs sur 1 heure de mai à juillet entre 8h et 20h (en moyenne sur 5 ans)
Seuil d'information et de recommandation	180 µg/m³	en moyenne horaire
Seuil d'alerte pour une protection sanitaire pour toute la population	240 µg/m³	en moyenne horaire
Seuils d'alerte nécessitant la mise en œuvre progressive de mesures d'urgence	1er seuil : 240 µg/m³	moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
	2ème seuil : 300 µg/m³	moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
	3ème seuil : 360 µg/m³	en moyenne horaire

- **Les valeurs observées sont inférieures à cette valeur la totalité de l'année.**

Ozone (O_3) - Moyenne mensuelle



La station d'Arrest ne permet pas de mesurer les concentrations en dioxyde d'azote. Nous avons donc pris les mesures de la station d'Amiens Saint-Pierre.

Dioxyde d'azote :

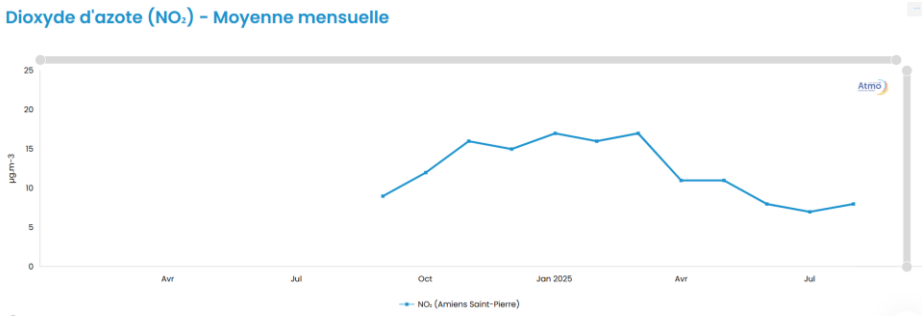
Les oxydes d'azote proviennent des émissions de véhicules diesels, de combustibles fossiles et de l'agriculture. Les seuils de pollution de dioxyde sont respectés en Zone

Rurale. Les concentrations annuelles en polluant sont en baisse depuis 2000, certaines années telle que l'année 2010 voit une recrudescence des valeurs de pollution.

La valeur limite pour le dioxyde d'azote est de 40 µg/m³ (moyenne annuelle).

DIOXYDE d'AZOTE (NO_2)		
Objectif de qualité	40 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Valeurs limites pour la protection de la santé humaine	200 µg/m³ (UE)	en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 18 heures par an
	40 µg/m³ (UE)	en moyenne annuelle
Niveau critique pour la protection de la végétation (NOx)	30 µg/m³ (UE)	en moyenne annuelle d'oxydes d'azote
Seuil d'information et de recommandation	200 µg/m³ (FR)	en moyenne horaire
Seuils d'alerte	400 µg/m³ (UE)	moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
	ou si 200 µg/m³ en moyenne horaire à J-1 et à J et prévision de 200 µg/m³ à J+1 (FR)	

- **Les valeurs observées au niveau de la station d'Amiens Saint-Pierre sont inférieures à cette valeur la totalité de l'année.**



Qualité de l'air
Aucun des polluants atmosphériques faisant l'objet d'une surveillance à proximité du site d'étude ne dépasse les valeurs limites ou les objectifs.
Enjeu négligeable

4.1.6 Risques naturels

4.1.6.1 Arrêtés de catastrophes naturelles

Une CATNAT est une Catastrophe Naturelle, liée à un phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables. Lorsqu'une catastrophe naturelle frappe un territoire, on dit que "le territoire est en état de catastrophe naturelle". Depuis 1982, date de mise en vigueur du texte de loi, la **commune de Friville-Escarbotin a connu 2 arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles CATNAT** :

Tableau 6 : Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles sur la commune

Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
IOME2324728A	Inondations et/ou Coulées de Boue	18/06/2023	20/10/2023
INTE9900627A	Inondations et/ou Coulées de Boue	25/12/1999	30/12/1999

L'arrêté du 25/12/1999 n'est néanmoins pas significatif, en effet, du fait de la tempête de décembre 1999, l'état de catastrophe naturelle a touché toute la France.

4.1.6.2 Inondations

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

La directive européenne 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, dite directive « inondation », transposée en droit français par la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (Loi ENE, dite Grenelle 2) et complétée par le décret du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, vise à :

- Réduire les conséquences négatives des inondations sur la population, l'activité économique et les patrimoines environnemental et culturel ;
- Prévoir des solutions adaptées aux besoins et aux priorités identifiés pour chaque territoire exposé.

Pour ce faire, elle propose une démarche en trois étapes, basée sur une approche économique des conséquences des inondations.

Cette démarche est cyclique et doit être actualisée tous les six ans.

- **Phase 1** : la réalisation de l'Évaluation Préliminaire des Risques d'Inondation (EPRI) ;
- **Phase 2** : À partir de l'EPRI, la sélection des Territoires à Risques Importants d'inondation (TRI) ;

- **Phase 3** : L'élaboration du Plan de Gestion des Risques d'Inondation à l'échelle du bassin Artois Picardie (PGRI).

Le territoire de la CCVI, bien que situé entre la vallée de la Bresle et la vallée de la Somme, n'est pas soumis au risque d'inondation (source : Prim.net et DDRM 80).

De même, aucun atlas des zones inondables ne recouvre la CCVI.

Néanmoins, le territoire pourrait être concerné par ce risque par :

- Une remontée de la nappe phréatique ;
- Le ruissellement pluvial consécutif à des averses violentes dont le risque est augmenté par l'imperméabilisation des sols et des pratiques culturales (disparition des haies et des prairies par exemple) limitant l'infiltration des précipitations.

La commune de Friville-Escarbotin n'est pas concernée par le risque d'inondation.

4.1.6.2.1 Territoire à risques d'inondation (TRI) et Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI)

Créées par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ou "Grenelle 2", les Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI) sont élaborées sur les Territoires à Risques importants d'Inondation (TRI). Elles s'inscrivent dans le cadre fixé par la Stratégie Nationale de Gestion des Risques d'Inondation (SNGRI) présentée le 10 juillet 2014 et les Plans de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) élaborés à l'échelle des grands bassins hydrographiques.

La SLGRI est dédiée à un TRI. Elle fixe les objectifs de réduction des conséquences dommageables des inondations potentielles pour ce TRI, en déclinaison du PGRI et de la SNGRI. Pour atteindre ces objectifs, la stratégie locale liste des dispositions à mettre en œuvre dans un délai de 6 ans.

Sur chaque TRI, une Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI) est élaborée conjointement par une structure porteuse locale et les services de l'Etat. Elle décline, à une échelle appropriée, la Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation et le PGRI Seine-Normandie.

Ainsi, les stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) sont la déclinaison opérationnelle de la directive inondation à l'échelle des territoires à risque important.

La commune de Friville-Escarbotin n'est pas concernée par un TRI.

4.1.6.2.2 Atlas de Zone Inondable

Élaborés par les servies de l'État au niveau de chaque bassin hydrographique, les atlas des zones inondables (AZI) ont pour objet de rappeler l'existence et les conséquences des évènements historiques et de montrer les caractéristiques des aléas pour la crue de référence choisie, qui est la plus forte crue connue, ou la crue centennale si celle-ci est supérieure. L'AZI n'a pas de caractère réglementaire. Il constitue néanmoins un élément de référence pour l'application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme, l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles et l'information préventive des citoyens sur les risques majeurs.

La commune de Friville-Escarbotin n'est pas concernée par un Atlas de Zone Inondable (AZI).

4.1.6.2.3 Plan de Prévention des Risques d'Inondation

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé. Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en termes d'indemnisations pour catastrophe naturelle. On nomme PPRI les plans de prévention des risques naturels pour inondation.

La commune de Friville-Escarbotin n'est concernée par aucun PPRI.

4.1.6.2.4 Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI)

Les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) ont été lancés en 2002. Les PAPI ont pour objet de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement. Les PAPI sont portés par les collectivités territoriales ou leurs groupements. Outil de contractualisation entre l'État et les collectivités, le dispositif PAPI permet la mise en œuvre d'une politique globale, pensée à l'échelle du bassin de risque.

Le PAPI est l'outil de mise en œuvre de la stratégie (SLGRI).

Le territoire de la Communauté de Communes du Vimeu est inclus (en partie) dans le périmètre du programme d'action de prévention des inondations (PAPI) d'intention Bresle-Somme-Authie et le PAPI de la Somme.

Les communes concernées par le PAPI Bresle-Somme-Authie sont : Béthencourt-sur-Mer, Bourseville, Chépy, Feuquières-en-Vimeu, Fressenneville, **Friville-Escarbotin**, Nibas, Ochancourt, Tully, Valines et Woincourt.

La raison de cette inclusion est justifiée par des problématiques de ruissellement des eaux pluviales depuis les communes du Vimeu Industriel en direction du littoral. Les dix communes concernées par le PAPI de la Somme sont celles comprises dans le périmètre du SAGE Somme aval et cours d'eau côtiers.

Le site d'étude n'est pas concerné par un zonage du PAPI.

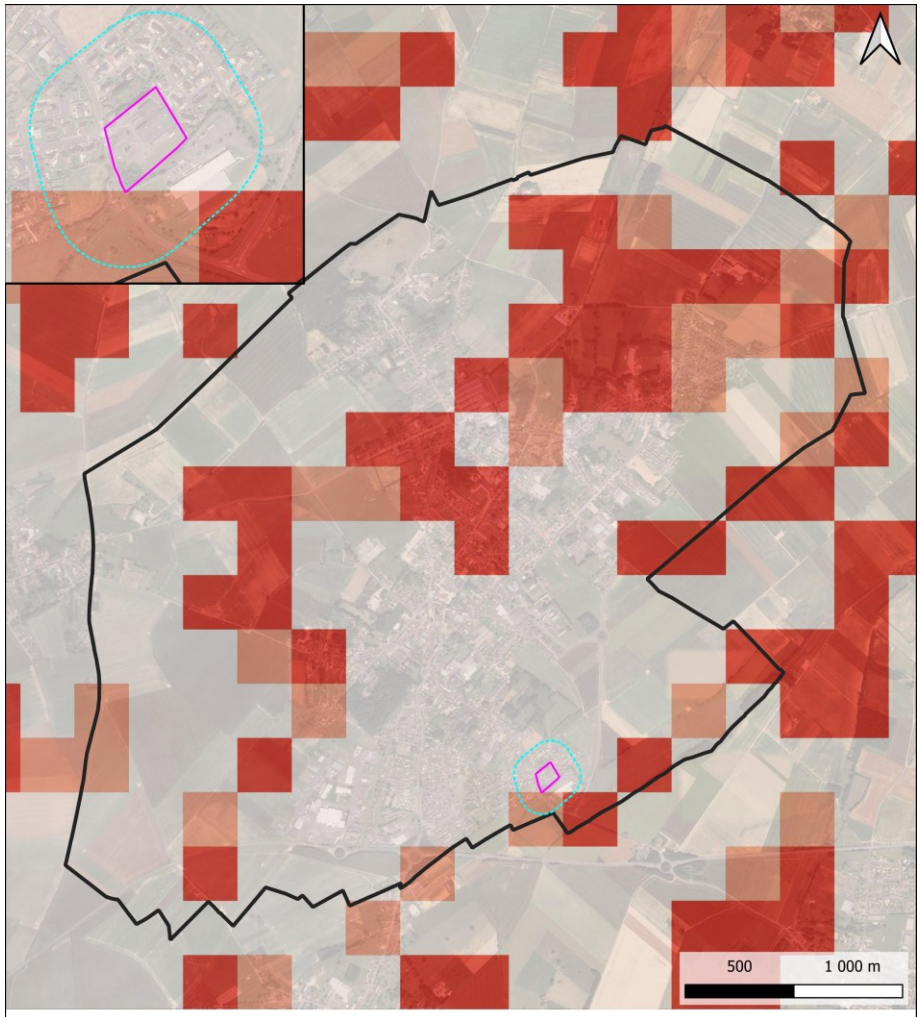
4.1.6.2.5 Risque d'inondation par remontée de nappe

On parle d'inondation par remontée de nappes lorsque l'inondation est provoquée par la montée du niveau de la nappe phréatique jusqu'à la surface du sol. Les nappes phréatiques sont alimentées (rechargées) par l'infiltration d'une partie de l'eau de pluie qui atteint le sol. Leur niveau varie de façon saisonnière :

- La recharge des nappes a principalement lieu durant la période hivernale car cette saison est propice à l'infiltration d'une plus grande quantité d'eau de pluie : les précipitations sont plus importantes, la température et l'évaporation sont plus faibles, et la végétation, peu active, prélève moins d'eau dans le sol,
- À l'inverse, durant l'été, la recharge des nappes est faible ou nulle,
- On appelle « battement de la nappe » la variation de son niveau au cours de l'année.

Si des évènements pluvieux exceptionnels surviennent et engendrent une recharge exceptionnelle, le niveau de la nappe peut alors atteindre la surface du sol et provoquer une inondation "par remontée de nappe".

Selon le BRGM, Le site d'étude est localisé dans une zone très faiblement sensible vis-à-vis du risque de remontée de nappe (pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave).



Carte 12 : Identification du risque de remontée de nappes

4.1.6.3 Retrait et gonflement des argiles

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau lorsque :

- La teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles » ;
- Un déficit en eau provoquera un asséchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent entraîner des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).

La zone d'étude est localisée sur un large secteur à aléa retrait-gonflement des argiles faible.

4.1.6.4 Mouvement de terrain

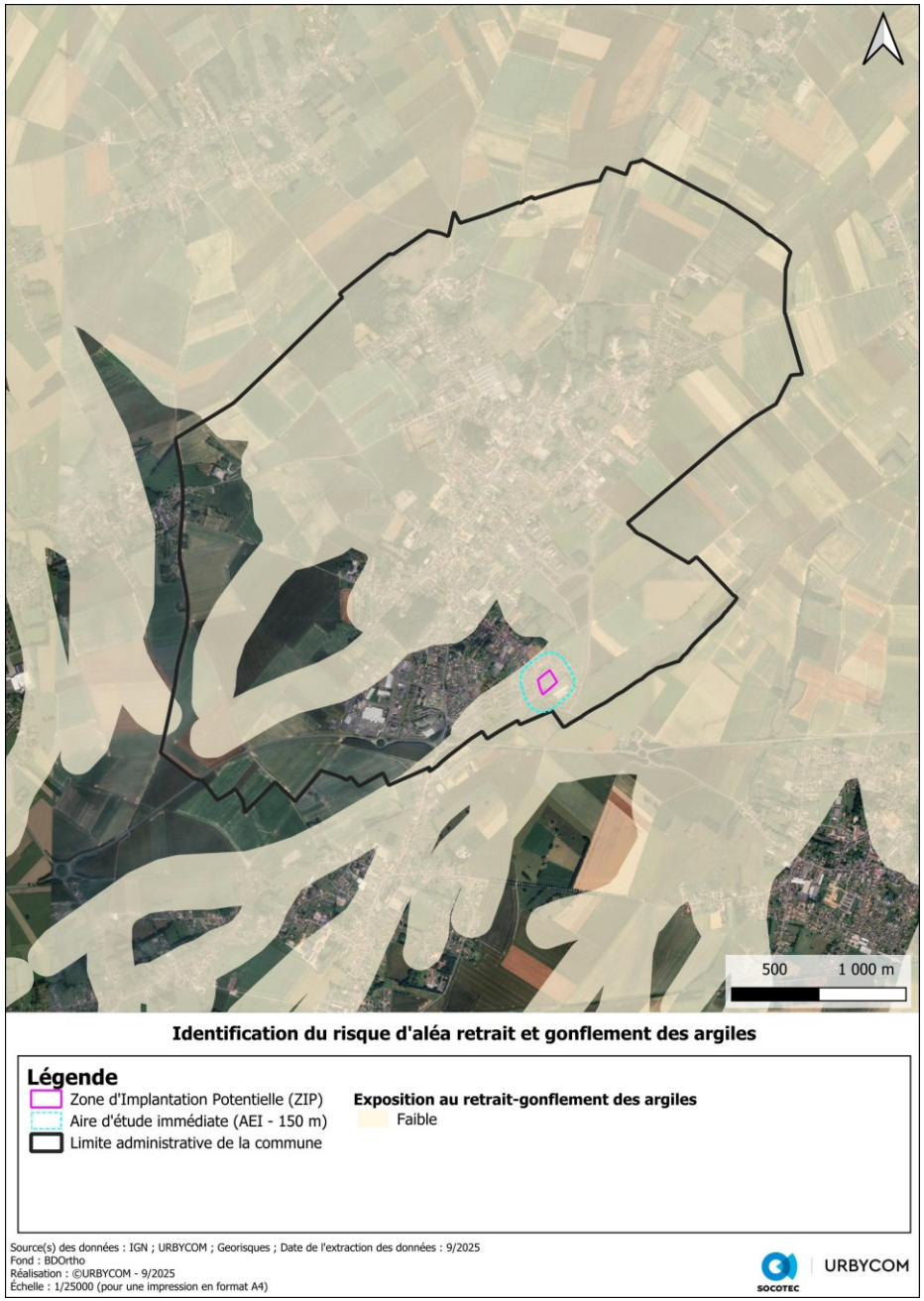
Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol. Les volumes en jeu peuvent aller de quelques mètres cubes à plusieurs millions de mètres cubes. Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) à très rapides (quelques centaines de mètres par jour). Généralement, les mouvements de terrain mobilisant un volume important sont peu rapides. Ces phénomènes sont souvent très destructeurs, car les aménagements humains y sont très sensibles et les dommages aux biens sont considérables et souvent irréversibles.

Il existe trois catégories de mouvement susceptibles d'impacter un territoire :

- les mouvements de terrain liés aux coulées de boue,
- liés au retrait/gonflement des argiles,
- ceux dus aux affaissements de terrain et aux cavités souterraines.

Ces phénomènes se déclinent en 5 typologies : glissements de terrain, érosions de berges, effondrements et affaissements, coulées de boue, chutes de blocs et éboulements. Un inventaire des mouvements de terrain du département de l'Oise a été réalisé en 2014 par le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM). Cette étude s'inscrit dans le cadre d'un programme pluriannuel commencé en 2001, visant à réaliser un bilan exhaustif des mouvements de terrain sur le territoire métropolitain.

La commune de Friville-Escarbotin n'est pas concernée par un PPR Mouvement de terrain.



Carte 13 : Localisation des zones soumises au retrait et au gonflement des argiles

4.1.6.5 Cavités souterraines

Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

La base de données géo risques concernant les cavités souterraines (source : BRGM) recense 36 cavités souterraines sur le territoire du Grand Douaisis dont la majorité n'est pas caractérisée. Par ailleurs, certaines cavités ne sont pas localisées précisément pour des raisons confidentielles ou de manque de connaissance.

3 cavités souterraines sont identifiées sur la commune de Friville-Escarbotin mais sont localisées à distance du site d'étude.

Tableau 7 : Cavités souterraines sur la commune de Friville-Escarbotin – Source : BRGM

Identifiant	Nom	Type
11900691	197 rue Henri Barbusse	Effondrement / Affaissement
11900692	rue du 11 novembre	Effondrement / Affaissement
11900839	20, rue Georges Brizet	Effondrement / Affaissement

4.1.6.6 Radon

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation. Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

La commune et la zone d'étude sont en potentiel de catégorie 1 d'exposition au radon (risque faible).

4.1.6.7 Risques sismiques

Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

La France dispose d'un nouveau zonage sismique réglementaire divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante basées sur un découpage communal et sur la probabilité d'occurrence des séismes.

La zone 5, regroupant les îles antillaises, correspond au niveau d'aléa le plus élevé du territoire national.

La métropole et les autres DOM présentent quatre zones sismiques, de la zone 1 de très faible sismicité (Bassin aquitain, Bassin parisien,) à la zone 4 de sismicité moyenne (fossé rhénan, massifs alpin et pyrénéen).

Deux décrets du 22 octobre 2010 donnent les nouvelles dénominations de zones sismiques et de catégories de bâtiments et le nouveau découpage géographique des 5 zones sismiques :

- Le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français, fixe le périmètre d'application de la réglementation parasismique applicable aux bâtiments.
- Le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique, permet la classification des ouvrages et des bâtiments et de nommer et hiérarchiser les zones de sismicité du territoire.

Comme le montre le tableau suivant, les bâtiments de catégorie 3 et 4 qui pourraient être édifiés sur la commune ou agrandis, surélevés, transformés, devront respecter un certain nombre de règles de construction parasismiques selon une classification définie par l'arrêté du 22 octobre 2010 (NOR : DEVP1015475A), relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

Les éléments non structuraux du bâti (cloisons, cheminées, faux-plafonds etc.) peuvent se révéler dangereux pour la sécurité des personnes, même sous un séisme d'intensité modérée. Pour limiter cette vulnérabilité, l'ajout ou le remplacement d'éléments non structuraux dans le bâtiment doit s'effectuer conformément aux prescriptions de l'Eurocode 8 partie 1 :

- Pour les bâtiments de catégories III et IV en zone de sismicité 2,
- Pour l'ensemble des bâtiments de catégories II, III et IV dans les zones 3, 4 et 5.

La commune de Friville-Escarbotin est située dans une zone de sismicité de niveau 1 (très faible).

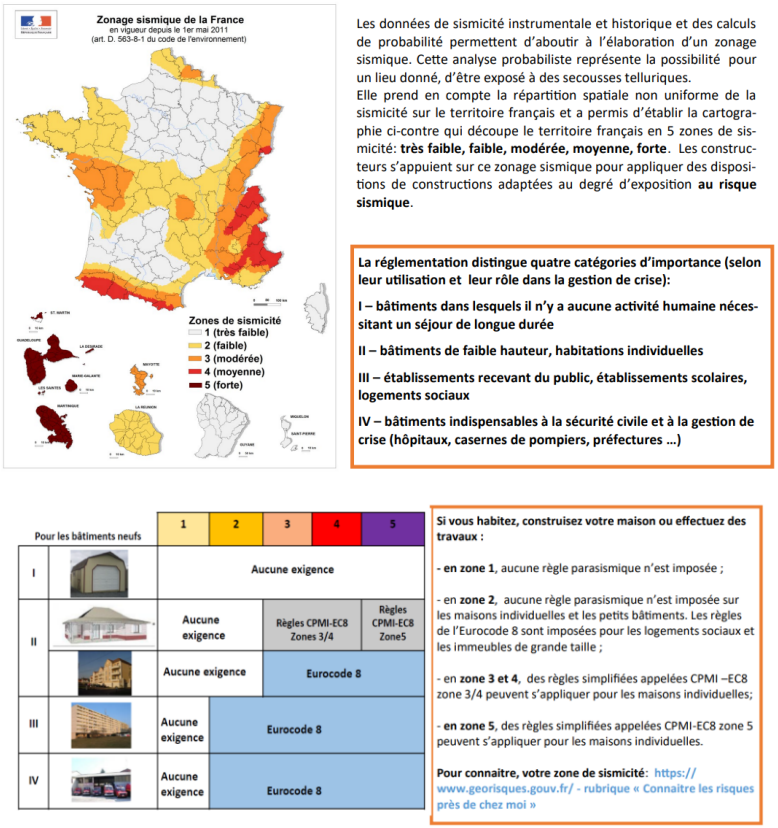


Figure 43 : Risque sismique – Source : Géorisques

Risques naturels – autres

Aucun risque d'inondation sur la commune.

La zone d'étude est localisée sur un large secteur à aléa retrait-gonflement des argiles faible.

Aucun risque de débordement de nappe sur le site d'étude.

3 cavités souterraines sur la commune mais à distance du site d'étude.

La commune de Friville-Escarbotin est située dans une zone de sismicité de niveau 1 (très faible) et dans une zone d'exposition au radon de catégorie 1 (faible).

Enjeu faible

4.2 Milieu naturel

4.2.1 Zonages écologiques

4.2.1.1 ZNIEFF

Une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) se définit par l'identification d'un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, où ont été identifiés des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel.

L'inventaire ZNIEFF commencé en 1982 par le secrétariat de la faune et de la flore du Muséum National d'Histoire Naturelle pour le ministère de l'Environnement permet d'identifier, de localiser et de décrire la plupart des sites d'intérêt patrimonial pour les espèces végétales, animales et les habitats.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- Les **ZNIEFF de type I** correspondent à des **petits secteurs d'intérêt biologique remarquables par la présence d'espèces et de milieux rares**. Ces zones définissent des secteurs à haute valeur patrimoniale et abritent au moins une espèce ou un habitat remarquable, rare ou protégé, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que le milieu environnant,
- Les **ZNIEFF de type II**, de superficie plus importante, correspondent aux **grands ensembles écologiques ou paysagers et expriment une cohérence fonctionnelle globale**. Elles se distinguent de la moyenne du territoire régional par leur contenu patrimonial plus riche et leur degré d'artificialisation moindre. Ces zones peuvent inclure des ZNIEFF de type I.

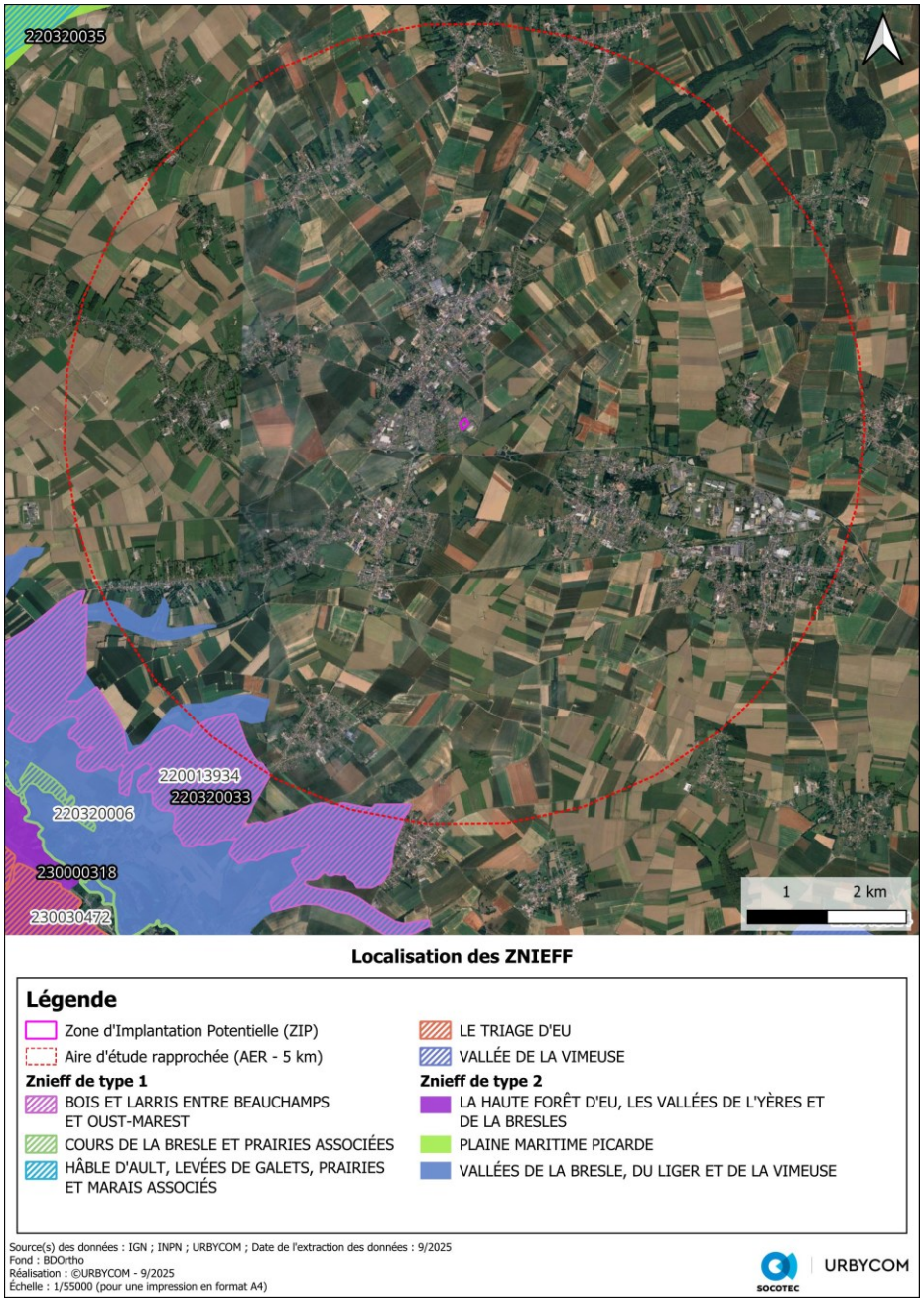
La présence d'une zone répertoriée à l'inventaire ZNIEFF, ne constitue pas en soi une protection réglementaire du terrain concerné, mais l'état s'est engagé à ce que tous les services publics prêtent une attention particulière au devenir de ces milieux. Il s'agit d'un outil d'évaluation de la valeur patrimoniale des sites servant de base à la protection des richesses. Cet inventaire est devenu aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature.

Il n'existe aucune ZNIEFF à proximité immédiate du site d'étude.

2 ZNIEFF sont situées dans l'aire d'étude rapprochée de 5 kilomètres du site d'étude.

La ZNIEFF la plus proche est localisée à 4,2 kilomètres au sud-ouest du site d'étude (ZNIEFF de type 2 Vallées de la Bresle, du Liger et de la Vimeuse 220320033).

Considérant la nature du site d'étude (aménagé et en activité) et du contexte urbain, les potentialités d'accueil d'espèces d'intérêt patrimonial issues des ZNIEFF sont négligeables.



Carte 14 : Localisation des ZNIEFF dans l'aire d'étude rapprochée (5 km)

4.2.1.2

4.2.1.2 Zones NATURA 2000

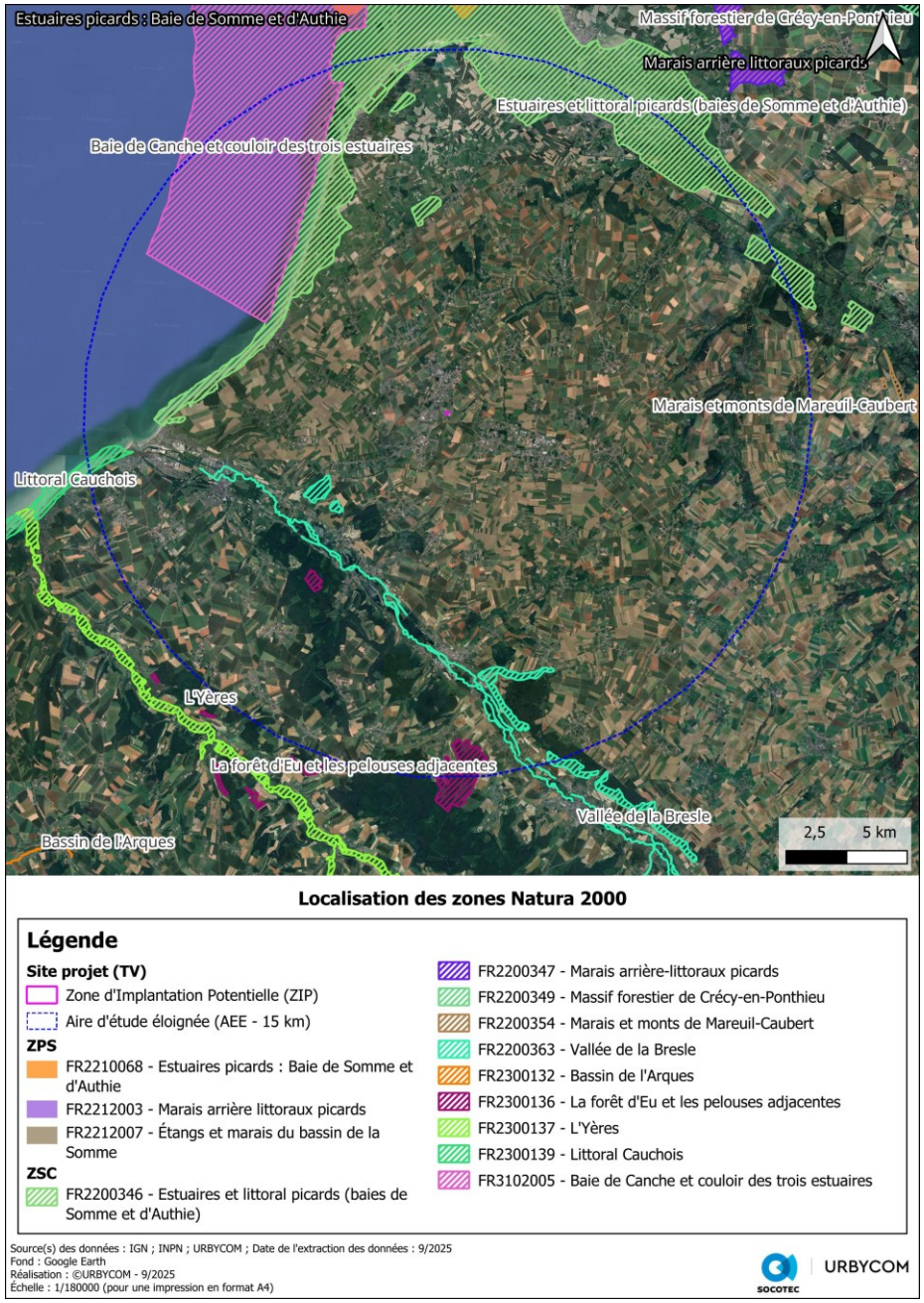
La directive 92/43 du 21 mai 1992 dite « Directive Habitats » prévoit la création d'un réseau écologique européen, dénommé « Réseau Natura 2000 », et constitué de **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)**, et de **Zones de Protection Spéciale (ZPS)**, classées respectivement au titre de la **Directive « Habitats-Faune-Flore »** et de la **Directive « Oiseaux »**.

Les ZPS sont désignées sur la base des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO), alors que les ZSC concernent les habitats naturels et les espèces animales et végétales d'intérêt communautaires (hors avifaune). Elles sont désignées sur la base des Sites d'Importance Communautaire (SIC) proposés par les États membres et adoptés par la Commission européenne.

Il n'existe aucune ZPS ou ZSC à proximité immédiate du site d'étude.

La zone Natura 2000 la plus proche du site d'étude est la ZSC Vallée de la Bresle FR2200363 à 5,4 km au sud-ouest.

Notre périmètre d'étude étant situé à distance des ZSC ou ZPS et n'accueillant pas de milieux similaires à ceux retrouvés dans les zones Natura 2 000, les enjeux écologiques relatifs aux zones Natura 2000 sont négligeables.



Carte 15 : Localisation des zones Natura 2000

4.2.1.3 Réserves Naturelles Régionales

Anciennement créée sous le nom de Réserve Naturelle Volontaire grâce à la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976, les Réserves Naturelles Régionales ont été reclassées à la suite de la loi relative à la démocratie de proximité du 27 février 2002. Avec les réserves naturelles régionales, les Régions disposent d'un outil réglementaire équivalent à ceux de l'État pour protéger des espaces naturels remarquables. Le **Conseil régional peut ainsi, de sa propre initiative ou à la demande des propriétaires concernés, classer comme réserve naturelle régionale les propriétés présentant un intérêt pour la faune, la flore, le patrimoine géologique ou paléontologique ou, d'une manière générale, pour la protection des milieux naturels**. Elles visent principalement à préserver des sites riches en biodiversité. À ce titre, elles constituent des pièces maîtresses dans les schémas régionaux de protection de la nature, et font partie des « réservoirs de biodiversité » de la trame verte et bleue nationale. Les réserves naturelles régionales sont des outils très proches des réserves naturelles nationales. Elles sont placées sous la responsabilité exclusive des Conseils régionaux, qui ont en charge leur création et leur gestion administrative (pour toute décision de classement, d'agrandissement ou pour des modifications réglementaires).

Les réserves naturelles régionales sont gérées prioritairement à des fins de conservation de la nature, selon une réglementation « sur mesure » et des modalités de gestion planifiées sur le long terme, validées et évaluées par des experts.

En janvier 2022, les 181 RNR couvrent au total 41 390 hectares.

Aucune Réserve Naturelle Régionale n'est recensée à proximité du site d'étude.

La plus proche est située à 25,6 km au nord-est. Il s'agit du Bois des Agneux (RNR311). Aucune connexion n'existe entre la RNR la plus proche et la ZIP.

4.2.1.4 Réserves Naturelles Nationales

Une réserve naturelle nationale est un outil de protection à long terme d'espaces, d'espèces et d'objets géologiques rares ou caractéristiques, ainsi que de milieux naturels fonctionnels et représentatifs de la diversité biologique en France. Les sites sont gérés par un organisme local en concertation avec les acteurs du territoire. Ils sont soustraits à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader mais peuvent faire l'objet de mesures de réhabilitation écologique ou de gestion en fonction des objectifs de conservation. En janvier 2023, le réseau des réserves naturelles compte 169 réserves naturelles nationales sur une superficie totale de 171 070 268 hectares réparties sur l'ensemble du territoire français métropolitain (178 000 hectares) et en outre-mer (67 500 000 hectares). **Les RNN sont situées à distance de la ZIP. La plus proche à 15,7 km au nord : Baie de Somme (RNN118).**

4.2.1.5 Réserves biologiques

Dans chaque forêt gérée par l'Office national des forêts (ONF), les forestiers concilient protection de la biodiversité, production de bois, accueil du public et prévention des risques naturels. C'est ce qu'ils appellent : "la gestion multifonctionnelle" des forêts publiques.

Dans certains cas, la richesse naturelle très élevée d'un site justifie le besoin d'une protection réglementaire renforcée et d'une gestion spécifique. C'est là que peut intervenir la création de réserves biologiques.

Spécifique aux forêts publiques, le statut de réserve biologique existe depuis les années 1950. A début novembre 2021, le réseau national comptait 246 réserves, couvrant plus de 54 000 hectares dans les forêts de métropole.

Les réserves biologiques sont un statut de **protection spécifique aux espaces relevant du régime forestier**. C'est-à-dire, les forêts de l'État (domaniales), les forêts des collectivités ou d'établissements publics (communes, départements, Conservatoire du littoral…). Ces réserves sont créées par arrêté conjoint des ministères de l'Agriculture et de l'Écologie. Les plus anciennes réserves biologiques datent des années 1950.

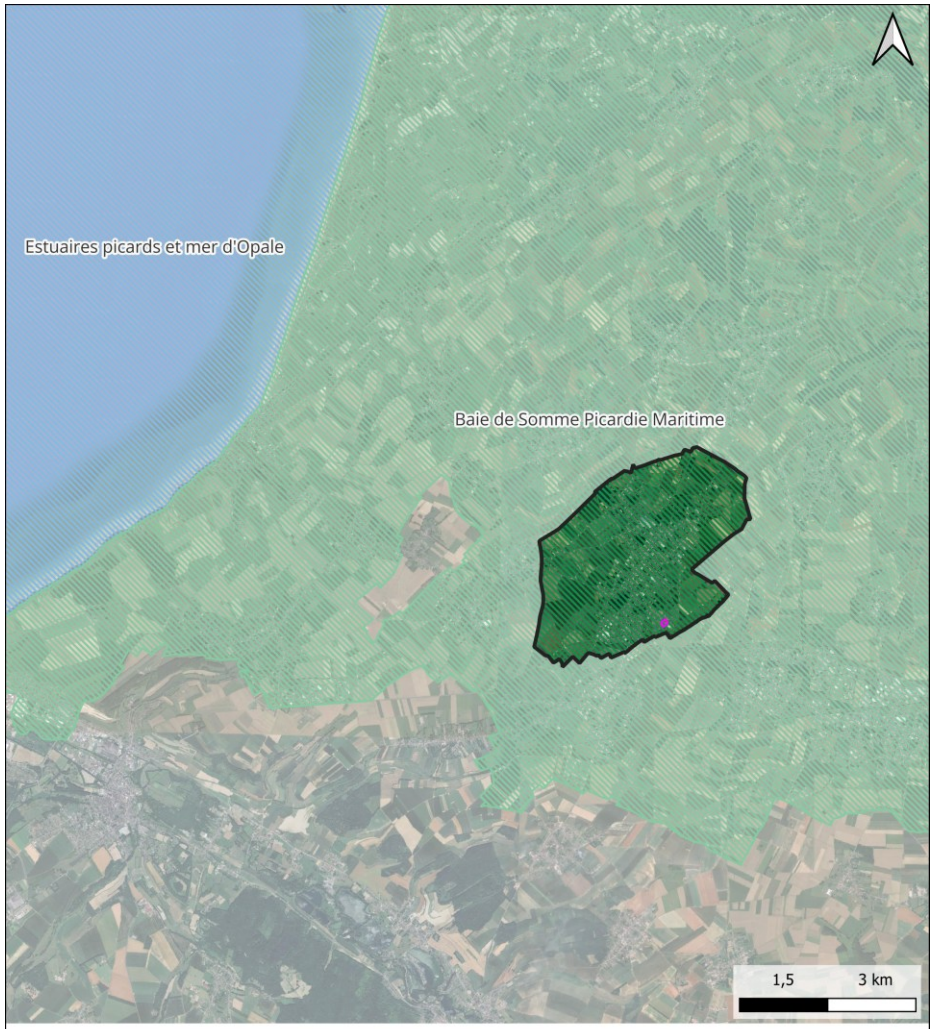
Aucune réserve biologique n'est présente à proximité de la ZIP ou dans son aire d'étude rapprochée. La plus proche est identifiée à 40 km au nord de la ZIP : Côte d'Opale (FR2300153).

4.2.1.6 Les Parcs Naturels Régionaux (PNR)

Un PNR est un **territoire rural habité présentant un patrimoine naturel, paysager et culturel remarquable** qu'il est souhaitable de préserver. Au sein de ce dernier, les collectivités s'organisent pour élaborer et mettre en place un projet local de développement durable, fondé sur la préservation et la valorisation de ce patrimoine. Les missions des PNR sont cadrées par l'article R 333-1 du Code de l'environnement.

Il y a aujourd'hui 56 Parcs naturels régionaux en France, qui représentent 16,5 % du territoire français, plus de 4700 communes, plus de 9 millions d'hectares et plus de 4,4 millions d'habitants.

La commune est située au sein du PNR Baie de Somme Picardie Maritime.



Carte 16 : Localisation des Parcs Naturels

4.2.1.7 Arrêtés de Protection de Biotope

Les arrêtés de protection de biotope (APB ou APPB) sont des actes administratifs pris en vue de préserver les habitats des espèces protégées, l'équilibre biologique ou la fonctionnalité des milieux.

Aucun APB n'est recensé à proximité de la ZIP. Le plus proche est situé à environ 7,7 kilomètres au nord-ouest et se nomme « Hâble d'Ault » FR3800888.

4.2.1.8 Site RAMSAR

Un site Ramsar est la désignation d'une « zone humide d'importance internationale » inscrite sur la liste établie par la Convention de Ramsar par un État partie. Un site Ramsar doit répondre à un ensemble de critères, tels que la présence d'espèces vulnérables de poissons et d'oiseaux d'eau.

L'inscription d'un site Ramsar n'impose pas de protection réglementaire particulière, celui-ci devant être préalablement protégé selon la législation nationale. Ainsi, un site Ramsar correspond à une **reconnaissance internationale de l'importance de la zone humide désignée. En outre, cette désignation peut se superposer à un site du réseau Natura 2000,** un site inscrit sur la liste du patrimoine mondial ou bien sur une zone appartenant à une réserve de biosphère de l'Unesco.

Le périmètre d'étude n'est pas situé à proximité immédiate d'un site RAMSAR.

A près de 7,4 kilomètres au nord-ouest de la ZIP se trouve le site RAMSAR Baie de Somme.

4.2.1.9 ZICO

Créé en 1989 par l'Union Européenne, le répertoire ZICO vise à établir une liste de sites important pour les oiseaux. Pour cela, les sites doivent remplir les conditions suivantes :

- Pouvoir être l'habitat d'une population d'une espèce reconnue internationalement comme étant en danger d'extinction,
- Être l'habitat d'un grand nombre ou d'une forte concentration d'oiseaux migrateurs, d'oiseaux côtiers ou d'oiseaux de mer,
- Être l'habitat d'un grand nombre d'espèces au biotope restreint.

Ces critères doivent être chiffrés en nombre de couples pour les oiseaux nicheurs et en nombre d'individus pour les oiseaux migrateurs et hivernants.

Ces Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux avaient pour but, en France, de servir de base à l'inventaire des Zones de Protection Spéciale (ZPS) du réseau Natura 2000.

Aucune ZICO n'est recensée à proximité de la ZIP. La plus proche est la ZICO ESTUAIRES PICARDS: BAIES DE SOMME ET D'AUTHIE localisée à 6,8 km au nord-ouest du site.

4.2.1.10 Sites d'Importance Communautaire

Un site d'importance communautaire, appelé aussi site d'intérêt communautaire (SIC), est un site Natura 20002 désigné au titre de la directive habitats (92/43/CEE)3 visant à maintenir ou à rétablir le bon état de conservation de certains habitats et espèces (animales et végétales), considérés comme menacés, vulnérables ou rares dans la ou les régions biogéographiques concernées.

Le SIC le plus proche de la ZIP est le site Vallée de la Bresle FR2200363 localisé à 5,5 kilomètres au sud-ouest de la ZIP.

4.2.1.11 Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Institués par la loi du 31 décembre 1976, les ENS sont régies par le Code de l'Urbanisme. L'Espace Naturel Sensible (ENS) est un site naturel qui présente un fort intérêt biologique et paysager.

Il est fragile et souvent menacé et de ce fait doit être préservé : « *Afin de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels selon les principes posés à l'article L.110, le département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non. (...)* ».

Des ENS sont observés sur le littoral. Le plus proche est l'ENS « Hâble d'Ault » FR4701595 à 7,9 km au nord-ouest de la ZIP.

4.2.2 Schéma Régional de Cohérence Ecologique

La Trame verte et bleue est une mesure phare du Grenelle Environnement qui porte **l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité** au travers de la **préservation et de la restauration des continuités écologiques**. C'est un outil d'aménagement durable du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales, de circuler, de

s'alimenter, de se reproduire, de se reposer... En d'autres termes, d'assurer leur survie, et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'Homme leurs services.

En complément des outils essentiellement fondés sur la connaissance et la protection d'espèces et d'espaces remarquables encadrés par la **stratégie nationale de biodiversité 2011-2020**, la Trame verte et bleue permet de franchir un nouveau pas en prenant en compte le fonctionnement écologique des espaces et des espèces dans l'aménagement du territoire et en s'appuyant sur la biodiversité ordinaire. Elle consiste en un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques existants ou à recréer. Le SRCE présente ainsi trois types de données :

- **Les réservoirs de biodiversité** : zones vitales riches en biodiversité où les espèces peuvent réaliser tout ou partie de leur cycle de vie. Ils comprennent tout ou partie des espaces protégés et les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité (article L. 371-1 II et R. 371-19 II du code de l'environnement).
- **Les corridors écologiques** : ils assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers.
- **Les « espaces à renaturer »** qui correspondent à des espaces actuellement peu favorables à la faune et la flore locale. Il s'agit d'intégrer des éléments naturels à ces espaces en maintenant les activités humaines existantes, en s'appuyant notamment sur des projets volontaires pour faire revenir certaines espèces.

Objectif de la trame verte et bleue :

Le maillage de ces différents espaces, dans une logique de conservation dynamique de la biodiversité, constituera à terme, la Trame verte et bleue dont les objectifs sont de :

- Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces ;
- Identifier et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
- Atteindre ou conserver le bon état écologique ou le bon potentiel des eaux de surface ;
- Prendre en compte la biologie des espèces migratrices ;
- Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvage ;
- Améliorer la qualité et la diversité des paysages ;
- Permettre le déplacement des aires de répartition des espèces sauvages et des habitats naturels dans le contexte du changement climatique.

À la suite de la loi de programmation du 3 août 2009, dite « loi Grenelle 1 », qui fixe l'objectif de constituer d'ici 2012 une trame verte et bleue nationale, la loi du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement dite « loi Grenelle 2 » précise ce projet au travers un ensemble de mesures destinées à préserver la diversité du vivant.

Elle dispose que dans chaque région, un **Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)** doit être élaboré conjointement par l'Etat et le Conseil Régional. Elle prévoit par ailleurs l'élaboration d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, qui doivent être prises en compte par les SRCE pour assurer une cohérence nationale à la trame verte et bleue.

Le SRCE doit identifier, maintenir et remettre en bon état les réservoirs de biodiversité qui concentrent l'essentiel du patrimoine naturel de la région, ainsi que les corridors écologiques qui sont indispensables à la survie et au développement de la biodiversité.

La commune de Friville-Escarbotin est concernée par le SRCE Picardie (non approuvé) mais aucun réservoir ou corridor ne concerne la commune.

Le projet Parc naturel régional Baie de Somme Picardie Maritime a repris dans sa charte les continuités écologiques d'intérêt régional « continuités écologiques inscrites au projet de Plan parc du PNR ». **La commune n'est pas non plus concernée par ce zonage.**

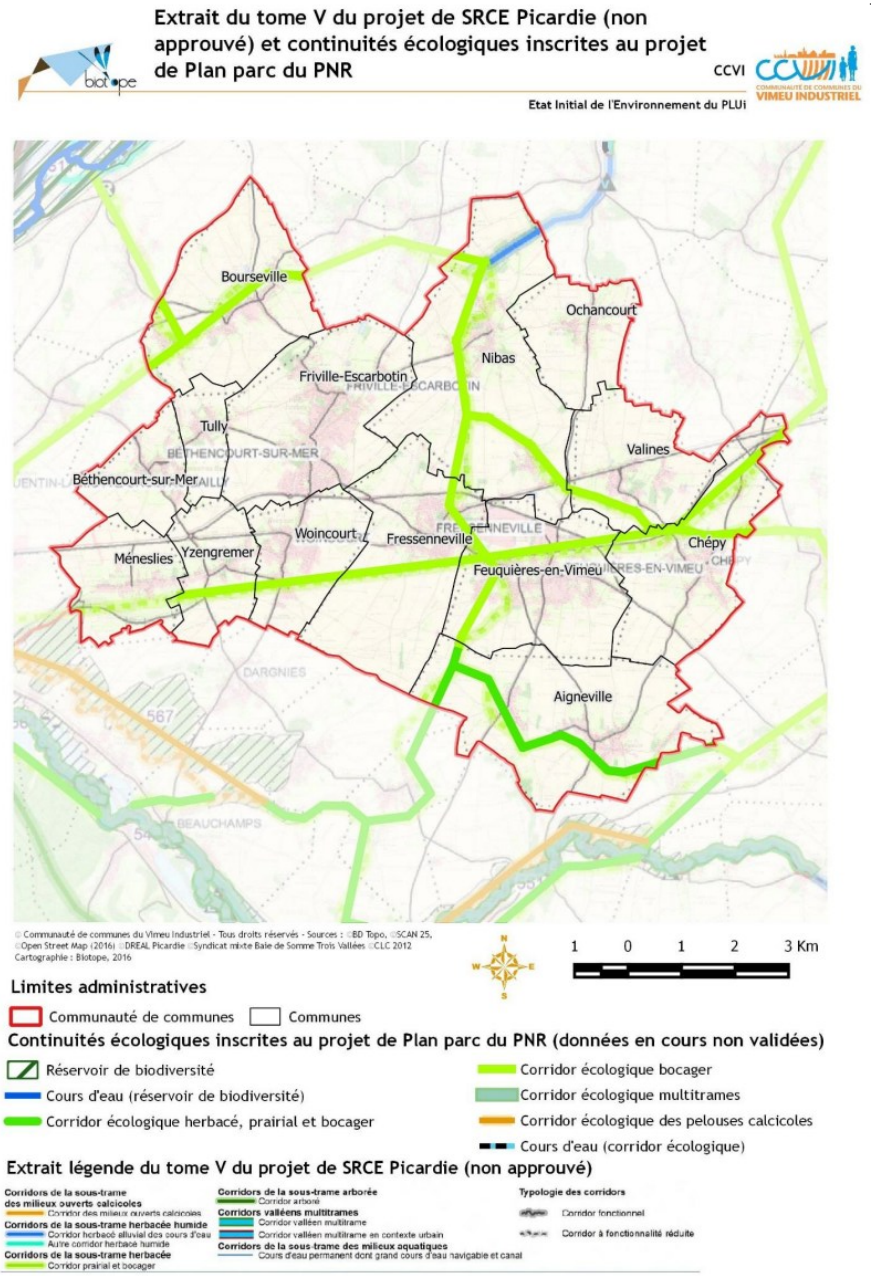


Figure 44 : Eléments du SRCE Picardie et des continuités écologiques du PNR – Source : PLUi

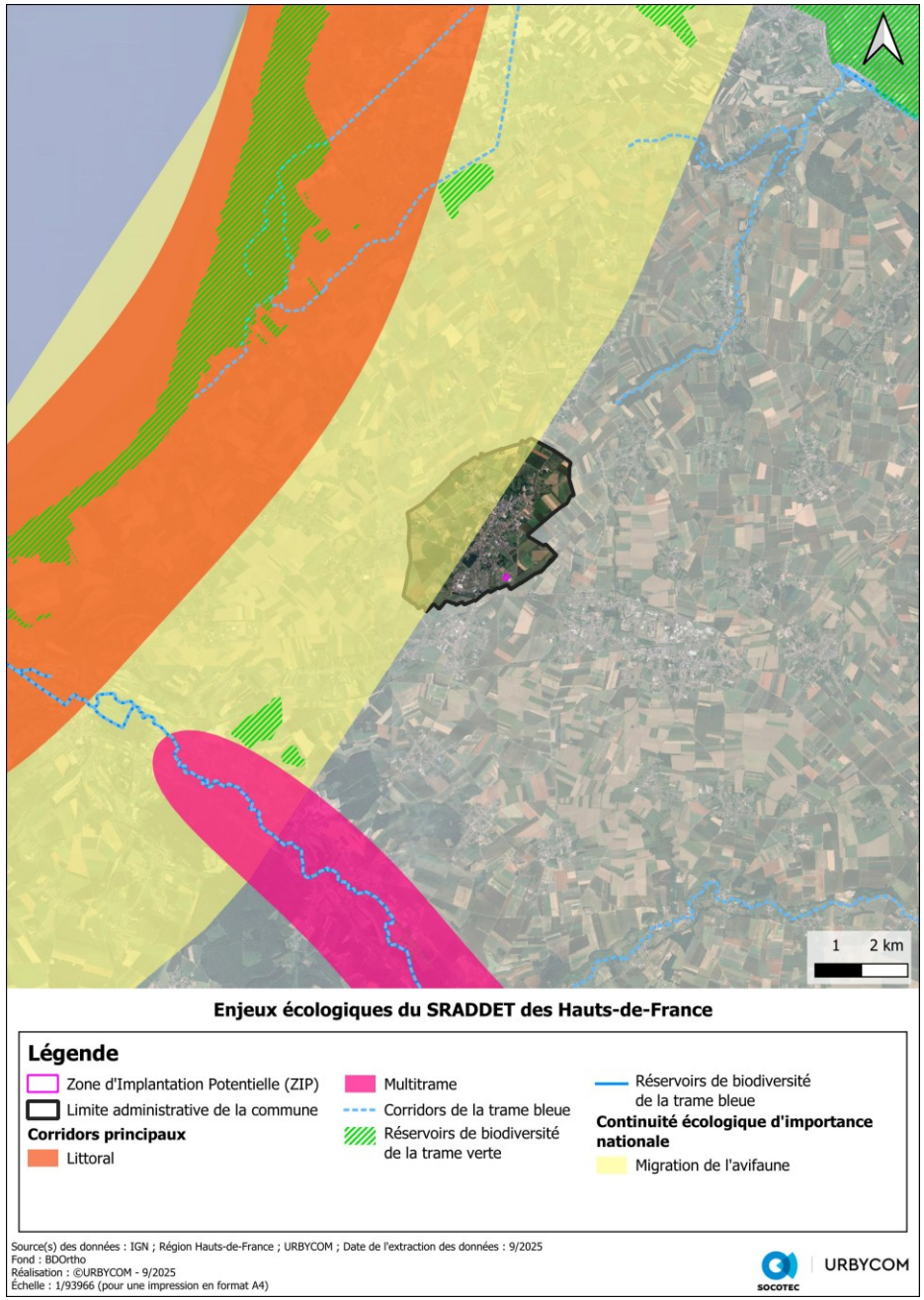
4.2.3 Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires

En France, le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) est un schéma régional de planification qui fusionne plusieurs documents sectoriels ou schémas existants : schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT), plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), schéma régional de l'intermodalité (SRI), schéma régional climat air énergie (SRCAE) et le schéma régional de cohérence écologique (SRCE). Le SRADDET - qui remplace le SRADDT, créé en 1995 et modifié en 1999 - a été institué par la loi NOTRe dans le contexte de la mise en place des nouvelles Régions (en 2016).

Le SRADDET en tant que document d'aménagement du territoire - contrairement aux documents d'urbanisme - ne détermine pas de règles d'affectation et d'utilisation des sols ; c'est un document stratégique, prospectif et intégrateur, qui est cependant opposable à certains niveaux de collectivité (« sa portée juridique se traduit par la prise en compte de ses objectifs et par la compatibilité aux règles de son fascicule ; les schémas de cohérence territoriale (SCOT) et, à défaut, des plans locaux d'urbanisme (PLU), des cartes communales ou des documents en tenant lieu, ainsi que des plans de déplacements urbain (PDU), des plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) et des chartes des parcs naturels régionaux (PNR), doivent prendre en compte les objectifs du SRADDET et être compatibles avec les règles de son fascicule »).

Lors de la séance plénière du 30 juin 2020, la Région Hauts-de-France a adopté son projet de Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Il est le fruit d'un grand travail de concertation avec les acteurs régionaux de l'aménagement du territoire et les territoires des Hauts-de-France. Le SRADDET recense les réservoirs de la trame verte et bleue, les continuités écologiques d'importance nationale et les corridors biologiques.

La zone d'étude n'est concernée par aucun élément du SRADDET Hauts de France. Sur la commune nous recensons une continuité écologique d'importance nationale de « migration de l'avifaune ».



Carte 17 : Enjeux écologiques du SRADDET Hauts de France

4.2.4 Occupations des sols

4.2.4.1 A l'échelle de la commune

Sur la commune de Friville-Escarbotin, l'occupation des sols est marquée par des zones bâties et artificialisées se concentrant au centre du territoire et s'étalant autour des départementales D2, D102 et D229.

Les cultures sont majoritaires sur la commune et sont organisées autour du tissu bâti jusqu'aux limites communales.

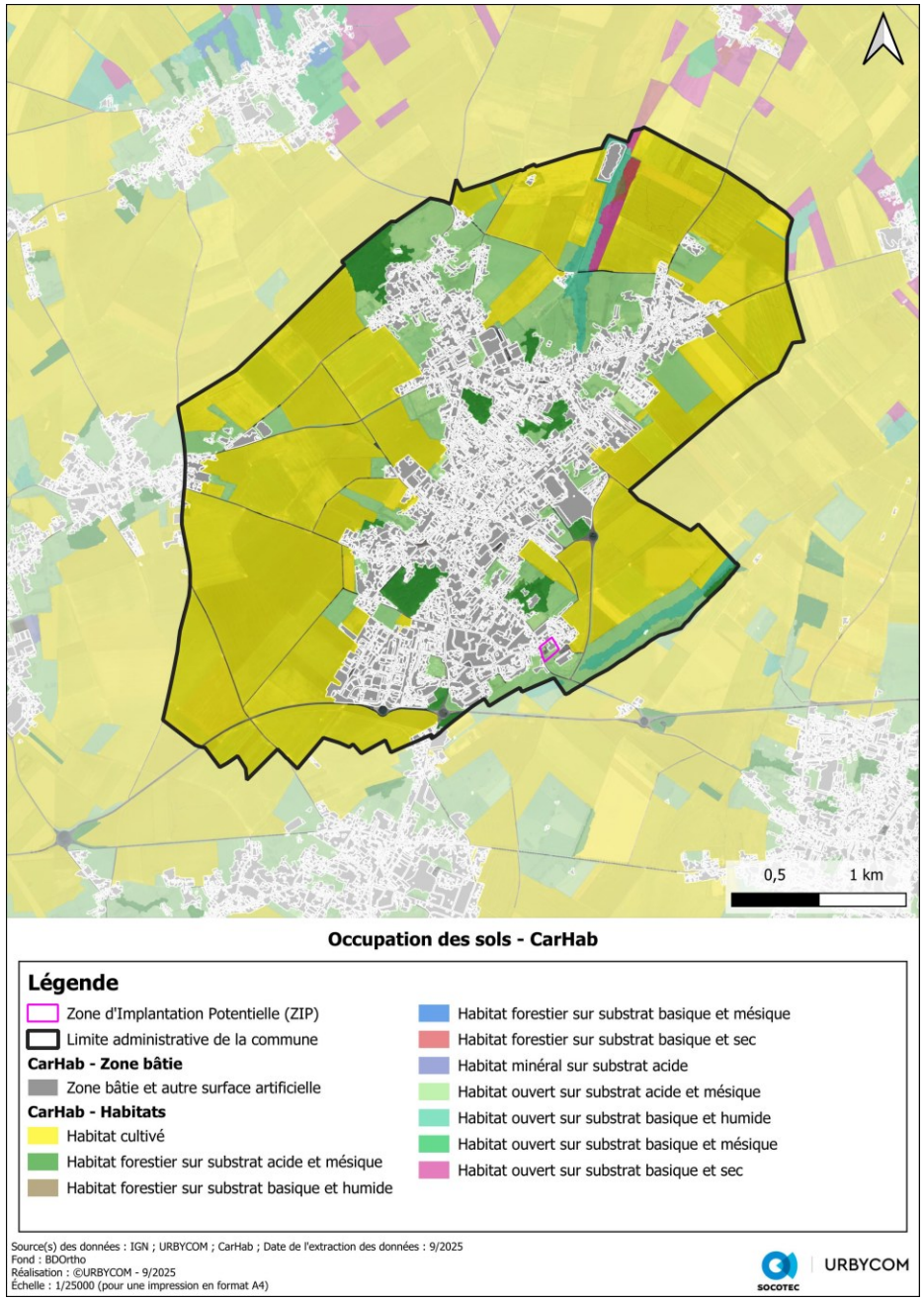
Quelques espaces d'habitats naturels ouverts et forestiers sont observés au nord-ouest et au sud-est de la commune.

4.2.4.2 A l'échelle de la ZIP

Le site d'étude est localisé au sein d'une zone urbaine bâtie, imperméabilisée et est donc considéré comme d'enjeu écologique négligeable.

Aucun espace naturel ou semi-naturel n'est présent dans la ZIP. Seuls des espaces réduits d'espaces verts (pelouse et massifs arbustifs) sont observés.

Le site étant localisé en contexte urbain, sur une zone artificialisée et en activité (magasin Aldi), la présence d'espèces floristiques ou faunistiques d'intérêt est très peu probable.



Carte 18 : Occupation des sols sur la commune – Source : CarHab

Zonages écologiques et biodiversité du site

La zone d'étude est localisée à distance de toute ZNIEFF et de toute zone Natura 2000.

Aucune RNN, RNR, réserve biologique, ZICO à proximité du site d'étude.

Absence d'un site d'importance communautaire, d'un ENS, d'un site RAMSAR ou d'un APB dans le secteur.

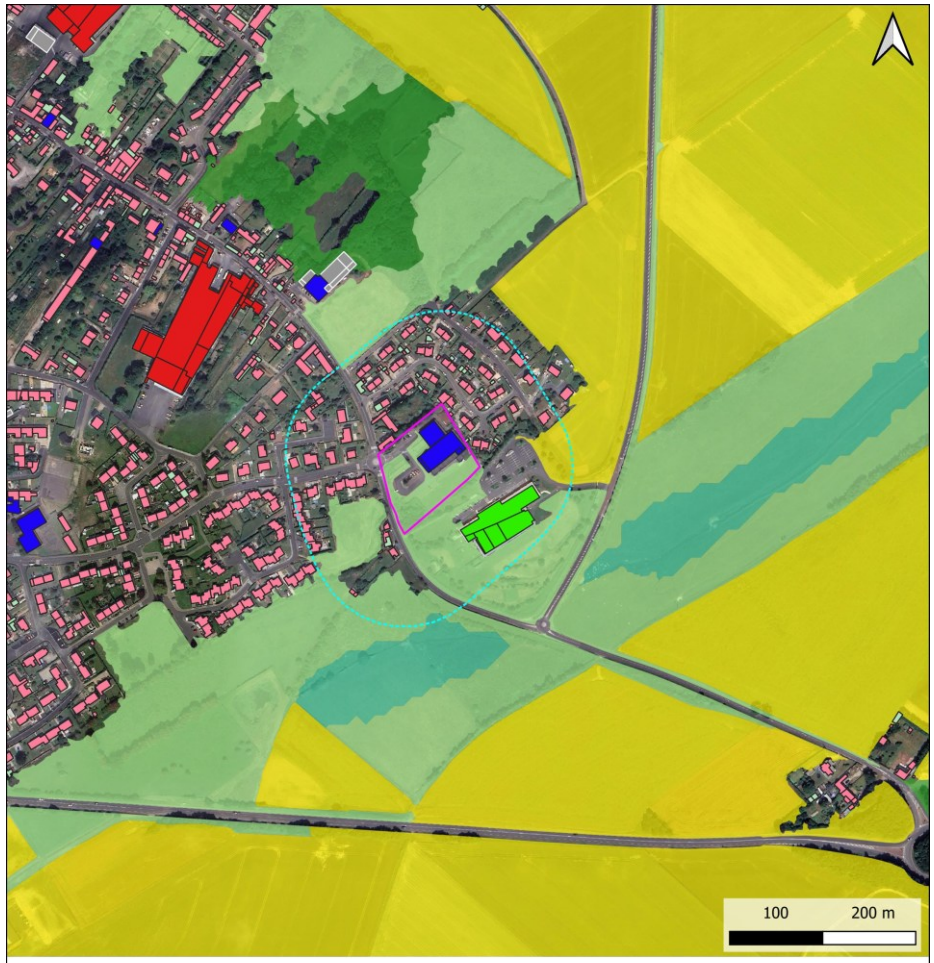
Commune concernée par le PNR Baie de Somme Picardie Maritime.

La commune de Friville-Escarbotin est concernée par le SRCE Picardie (non approuvé) mais aucun réservoir ou corridor ne concerne la commune.

Le site étant localisé en contexte urbain, sur une zone artificialisée et en activité (magasin Aldi), la présence d'espèces floristiques ou faunistiques d'intérêt est très peu probable.

Très peu de milieux naturels et semi-naturels dans le secteur du site à l'exception des espaces verts du magasin Aldi actuel et du centre aquatique.

Enjeu négligeable



Abords du projet (BDTOPO et CarHab)

Légende

Zone d'Implantation Potentielle (ZIP)
Aire d'étude immédiate (AEI - 150 m)

BDTOPO bâtiments
Annexe
Commercial et services
Indifférencié
Industriel
Résidentiel
Sportif

Habitats CarHab
Habitat cultivé
Habitat forestier sur substrat acide et mésique du domaine tempéré
Habitat ouvert sur substrat acide et mésique du domaine tempéré
Habitat ouvert sur substrat basique et humide du domaine tempéré

Source(s) des données : IGN ; URBYCOM ; BDTOPO ; CarHab ; Date de l'extraction des données : 9/2025
Fond : Google Earth
Réalisation : ©URBYCOM - 9/2025
Échelle : 1/4734 (pour une impression en format A4)

URBYCOM

Carte 19 : Occupation du sol des abords du site – Source : BDTOPO et CarHab

4.3 Milieu humain

Source : données INSEE 2022, dossier complet commune de Friville-Escarbotin paru le 02/09/2025.

4.3.1 Évolution démographique

La commune de Friville-Escarbotin possède une population de 4 394 habitants selon les données INSEE en 2022. La densité moyenne est de 495,9 hab/km², ce qui est modéré.

Nous observons une stagnation globale de la population communale depuis 1968 malgré des périodes d'augmentation entre 1968 et 1982 et également entre 2006 et 2016, de diminution entre 1982 et 2006 et 2016 et 2022.

Population et densité	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2006	2011	2016	2022
Population	4 363	4 693	4 844	4 737	4 646	4 534	4 604	4 638	4 394
Densité moyenne (hab/km²)	492,4	529,7	546,7	534,7	524,4	511,7	519,6	523,5	495,9

Figure 45 : Population en historique depuis 1968 – Source : INSEE

4.3.1.1 Variation de population

Solde naturel : différence entre le nombre de naissance et le nombre de décès

Solde migratoire : différence entre les arrivées et les départs de la commune

Le solde migratoire est le principal artisan de la croissance démographique : la population augmente quand la commune accueille de nouveaux habitants.

Les jeunes ménages sont les moteurs du renouvellement démographique par le solde naturel. Il peut également y avoir un renouvellement régulier de la population si le solde naturel reste positif.

La décroissance de la population communale entre 1982 et 2006 s'explique par un solde migratoire négatif.

Le solde naturel reste quant à lui positif entre 1968 et 1999 (taux de natalité supérieur au taux de mortalité) et s'inverse à partir de 1999 puisque le taux de mortalité devient plus élevé que celui de natalité.

Indicateurs démographiques	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006	2006 à 2011	2011 à 2016	2016 à 2022
Variation annuelle moyenne de la population en %	**1,1**	**0,5**	**-0,3**	**-0,2**	**-0,3**	**0,3**	**0,1**	**-0,9**
due au solde naturel en %	0,7	0,4	0,5	0,1	-0,1	-0,1	-0,0	-0,6
due au solde apparent des entrées sorties en %	0,4	0,1	-0,8	-0,3	-0,3	0,4	0,2	-0,3
Taux de natalité (‰)	**16,9**	**13,6**	**14,4**	**10,7**	**9,9**	**11,4**	**10,8**	**8,1**
Taux de mortalité (‰)	**10,3**	**9,9**	**9,5**	**9,6**	**10,6**	**11,3**	**11,1**	**14,0**

Figure 46 : Solde naturel et migratoire – Source : INSEE

4.3.1.2 La structure par âge

L'analyse de la structure des âges affiche une tendance sur l'augmentation du nombre de 60 à 74 ans et de 75 ans ou + entre 2011 et 2022. A l'inverse, les classes d'âges plus jeunes ont tendance à voir leur % légèrement diminuer.

Le vieillissement de la population est donc exprimé dans la commune et se traduit par une diminution du ratio « moins de 15 ans / plus de 60 ans ».

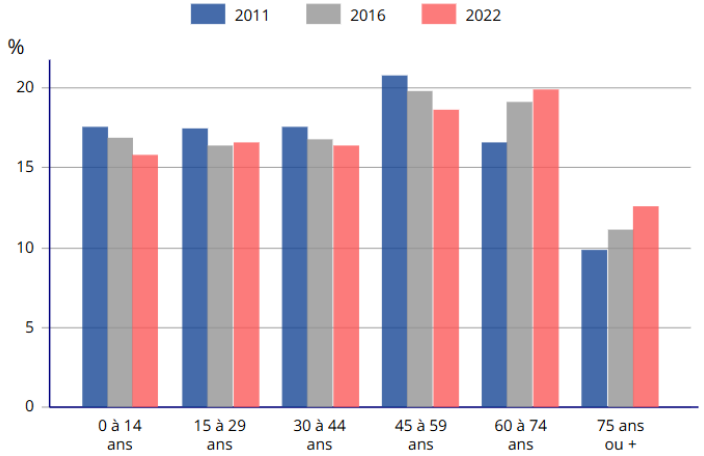


Figure 47 : Population par grandes tranches d'âges – Source : INSEE

4.3.1.3 Ménages

Depuis 1968, le nombre moyen d'occupants par résidence principale diminue. Ce phénomène s'appelle le desserrement des ménages (vieillissement de la population, éclatement des structures familiales traditionnelles, augmentation du nombre de célibataires etc.).

De manière contradictoire Friville-Escarbotin possède à la fois un taux important de familles nombreuses et de couples sans enfant.

Entre 2011 et 2022, les ménages d'une personne ont augmenté (572 en 2011 contre 736 en 2022), les familles monoparentales également (192 en 2011 contre 252 en 2022) et les couples avec enfant(s) ont légèrement diminué (513 en 2011 contre 468 en 2022). Ce phénomène traduit bien un desserrement des ménages.

Type de ménages	Nombre de ménages						Population des ménages		
	2011	%	2016	%	2022	%	2011	2016	2022
Ensemble	**1 987**	**100,0**	**2 071**	**100,0**	**2 023**	**100,0**	**4 530**	**4 524**	**4 294**
Ménages d'une personne	**572**	**28,8**	**706**	**34,1**	**736**	**36,4**	**572**	**706**	**736**
Hommes seuls	196	9,9	294	14,2	314	15,5	196	294	314
Femmes seules	376	18,9	412	19,9	422	20,9	376	412	422
Autres ménages sans famille	**43**	**2,2**	**31**	**1,5**	**40**	**2,0**	**98**	**77**	**80**
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	**1 371**	**69,0**	**1 335**	**64,4**	**1 247**	**61,7**	**3 860**	**3 741**	**3 479**
Un couple sans enfant	666	33,5	587	28,4	527	26,1	1 368	1 175	1 060
Un couple avec enfant(s)	513	25,8	520	25,1	468	23,1	1 998	1 973	1 758
Une famille monoparentale	192	9,7	227	10,9	252	12,5	494	593	661

Figure 48 : Ménages selon leur composition – Source : INSEE

4.3.2 Logements

Le parc de logements enregistre une progression constante depuis 1968 qui profite aux résidences principales dont le nombre n'a cessé d'augmenter sur la commune depuis 1968.

La part des logements vacants et des résidences secondaires sur la commune est également en augmentation depuis 1968.

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2006	2011	2016	2022
Ensemble	**1 353**	**1 535**	**1 759**	**1 774**	**1 887**	**2 089**	**2 202**	**2 327**	**2 305**
Résidences principales	1 292	1 446	1 554	1 635	1 773	1 909	1 982	2 067	2 031
Résidences secondaires et logements occasionnels	11	18	42	34	35	24	55	40	66
Logements vacants	50	71	163	105	79	156	165	220	208

Figure 49 : Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968 – Source : INSEE

La fluctuation de logements vacants sur la commune est un indicateur de l'offre immobilière existante. On considère qu'un taux situé aux alentours de 6 % de logements vacants permet d'assurer une bonne rotation de la population au sein du parc sauf si celui-ci comporte un trop grand nombre de logements vétustes.

Le taux de logements vacants de 9 % en 2022 est insuffisant pour permettre de répondre à la demande communale et assurer la rotation de la population.

4.3.3 Analyse socio-économique

4.3.3.1 La population active

Définition : La population active correspond à la population des plus de 15 ans ayant un emploi, à la recherche d'un emploi ou aux militaires du contingent.

Le nombre d'actifs sur la commune a augmenté entre 2011 et 2022 (cela se traduit par une augmentation des actifs ayant un emploi et une diminution des chômeurs).

La population active de 15 à 64 ans sur la commune de Friville-Escarbotin est de 76,2 % en 2022.

Type d'activité	2011	2016	2022
Ensemble	**2 883**	**2 792**	**2 571**
Actifs en %	**72,0**	**71,1**	**76,2**
Actifs ayant un emploi en %	57,6	58,0	65,3
Chômeurs en %	14,4	13,1	10,9
Inactifs en %	**28,0**	**28,9**	**23,8**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	6,8	8,5	7,4
Retraités ou préretraités en %	10,4	8,9	7,3
Autres inactifs en %	10,9	11,4	9,1

Figure 50 : Population de 15 à 64 ans par type d'activité – Source : INSEE

Les 3 catégories socioprofessionnelles présentant le plus d'emplois sur la commune en 2022 sont celles des employés (26,5 %), des ouvriers (26,8 %) et des profession intermédiaire (27,3 %).

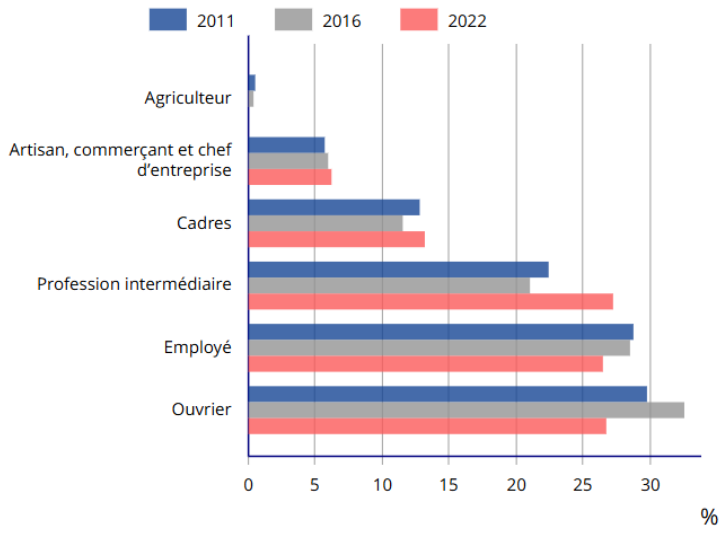


Figure 51 : Emplois par catégorie socioprofessionnelle – Source : INSEE

4.3.3.2 Déplacement domicile-travail

La migration pendulaire, ou migration alternante ou commuting représente les allers-retours quotidiens des gens entre leur travail et leur domicile, à des heures régulières (généralement le matin et le soir).

69,8 % des habitants de Friville-Escarbotin travaillent dans une autre commune que la commune de résidence. Cela se traduit par un % élevé d'actifs qui utilisent soit la voiture, le camion ou la fourgonnette pour se rendre au travail : 82,6 %.

Zone du lieu de travail	2011	%	2016	%	2022	%
Ensemble	**1 671**	**100**	**1 636**	**100**	**1 692**	**100**
Travaillent dans la commune de résidence	579	34,6	550	33,6	512	30,2
Travaillent dans une commune autre que la commune de résidence	1 092	65,4	1 086	66,4	1 180	69,8

Figure 52 : Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone – Source : INSEE

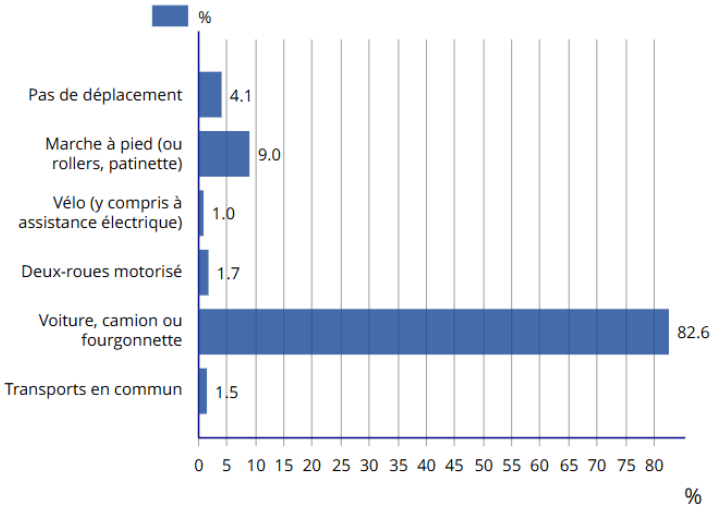


Figure 53 : Moyen de transport pour se rendre au travail en 2022 – Source : INSEE

4.3.4 Les équipements et services

Les équipements, commerces et services peuvent être répartis en trois gammes.

- La **gamme de proximité** réunit les plus courants, tels que l'école primaire, la boulangerie ou le médecin généraliste.
- La **gamme intermédiaire** regroupe des équipements moins fréquents, comme le collège, le supermarché ou le laboratoire d'analyses médicales.
- Enfin, la **gamme supérieure** est plutôt l'apanage des pôles urbains où l'on trouve, par exemple, le lycée, l'hypermarché ou l'hôpital. Les équipements les plus rares se trouvent généralement dans les communes les plus importantes en termes d'habitants.

Friville-Escarbotin est une commune urbaine bien pourvue en équipements, services et activités de proximité. La commune est un pôle de proximité.

4.3.4.1 Equipements et services publics

Sur le territoire de la Communauté de Communes ce sont Friville-Escarbotin et Feuquières-en-Vimeu les communes les mieux pourvues en matière d'équipements.

En tant que pôle de proximité, Friville-Escarbotin accueille le siège de la Communauté de Communes du Vimeu, un centre de tri postal ou encore une agence de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.

La commune possède également un centre culturel, le musée des industries du Vimeu, un Centre des Finances Publiques, une gendarmerie et un centre de secours SDIS,

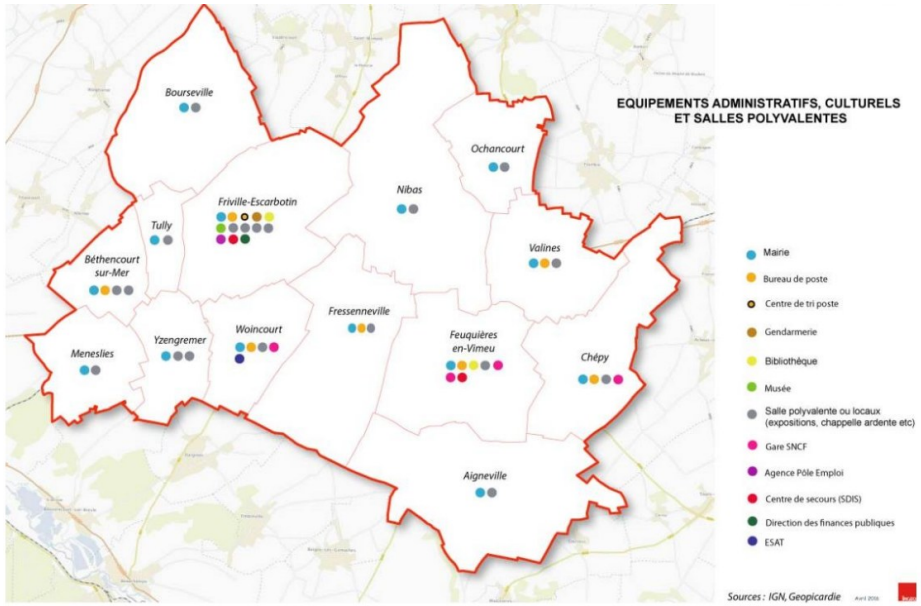


Figure 54 : Equipements administratifs, culturels et salles polyvalentes – Source : PLUi CC du Vimeu

4.3.4.2 Les équipements sportifs

Friville-Escarbotin, Fressenneville et Feuquières-en-Vimeu sont les trois communes du territoire de la CC du Vimeu possédant le plus d'équipements sportifs.

A Friville-Escarbotin on recense des terrains de football, de rugby, d'athlétisme, un centre équestre, des salles multisports, un golf et un centre aquatique (localisé en contact avec le site d'étude).

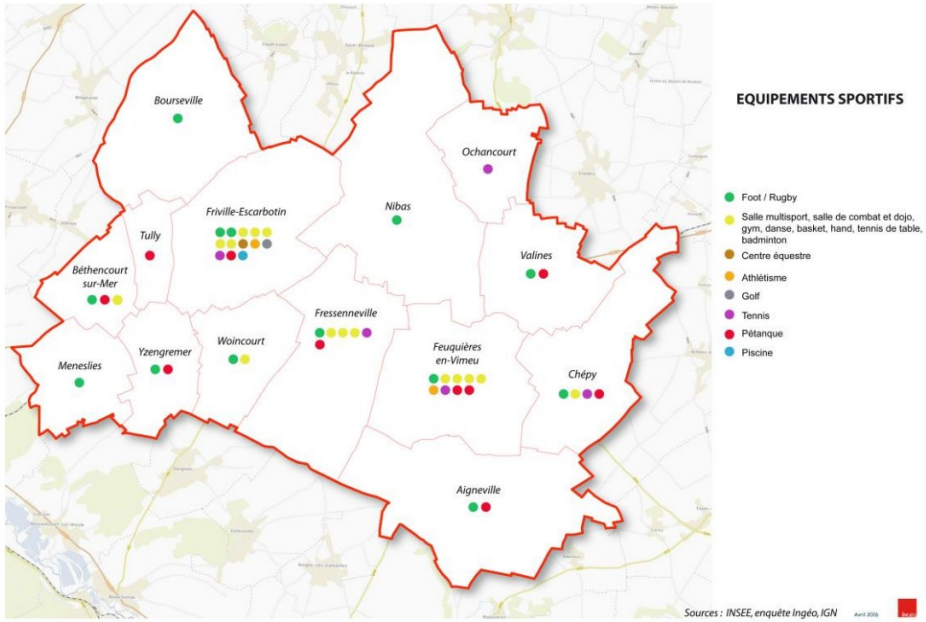


Figure 55 : Equipements sportifs – Source : PLUi CC du Vimeu

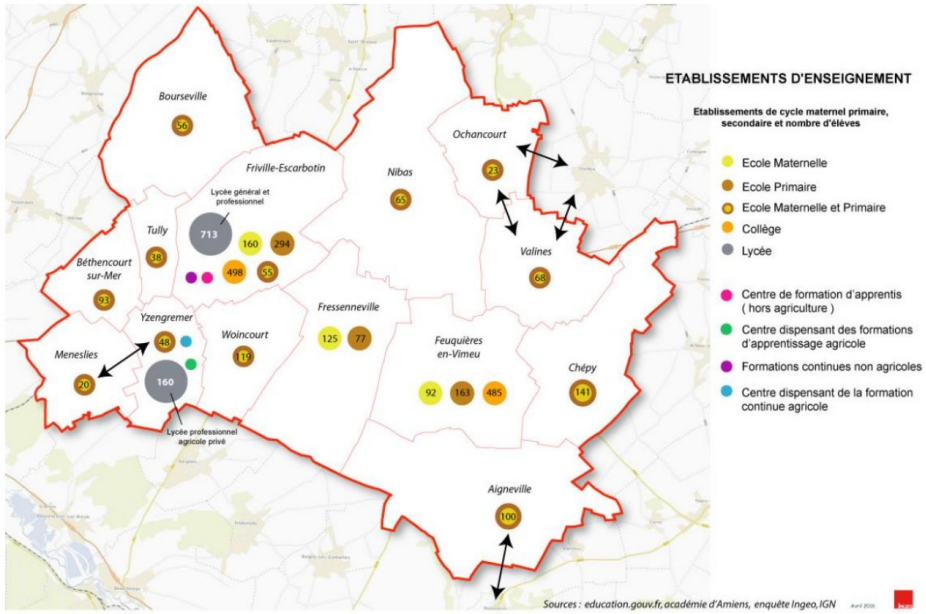


Figure 56 : Equipements scolaires et éducatifs – Source : PLUi CC du Vimeu

4.3.4.3 Equipements scolaires et éducatifs

En tant que territoire à dominante rural, le territoire de la CC du Vimeu est bien dotée en équipements scolaires. Aucun établissement d'études supérieures types facultés ou écoles post bac n'est présent. Les étudiants ont donc tendance à migrer vers des villes étudiantes comme Lille, Amiens ou Paris.

A Friville-Escarbotin on recense des écoles maternelles, primaires, un collège, un lycée, un centre de formation d'apprentis et un centre de formation continue.

4.3.4.4 Equipements de santé

Friville-Escarbotin, Fressenneville et Feuquières-en-Vimeu concentrent des structures diverses assurant une représentation presque complète des équipements de santé.

Notons qu'il n'y a pas d'établissement hospitalier sur le territoire de la CC du Vimeu. Les centres les plus proches sont situés à Eu, à Saint-Valéry-sur-Somme et Abbeville.

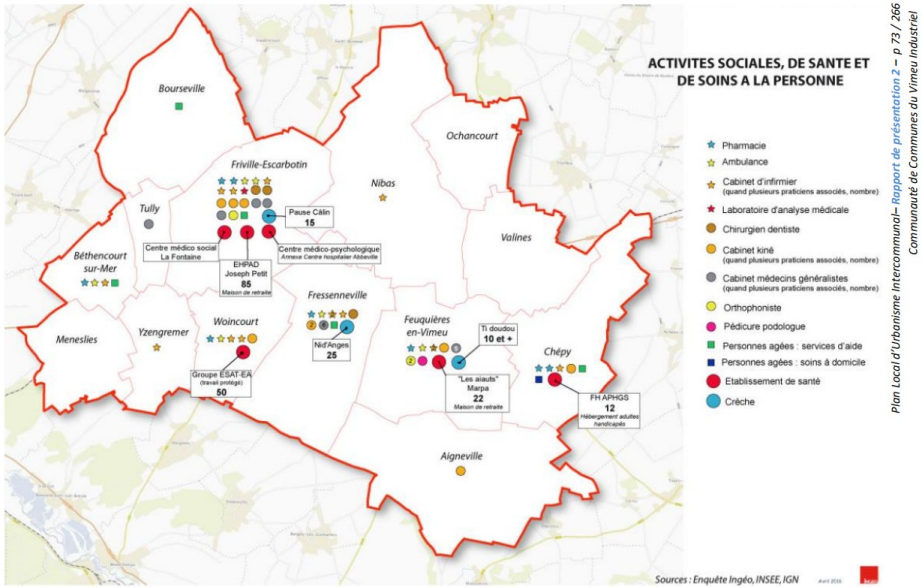


Figure 57 : Equipements de santé – Source : PLUi CC du Vimeu

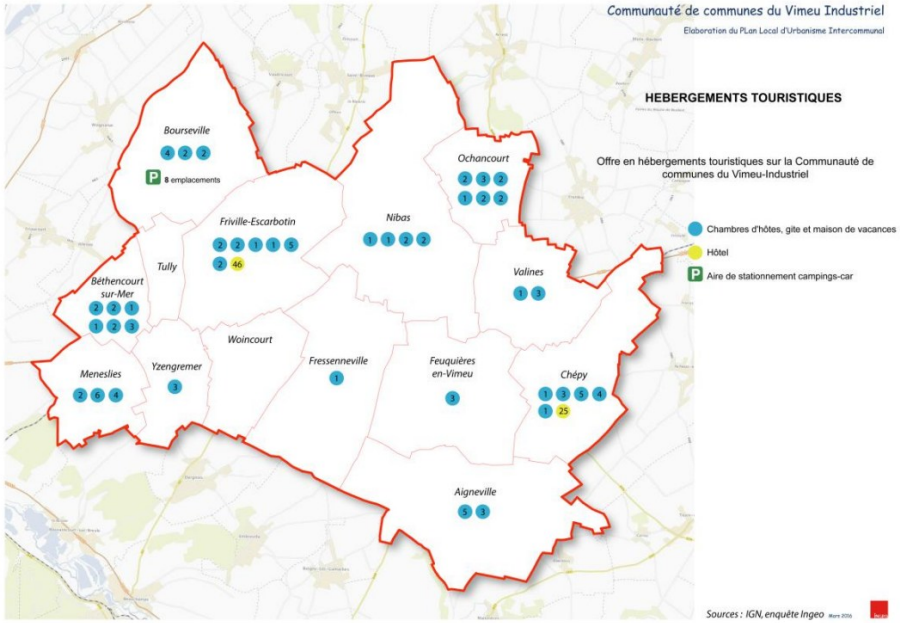


Figure 58 : Les hébergements touristiques – Source : PLUi CC du Vimeu

4.3.4.5 L'activité touristique

Le territoire de la CC du Vimeu dispose d'un potentiel touristique peu développé car il est utilisé comme territoire de passage pour se diriger vers le littoral.

On recense un hôtel sur la commune de Friville-Escarbotin.

4.3.4.6 L'activité industrielle et les zones d'activités

La Communauté de Communes du Vimeu regroupe à elle seule les deux tiers des entreprises industrielles de la Picardie Maritime dont les activités sont principalement axées autour de la métallurgie légère.

L'activité industrielle est donc le pôle d'emploi majeur du territoire. Les industries sont en nombre important et ne sont de plus pas uniquement concentrées sur un pôle urbain mais dispersées sur plusieurs communes.

Friville-Escarbotin est la deuxième commune avec le plus grand nombre de salariés d'industries derrière Feuquières-en-Vimeu.

La commune possède une Zone d'activité de 20,53 ha appelée « zone d'activités du Parc ». On y retrouve de l'activité industrielle, commerciale et de services (vocation mixte) pour 34 entreprises.

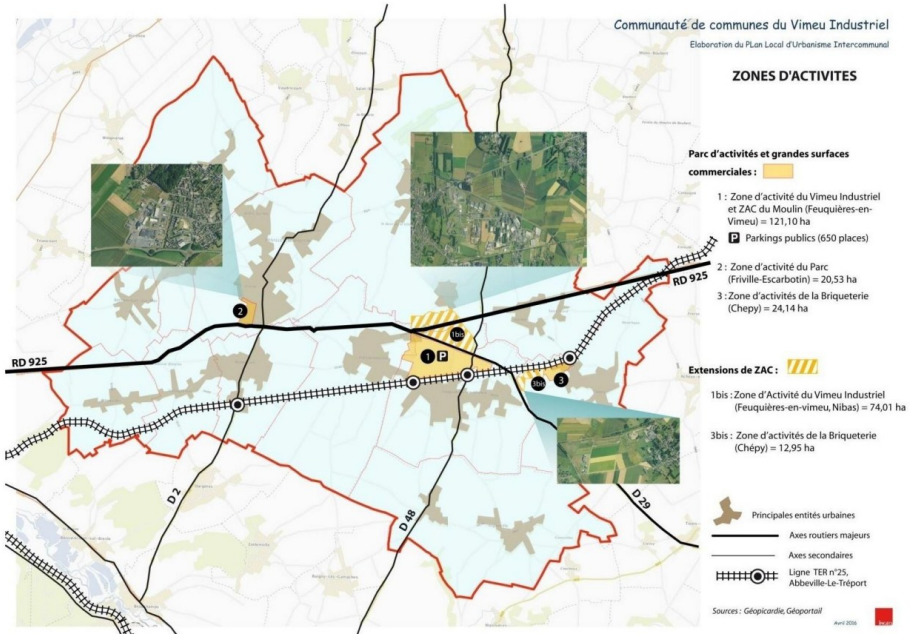


Figure 59 : Les zone d'activités – Source : PLUi CC du Vimeu

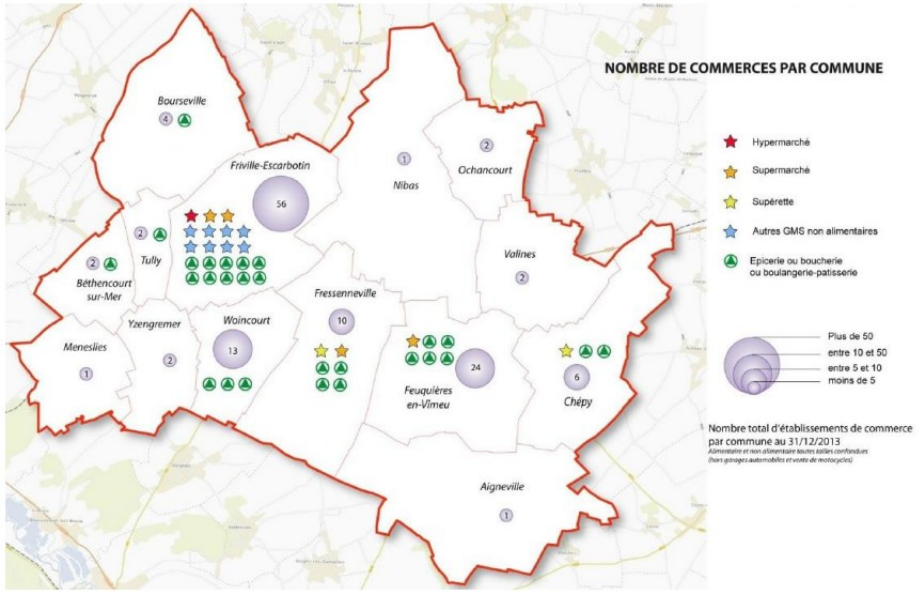


Figure 60 : Commerces par commune – Source : PLUi CC du Vimeu

4.3.4.7 L'activité commerciale

Le territoire de la CC du Vimeu accueille plusieurs équipements de commerce, qu'ils soient alimentaires ou non. En termes de commerces de distribution, les grandes surfaces sont centralisées sur les 3 F : Friville-Escarbotin, Fressenneville et Feuquières-en-Vimeu. **A Friville-Escarbotin nous avons Intermarché Super, Netto et Aldi.**

On remarque une polarité à Friville-Escarbotin qui concentre plus de 200 établissements de commerce, transport et services.

Les commerces sur la commune sont organisés autour des rue Barbusse, rue du Maréchal Foch, rue Isaïe sellier et de la place Jean Jaurès. La commune présente un linéaire commercial affirmé mais le caractère commercial du centre-ville est limité.

Population, équipements et commerces

Nous observons une stagnation globale de la population communale depuis 1968.

Le vieillissement de la population est donc exprimé dans la commune et se traduit par une diminution du ratio « moins de 15 ans / plus de 60 ans ».

Desserrement des ménages avec une diminution des couples avec enfants.

Augmentation des logements sur la commune depuis 1968.

Le nombre d'actifs sur la commune a augmenté entre 2011 et 2022 (cela se traduit par une augmentation des actifs ayant un emploi et une diminution des chômeurs).

Friville-Escarbotin est une commune urbaine bien pourvue en équipements, services et activités de proximité. La commune est un pôle de proximité.

La ZIP est localisée à proximité immédiate d'un centre aquatique et de plusieurs zones de lotissements d'habitations mais à distance des commerces et services de la commune (localisés majoritairement dans le centre du tissu urbain).

Enjeu faible

4.3.5 Gestion des déchets

La gestion de la collecte et du traitement des déchets est assurée par la CC du Vimeu.

Sur le territoire de la CC du Vimeu nous recensons deux déchèteries : ZVI de Feuquières-en-Vimeu et « les croisettes » à Huchenneville.

4.3.6 Assainissement

En janvier 2019 la commune de Friville-Escarbotin compte 2 364 logements en assainissement collectif avec comme exutoire la STEP de la commune elle-même et 1 logement en assainissement autonome.

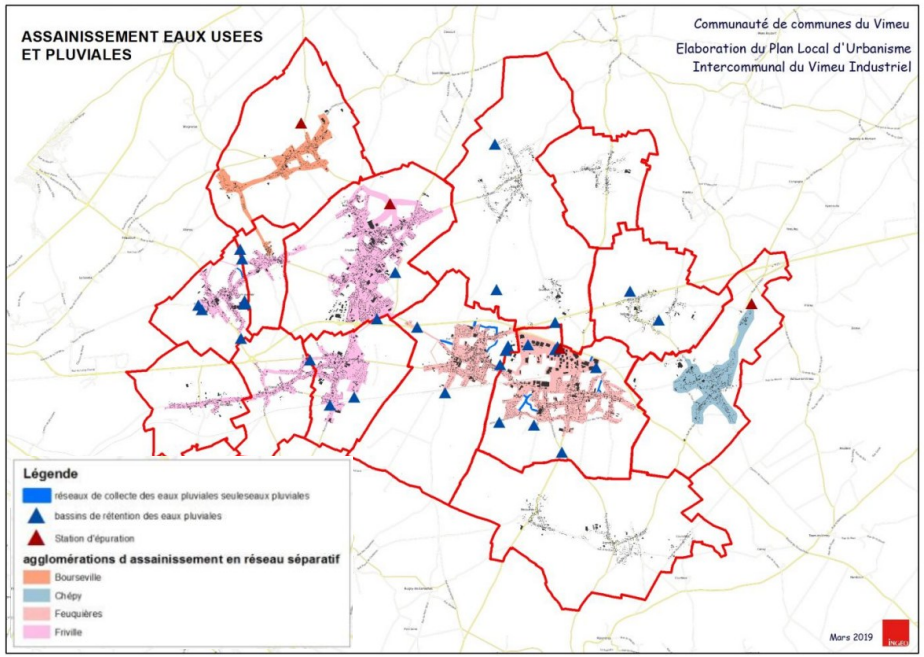


Figure 61 : Assainissement EU et EP – Source : PLUi CC du Vimeu

4.3.7 Santé, risques et pollutions

Source : Géorisques, ATMO et PLUi CC du Vimeu consultés le 29 septembre 2025

4.3.7.1 Plan de Prévention des Risques Technologiques

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages prévoit l'élaboration de plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans une démarche de concertation locale.

Les PPRT permettent d'agir sur les coexistences entre les sites à haut risque et leur environnement, en résorbant les situations difficiles héritées du passé et en limitant l'urbanisation future.

Le PPRT s'élabore en association avec les acteurs locaux et en concertation avec le public. Pour chaque PPRT, un arrêté de prescription définit ces modalités d'élaboration, de concertation ainsi que le périmètre géographique concerné.

La commune de Friville-Escarbotin n'est concernée par aucun PPRT.

4.3.7.2 Installations classées pour la Protection de l'Environnement

Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'État.

28 ICPE sont présentes sur la commune mais aucune ne concerne la ZIP ou son AEI.

Tableau 8 : Liste des ICPE sur la commune

Numéro d'établissement	Nom établissement	Adresse 1	Régime en vigueur	Statut SEVESO	Date de dernière inspection
5102262	BEAUVAL	60 Rue Isaie Sellier	Enregistrement	Non Seveso	11/09/2024
5102244	BOUTTE DECOLLETAGE	23 RUE VOLTAIRE	Autres régimes		18/06/2025
5102242	BRICARD (friville)	36 rue henri Barbusse	Autorisation	Non Seveso	20/12/2002
5102252	CHUCHU DECAYEUX	5 rue Curie	Autorisation	Non Seveso	
5102251	COLORIS SARL (ex.LAPERCHE SAS)	30 Rue de Marechal Foch	Autorisation	Non Seveso	01/03/2007
5106065	CUISINOV ATELIER	112 rue Henri Barbusse	Non ICPE		14/06/2007
5102248	DELABIE S.A.	18, rue du maréchal Foch	Autres régimes		28/03/2012
5104049	DELAITTRE Paul	57, rue Lucien Desenclos	Autres régimes		18/06/2013
5106860	DEVISMES SERVICES AUTOMOBILES	35 rue Marius Briet	Non ICPE		21/04/2010
5102264	DUMONT CLAUDE	12 rue Jules Vallès	Enregistrement	Non Seveso	
5102250	DUMONT DECORS (ex THG)	17 rue Emile Zola	Enregistrement	Non Seveso	
58000525	EARL MARCASSAINT	63 RUE ISAIE SELLIER	Autres régimes		14/11/2024
5102239	ECLACHROME	140 rue du Général Leclerc	Enregistrement	Non Seveso	02/06/2010
5102266	ETS MARCHIO	17 RUE ARAGO	Autorisation	Non Seveso	30/06/2025

Numéro d'établissement	Nom établissement	Adresse 1	Régime en vigueur	Statut SEVESO	Date de dernière inspection
5102259	GUARESKI	45 rue Henri Barbusse	Autorisation	Non Seveso	18/02/2025
3800211	MONSIEUR PHILIPPE SUEUR	13 RUE DU GENERAL LECLERC	Autres régimes		29/01/2016
5102232	OBEE GERARD	Lieu-dit Noirville	Enregistrement	Non Seveso	15/10/2015
5102256	PARMENTIER PAROIELLE	92-94 rue du général Leclerc	Enregistrement	Non Seveso	29/04/2022
5105696	PARMENTIER Pierre	44 à 48 rue Isaie Sellier	Autres régimes		06/06/2018
5102253	SAINT GERMAIN ET STRAUB	22, place de la mairie	Autres régimes		16/02/2005
5102243	SARL AQUANDI	9 RUE LAVOISIER	Non ICPE		24/10/2024
100286502	SIVAL	59 RUE ISAIE SELLIER	Non ICPE		03/04/2025
5102240	SPEL	26 rue Léo Lagrange	Non ICPE		02/06/2017
5102230	STOP CAR (HOUSSAYE Richard SAS)	47 rue du Général Leclerc	Enregistrement	Non Seveso	02/04/2025
5102257	SURVAL (EX PETITPRE)	36, rue Pasteur	Enregistrement	Non Seveso	21/01/2020
5102258	TALLEUX STTS	145 Rue du Général Leclerc	Enregistrement	Non Seveso	16/11/2020
3802446	TB INDUSTRIE (ex PORTAC)	4 AVENUE DU PARC	Autres régimes		20/06/2022
5106383	TEM PLASTICS	43, rue du Maréchal Foch	Autres régimes		18/01/2021

4.3.7.3 Établissements polluants

La Direction Générale de la Prévention des Risques du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires recense les principaux rejets et transferts de polluants dans l'eau, l'air déclarés par certains établissements à savoir :

- Les principales installations industrielles,
- Les stations d'épuration urbaines de plus de 100 000 équivalents habitants,
- Certains élevages.

Un établissement manipulant des substances et mélanges dangereux est présent sur la commune de Friville-Escarbotin mais est localisé à distance de la ZIP :

Nom de l'établissement	Statut SEVESO
ETS MARCHIO	Non Seveso

4.3.7.4 SEVESO

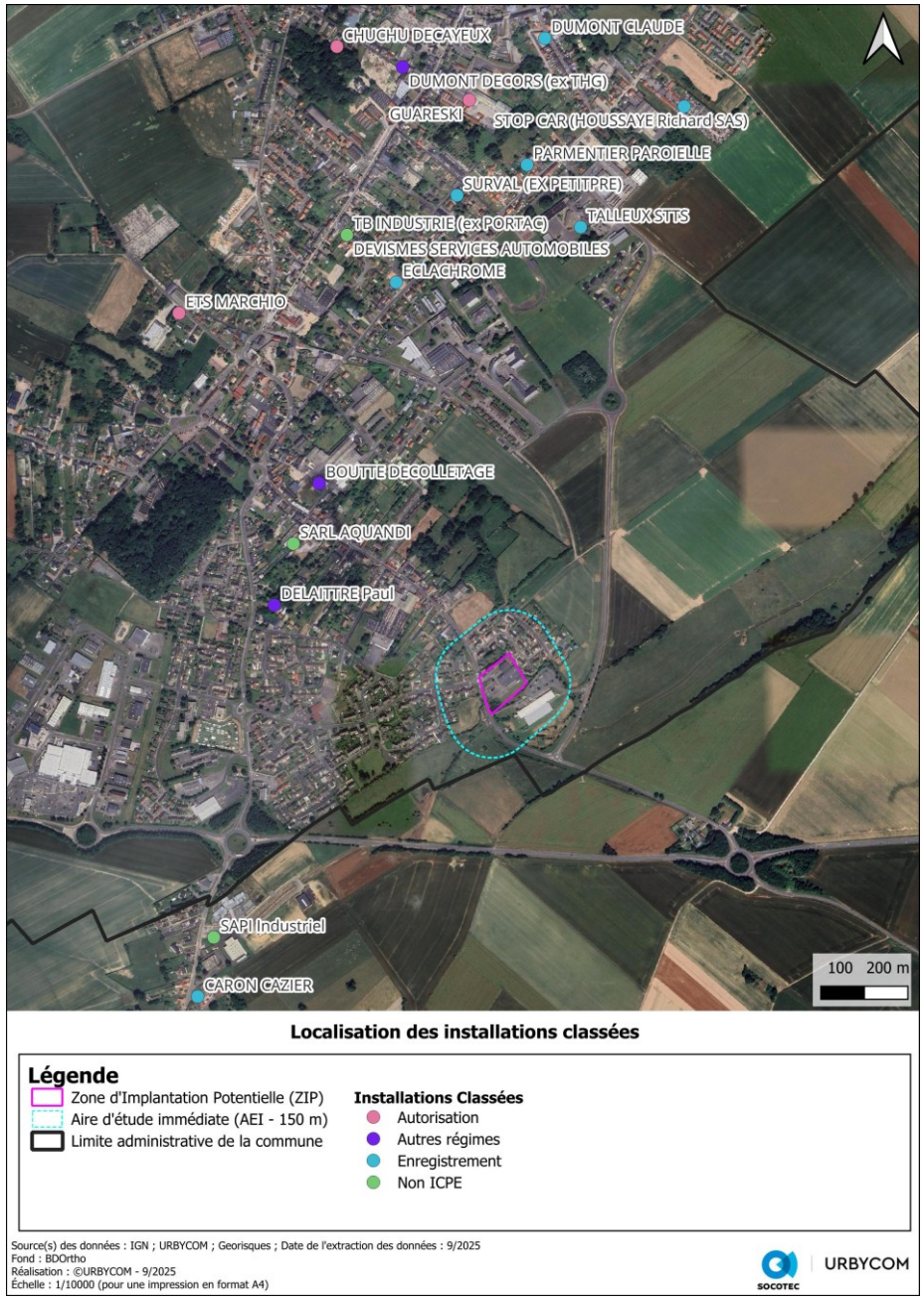
Le statut SEVESO des ICPE est introduit par la directive n° 2012/18/UE du 04/07/12 dite "SEVESO 3" entrée en vigueur en France le 1er juin 2015. Cette directive, dont l'application relève de l'Inspection des installations classées, impose de nouvelles exigences aux établissements afin de prévenir et de mieux gérer les accidents majeurs impliquant des produits chimiques dangereux.

Le statut SEVESO distingue deux types d'établissements, selon la quantité totale de matières dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation :

- Les établissements Seveso seuil haut ;
- Les établissements Seveso seuil bas.

A chacun de ces statuts correspondent des mesures de sécurité et des procédures particulières définies dans la directive Seveso III.

Aucune ICPE n'a le statut SEVESO sur la commune de Friville-Escarbotin.



Carte 20 : Localisation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

4.3.7.5 Sites et sols pollués

La pollution du sol présente un risque direct pour les personnes et un risque indirect par pollution de la nappe phréatique. Les sites pour lesquels une pollution des sols ou des eaux est avérée, faisant appel à une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif, sont inventoriés dans la base de données BASOL, réalisée par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. La carte de données BASIAS, accessible au public, répertorie les anciens sites industriels et activités de services potentiellement pollués. Il s'agit d'un inventaire historique régional, réalisé par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

4.3.7.5.1 Sites CASIAS

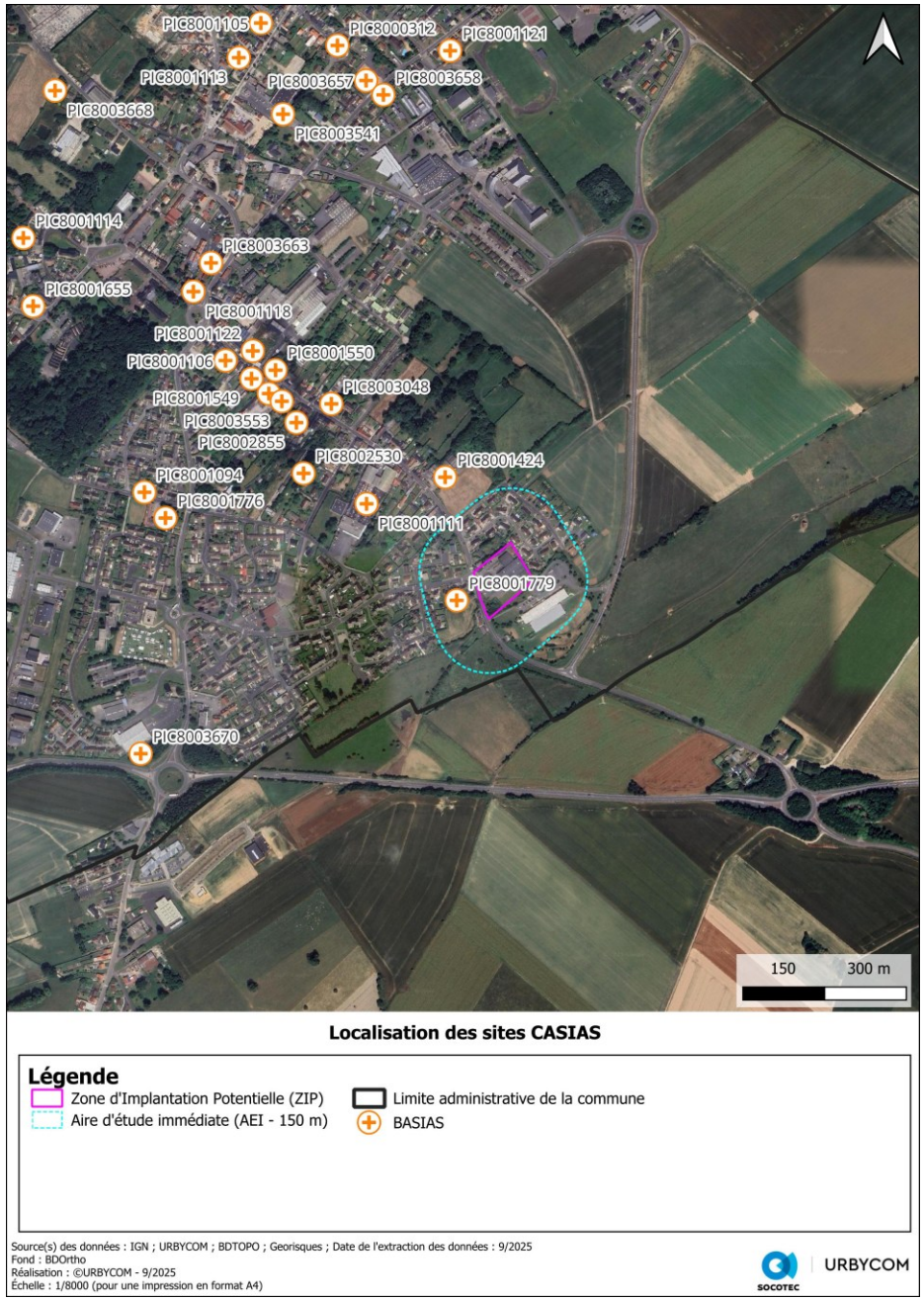
BASIAS est l'acronyme de « Base de données des anciens sites industriels et activités de services ». C'est une base de données française diffusée publiquement depuis 1999. Elle rassemble les données issues des inventaires historiques régionaux (IHR) qui recensaient des sites ayant pu mettre en œuvre des substances polluantes pour les sols et les nappes en France. L'inscription d'un site dans BASIAS ne préjuge pas de la présence ou non d'une pollution des sols : les sites inscrits ne sont pas nécessairement pollués, mais les activités s'y étant déroulées ont pu donner lieu à la présence de polluants dans le sol et les eaux souterraines. L'acronyme BASIAS a été remplacé par l'acronyme CASIAS pour « Carte des anciens sites industriels et activités de services ».

La commune de Friville-Escarbotin accueille 79 sites CASIAS.

Un site CASIAS de raison sociale « Chivot l. SARL– SSP4024245 est présent au sein de l'AEI de la ZIP.

Nous n'avons aucun renseignement sur le type d'activité principale et la période d'activité.

Aucun historique n'est renseigné sur cet établissement sur le site géorisques.



Carte 21 : Localisation des sites CASIAS

4.3.7.5.2

4.3.7.5.2 Sites BASOL

BASOL est une base constituée par le MTES, recensant les sites et sols pollués (potentiellement) nécessitant une intervention des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif. Voici la définition d'un site pollué disponible sur le site de BASOL :

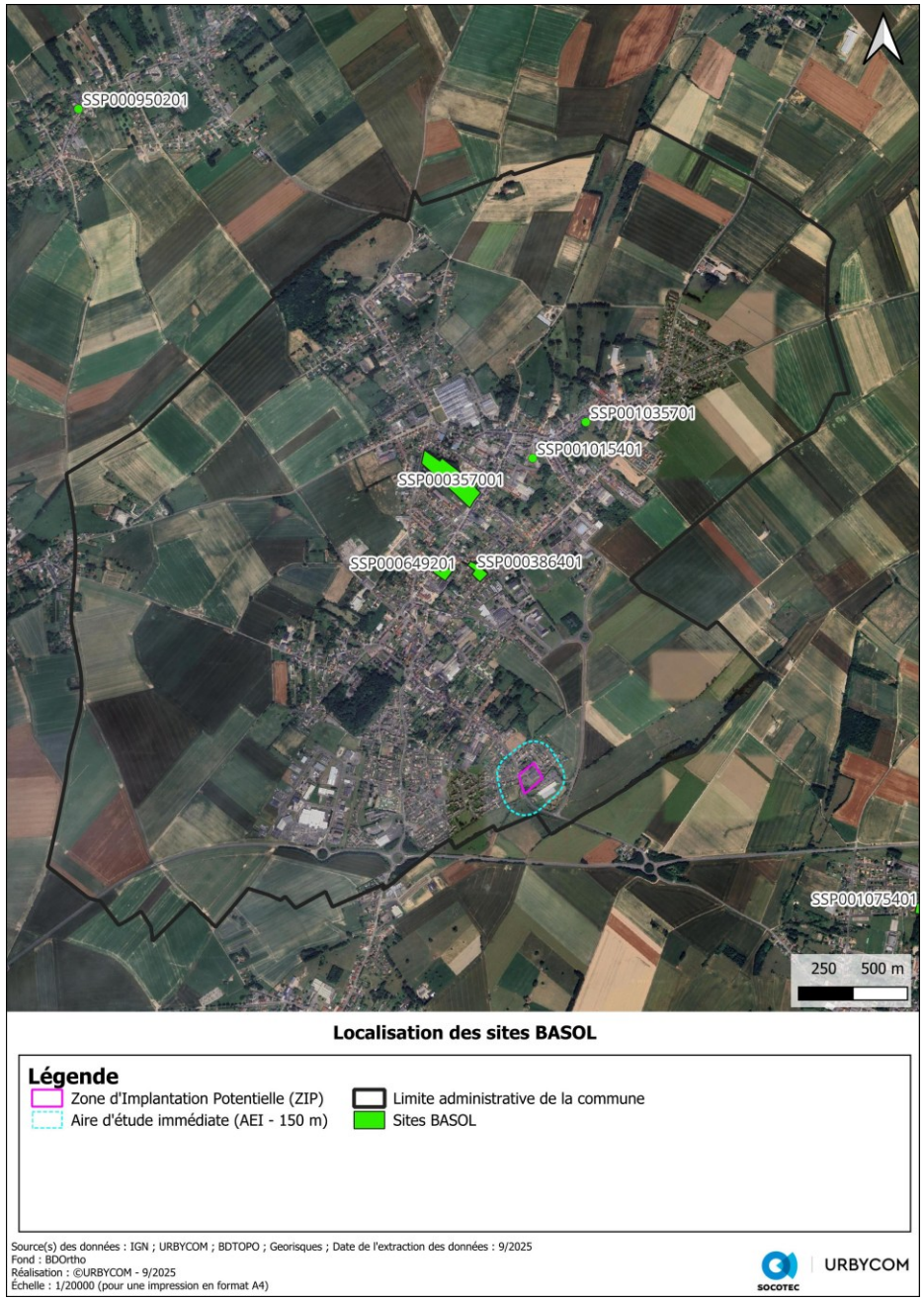
Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.

Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies. La pollution présente un caractère concentré, à savoir des teneurs souvent élevées et sur une surface réduite (quelques dizaines d'hectares au maximum). Elle se différencie des pollutions diffuses, comme celles dues à certaines pratiques agricoles ou aux retombées de la pollution automobile près des grands axes routiers.

Par l'origine industrielle de la pollution, la législation relative aux installations classées est la réglementation la plus souvent utilisée pour traiter les situations correspondantes.

7 sites BASOL sont présents sur la commune de Friville-Escarbotin mais aucun sur la ZIP ou au sein de l'AEI.

N° identifiant SSP	N° identifiant BASOL ou SIS	Nom usuel	Commune
SSP000357001			80368 FRIVILLE ESCARBOTIN
SSP000386401			80368 FRIVILLE ESCARBOTIN
SSP000649201			80368 FRIVILLE ESCARBOTIN
SSP001015401			80368 FRIVILLE ESCARBOTIN
SSP001035701			80368 FRIVILLE ESCARBOTIN
SSP001056801			80368 FRIVILLE ESCARBOTIN
SSP66449701			80368 FRIVILLE ESCARBOTIN



Carte 22 : Localisation des sites BASOL sur la commune

4.3.7.5.3 Secteurs d'information sur les sols

L'article L.125-6 du code de l'Environnement prévoit que l'État élabore, au regard des informations dont il dispose, des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS). Ceux-ci comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, **notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement.**

Le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols prévus par l'article L.125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers précise les modalités d'application, notamment les modalités de création et de diffusion des SIS. L'arrêté du 19/12/2018 fixant les modalités de la certification prévue aux articles L. 556-1 et L. 556-2 du code de l'environnement et le modèle d'attestation mentionné à l'article R. 556-3 du code de l'environnement fixe la norme de référence pour la certification des bureaux d'études délivrant les attestations garantissant la prise en compte des mesures de gestion de la pollution dans la conception du projet de construction ou d'aménagement. Il définit également le contenu du modèle d'attestation.

Les dispositions juridiques détaillées ci-dessus permettent d'améliorer l'information du public sur les sites et sols pollués par la création de ces SIS, et notamment via leur mise en ligne sur le Géoportail du ministère en charge de l'environnement sur les risques naturels et technologique, et de garantir l'absence de risque sanitaire et environnemental par l'encadrement des constructions sur de tels sites. En effet, sur un terrain répertorié sur un SIS, le maître d'ouvrage fournit dans le dossier de demande de permis de construire ou d'aménager une attestation, réalisée par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou équivalent, garantissant la réalisation d'une étude des sols et de sa prise en compte dans la conception du projet de construction ou de lotissement (cf. L.556-2 du code de l'environnement).

Le principe général d'intégration d'un terrain dans le dispositif des SIS est "qu'en l'état des connaissances à disposition de l'administration, l'état des sols apparait comme dégradés par la présence de déchets ou de substances polluantes" (rapport BRGM RP-64025-FR). Ne peuvent être considérés comme SIS que les terrains où une pollution des sols est avérée par un ou plusieurs diagnostics.

3 SIS sont référencés sur la commune. Aucun ne concerne le site d'étude ou son environnement immédiat.

N° identifiant SSP	N° identifiant BASOL ou SIS	Nom usuel	Commune
SSP000035700101	80SIS05770		80368 FRIVILLE ESCARBOTIN
SSP000038640101	80SIS06091		80368 FRIVILLE ESCARBOTIN
SSP000064920101	80SIS11105		80368 FRIVILLE ESCARBOTIN

4.3.7.6 Canalisations de matières dangereuses

Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales de sites de stockage ou de chargement.

Plusieurs canalisations de matières dangereuses sont présentes sur la commune : gaz naturel.

Le site d'étude n'est pas concerné par le passage d'une canalisation de matières dangereuses.

4.3.7.7 Transport de matières dangereuses

Ce risque est consécutif à un accident se produisant lors du transport de matières dangereuses par voie routière, ferroviaire, aérienne, voie d'eau ou canalisation. Il peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et/ou l'environnement. Les accidents peuvent se produire pratiquement n'importe où dans le département. Le Transport de Matières Dangereuses regroupe aussi bien le transport par route, voie ferrée, avion, voie fluviale et maritime que par canalisation. Comme chaque moyen de transport est très différent des autres, il existe une réglementation propre à chacun. C'est pourquoi la législation existant dans ce domaine est très abondante.

Les infrastructures de transport de matières dangereuses autre que les canalisations de matières dangereuses présentes sur le territoire de la commune sont les départementales D2, D925 et D229.

Le site d'étude ne peut être concerné par le transport de matières dangereuses car il n'est pas localisé sur les départementales citées ci-dessus.

4.3.7.8 Ligne à haute tension

Des infrastructures de transport d'électricité sont présentes sur la commune. Certains des ouvrages identifiés sont considérés comme des ouvrages stratégiques du réseau de transport d'électricité très haute tension identifiées dans le SDRIF. Elles sont indispensables à la garantie de l'alimentation électrique de la région parisienne, il est donc nécessaire de pérenniser un voisinage compatible avec leur bon fonctionnement.

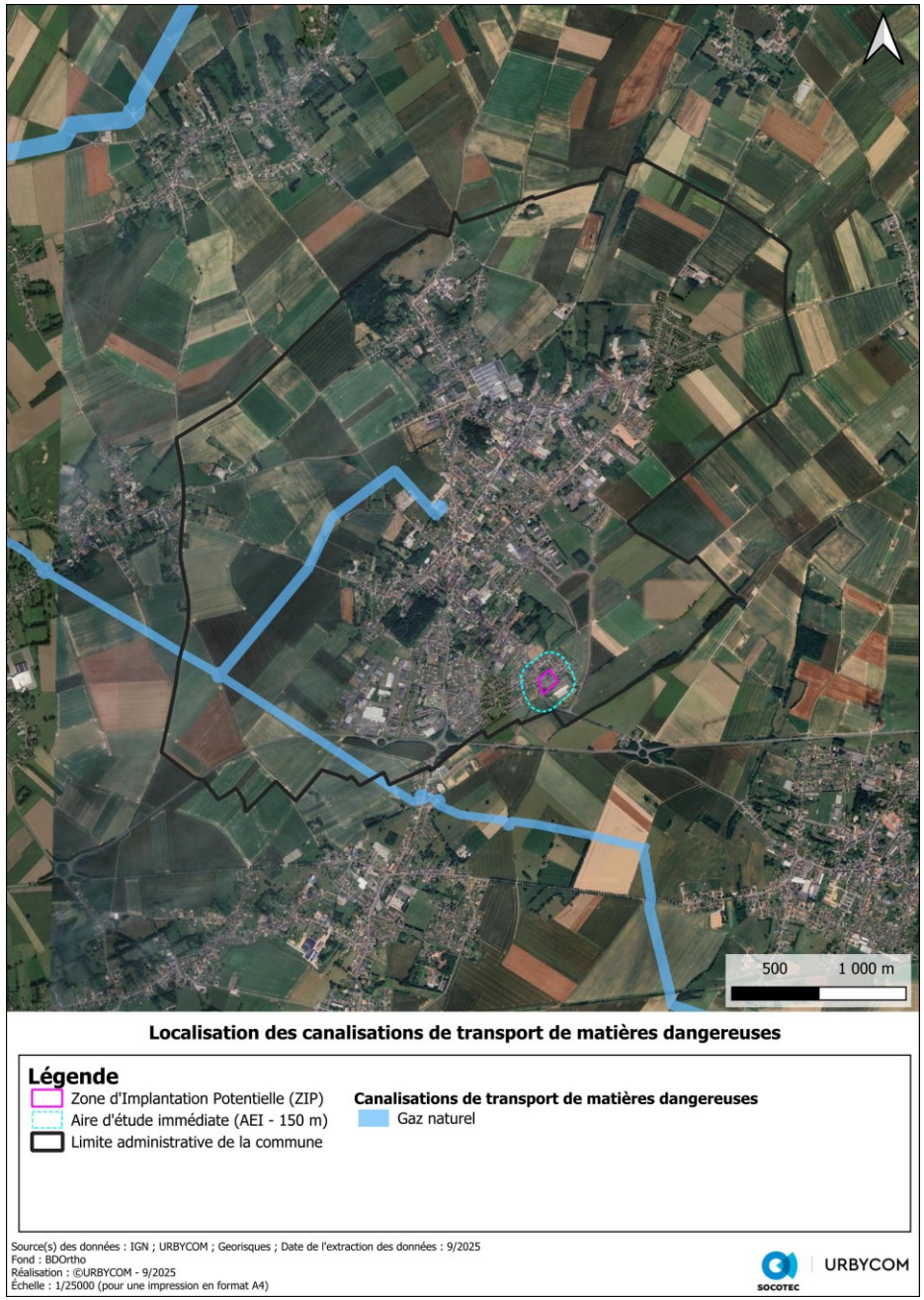
La ZIP et la commune ne sont pas concernées par le passage de lignes électriques.

Risques technologiques

Aucun PPRT sur la commune.

Site d'étude non concerné par le risque ICPE, BASOL, CASIAS, canalisations et autres transports de matières dangereuses et lignes électriques.

Enjeu négligeable



Carte 23 : Localisation des canalisations de transport de matières dangereuses

4.3.8 Bruit

4.3.8.1 Contexte

Afin de limiter l'impact des nuisances sonores sur la santé, la directive européenne n°2002/49/CE du 25 juin 2002 impose aux gestionnaires de grandes infrastructures de transport d'élaborer des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE).

Dans le cadre de l'application de la Directive Européenne 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement et de ses applications dans le droit français, les métropoles de plus de 100 000 habitants ont pour obligation d'établir et de mettre à jour tous les 5 ans les Cartes de Bruit Stratégiques (CBS) et Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) sur leur territoire. L'objectif de la Directive Européenne est triple :

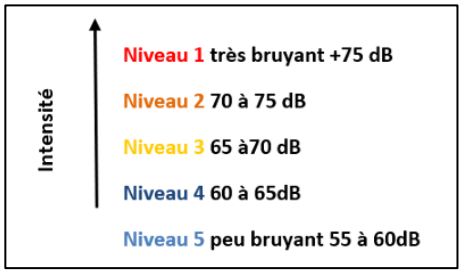
- Evaluer l'exposition au bruit de la population,
- Informer les populations sur leur niveau d'exposition,
- Mettre en œuvre des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement.

Le préfet, par arrêté, procède au classement sonore des infrastructures, après avoir pris l'avis des communes concernées.

Les infrastructures concernées sont :

- Les routes et rues écoulant plus de 5000 véhicules par jour ;
- Les voies de chemin de fer interurbaines de plus de 50 trains par jour ; les voies de chemin de fer urbaines de plus de 100 trains par jour ;
- Les voies de transports en commun en site propre de plus de 100 autobus ou rames par jour ;
- Les infrastructures en projet sont également concernées (dès publication de l'acte d'ouverture d'enquête publique ou inscription en emplacement réservé dans le PLUi ou institution d'un projet d'intérêt général).

Le classement a pour effet de définir des secteurs affectés par le bruit et d'y affecter des normes d'isolement acoustique de façade à toute construction érigée.



Le classement aboutit à la détermination du secteur de part et d'autre de la voir, où une isolation acoustique renforcée des bâtiments est nécessaire.

Les secteurs affectés par le bruit par catégorie sont les suivants :

	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Catégorie 4	Catégorie 5
Largeur affectée par le bruit	300 m	250 m	100 m	30 m	10 m

NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (6 heures-22 heures) en dB(A)	NIVEAU SONORE DE RÉFÉRENCE LAeq (22 heures-6 heures) en dB(A)	CATÉGORIE de l'infrastructure	LARGEUR MAXIMALE DES SECTEURS affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1)
L > 81	L > 76	1	d = 300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	2	d = 250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	3	d = 100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	4	d = 30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	5	d = 10 m

(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2, comptée de part et d'autre de l'infrastructure.

Les cartes stratégiques du bruit permettent d'obtenir une vision globale de la situation sonore sur l'ensemble du territoire, avec pour objectifs principaux d'informer et sensibiliser la population sur les niveaux d'exposition, d'inciter à la mise en place de politiques de prévention ou de réduction du bruit et de préserver des zones de calme. L'élaboration, à la suite de ces cartes, de Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement, visant à prévenir et réduire les niveaux de bruit, notamment dans les zones bruyantes, à préserver les zones dites « calmes » et à recenser les mesures proposées par les autorités compétentes sur le territoire en question. Cette directive ne concerne, en revanche ni le bruit des activités militaires, artisanales, commerciales ou de loisirs, ni les bruits domestiques.

Aucun PPBE n'est arrêté ou en cours d'élaboration sur la commune.

4.3.8.2 Nuisances sonores

La commune de Friville-Escarbotin est concernée par plusieurs voiries bruyantes catégorisées.

La ZIP est concernée par une voirie bruyante de catégorie 4 : la D229.

Bruit

Une partie de la ZIP est concernée par une voirie bruyante de catégorie 4 (30 m) : la D229.

Enjeu modéré

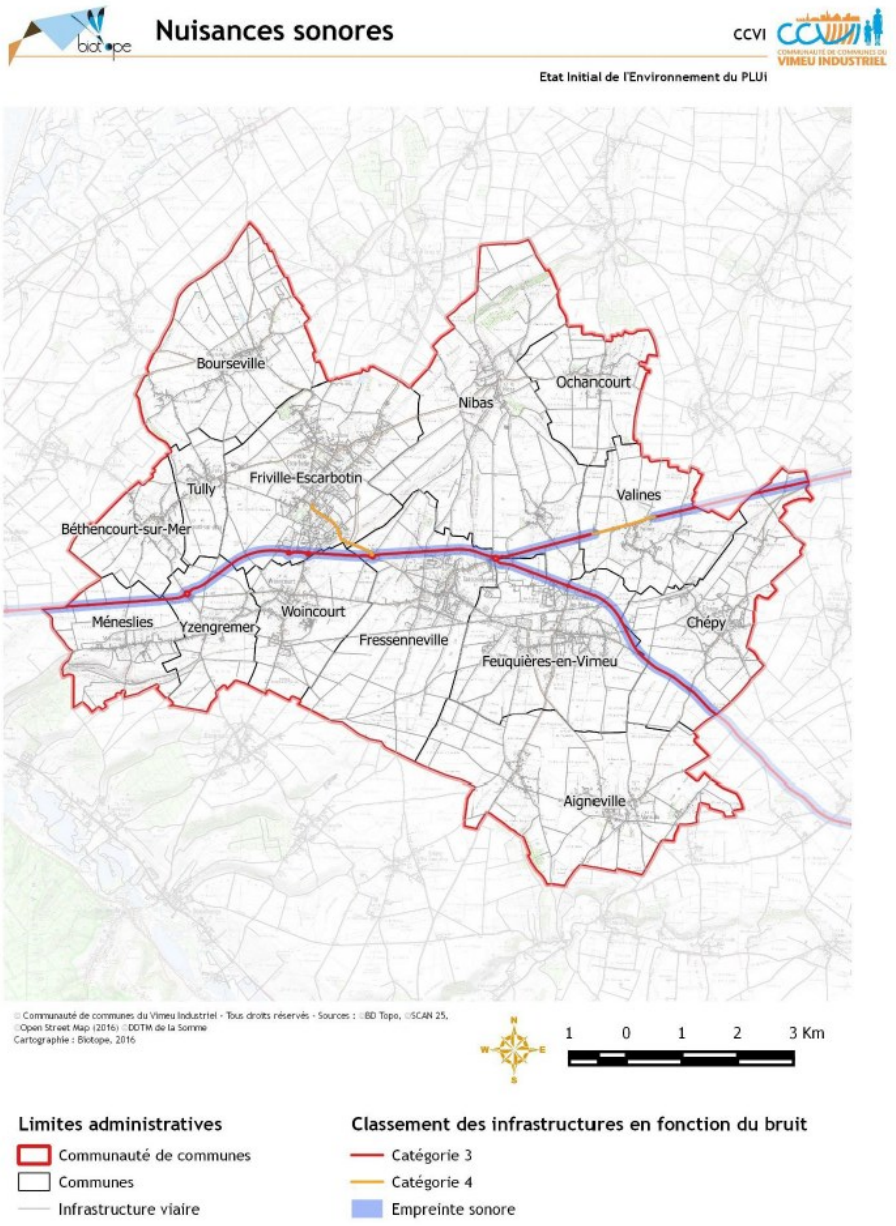
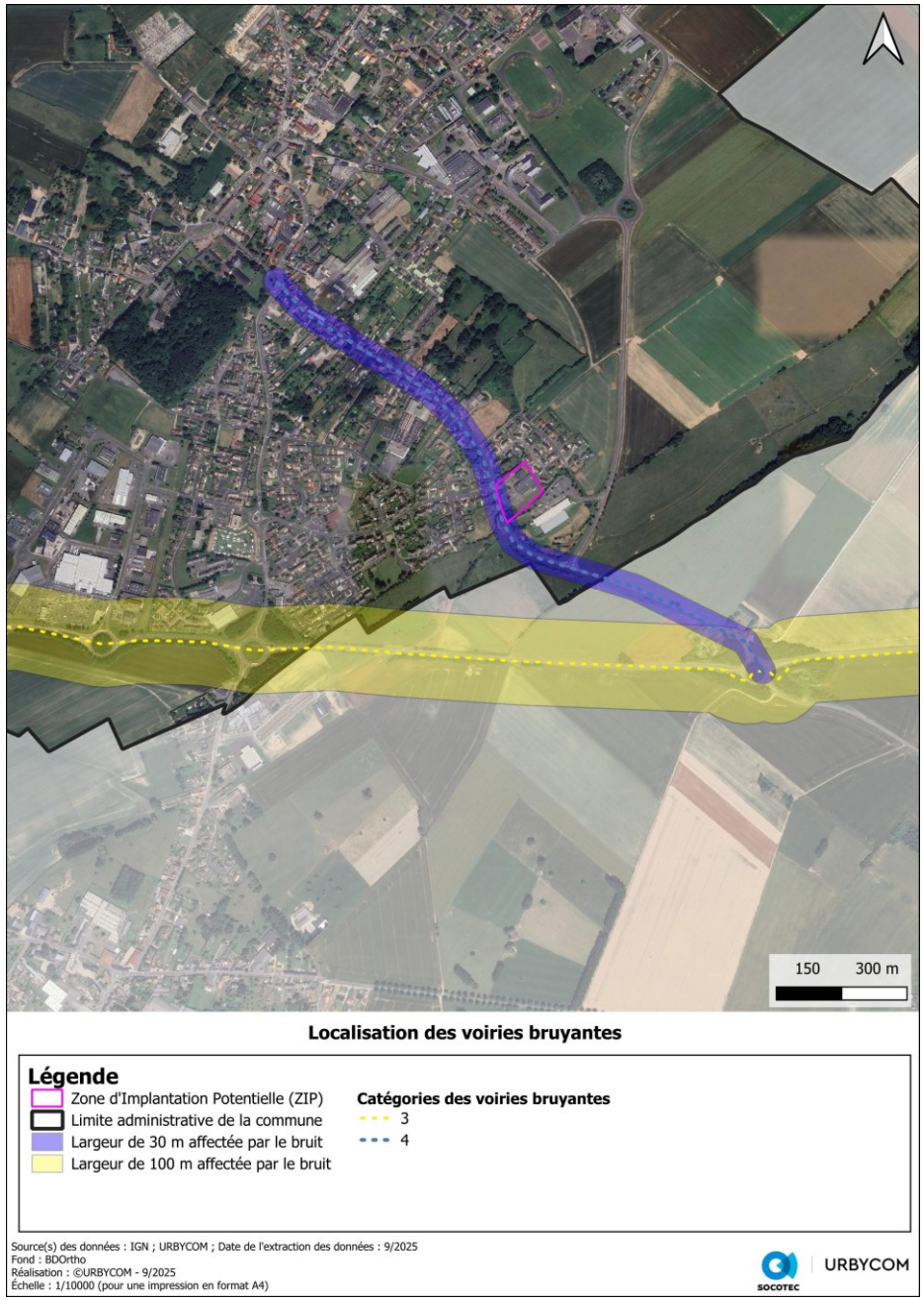


Figure 62 : Les voiries bruyantes – Source : PLUi CC du Vimeu



Carte 24 : Largeur affectée par le bruit des voiries catégorisées bruyantes

4.3.9 Servitudes

La loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme a rendu obligatoire l'annexion aux plans d'occupation des sols approuvés des servitudes d'utilité publique affectant l'occupation ou l'utilisation des sols.

La commune de Friville-Escarbotin est concernée par plusieurs Servitudes d'Utilité Publique SUP comme la servitude INT1, PT3, I3, PT2 et AC1.

Le site d'étude n'est concerné par aucune servitude d'utilité publique mais se situe en limite de la SUP PT3.

Servitude d'Utilité Publique

Le site d'étude n'est concerné par aucune servitude d'utilité publique. Il se situe en limite de la SUP PT3.

Enjeu faible

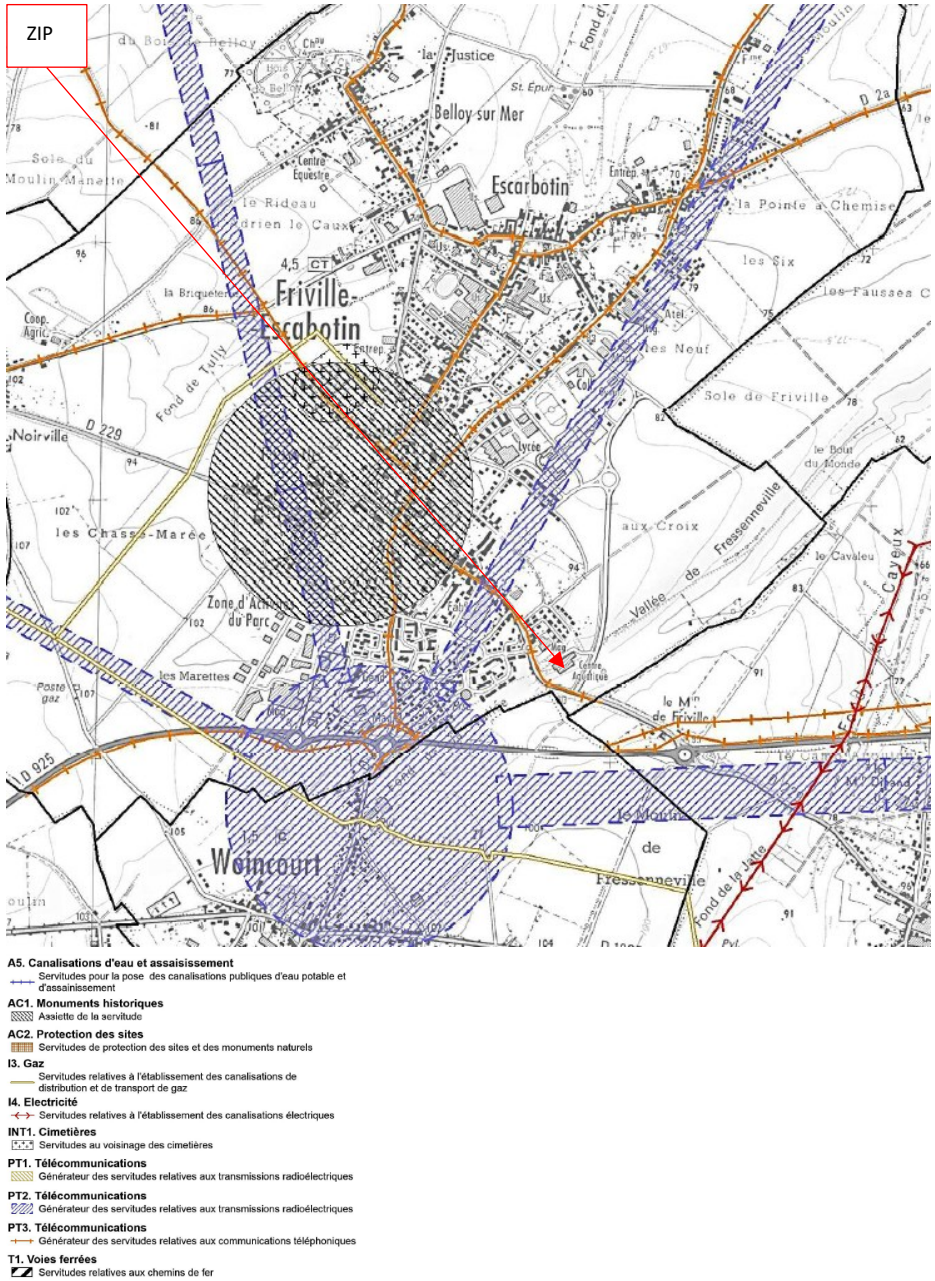


Figure 63 : Plan des SUP – Source : PLUi CC du Vimeu

4.3.10 Transport et déplacement

4.3.10.1 Accessibilité et positionnement

Située à proximité d'Abbeville, nœud routier et autoroutier de l'ouest de la Somme, la CC du Vimeu bénéficie d'une bonne accessibilité au grand territoire via deux axes principaux :

- L'autoroute A28 qui permet de rejoindre Abbeville et Rouen via Neufchâtel.
- La RD925 qui relie Doullens à Fécamp, via Abbeville et Le Tréport.

Concernant les voies de desserte plus locale, le territoire bénéficie d'un maillage de routes départementales assurant à la fois les mobilités d'ouest en est (D229) et du nord au sud (D2, D48 et D65).

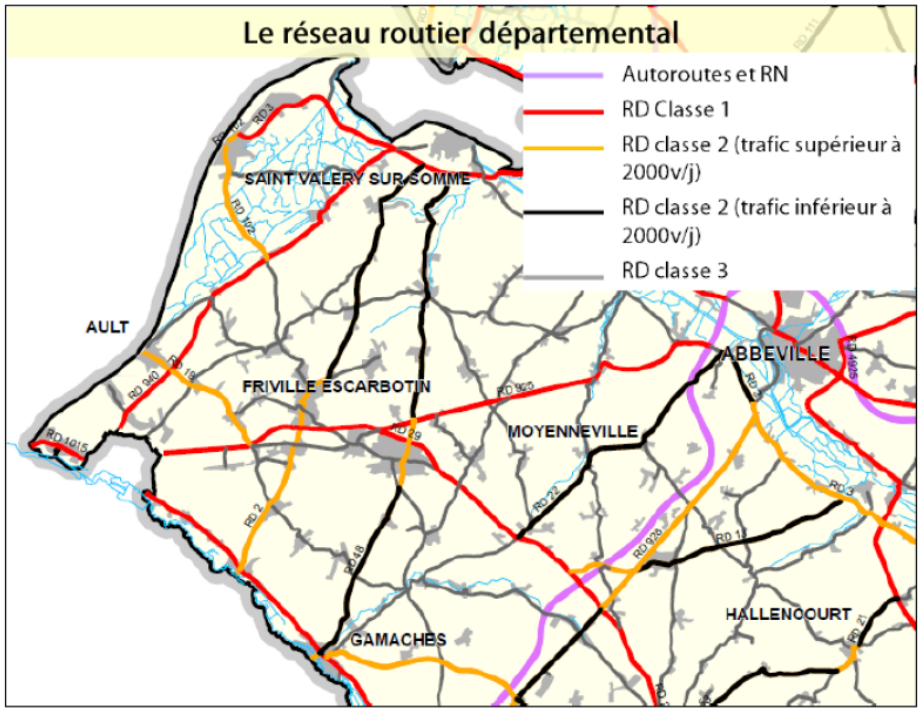


Figure 64 : Le réseau routier départemental – Source : PLUi CC du Vimeu

Le site d'étude se localise le long de la D229, en entrée de ville, il est donc bien desservi par un axe majeur de la commune et du territoire de la CC du Vimeu.

4.3.10.2 Transport en commun

Train :

La commune de Friville-Escarbotin ne possède pas de gare et n'est pas traversée par une ligne ferroviaire.

La gare la plus proche est celle de Woincourt à 2,8 km au sud (5 min en voiture depuis le site d'étude).

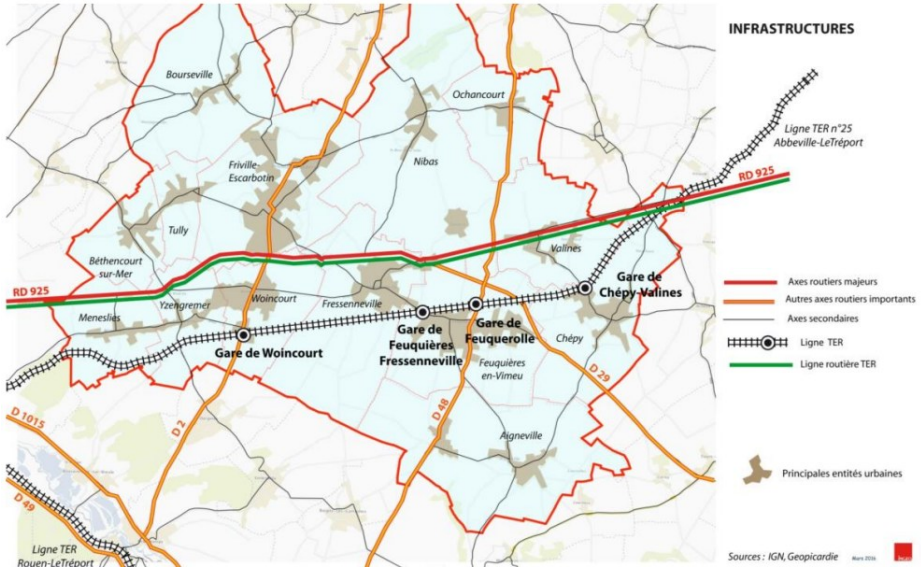


Figure 65 : Les infrastructures ferroviaires et axes routiers majeurs – Source : PLUi CC du Vimeu

Bus :

La desserte du territoire de la CC du Vimeu se fait par les lignes du réseau départemental TRANS80.

Sur la commune de Friville-Escarbotin nous observons les lignes suivantes :

- Ligne 702 Abbeville-Friville-Mers les Bains ;
- Ligne 703 Abbeville-Woincourt-Gamaches ;
- Ligne 707 Lanchères-Friville ;
- Ligne 708 Saint Valery sur Somme-Friville ;
- Ligne 751 Abbeville-Quesnoy le Montant-Friville ;
- Ligne 752 Cayeux sur Mer-Woignarue-Friville.

Les principaux arrêts de bus de la commune sont les suivants : Place Beauval, Lycée du Vimeu, Place Gilson et rue Lucien Desenclos.

Ces arrêts sont tous localisés à distance du site d'étude.

Le magasin Aldi est donc essentiellement accessible en voiture ou à pied pour les habitants du secteur.



Figure 66 : Extrait du réseau de transports en commun – Source : TRANS80

4.3.10.3 Déplacements doux et modes actifs

Déplacements sur la CC du Vimeu :

Le territoire du Vimeu est traversé par plusieurs axes cyclables structurés dont les tracés ont été pensés à l'échelle de la baie de Somme 3 Vallées. Ces circuits sont principalement dédiés aux touristes et ne correspondent pas aux pratiques de mobilité des habitants du Vimeu.

Le nord de la commune de Friville-Escarbotin est concerné par l'itinéraire balisé « Falaises et bocage ».

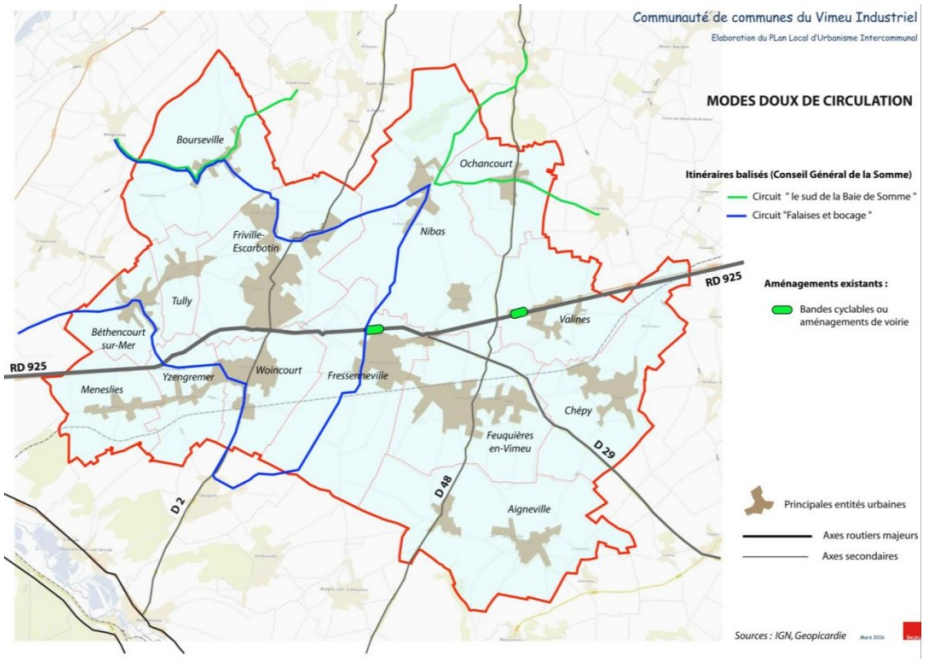


Figure 67 : Les modes doux de circulation – Source : PLUi CC du Vimeu





Déplacements doux et sécurisés autour du site d'étude :

Les abords du site d'étude sont sécurisés pour les piétons : des trottoirs bilatéraux sur l'ensemble des rues autour du site et des passages piétons aux abords du magasin et sur le giratoire.

Aucune piste ou voie cyclable n'est identifiée sur les rues d'accès au site d'étude.



Figure 68 : Trottoirs bilatéraux et passages piétons aux abords du site d'étude – Source : Googlestreetview2024

Transport et déplacement

Le site d'étude se localise le long de la D229, en entrée de ville, il est donc bien desservi par un axe majeur de la commune et du territoire de la CC du Vimeu.

Il a un positionnement stratégique : il est localisé dans une zone mixte avec des lotissements, un centre aquatique et le magasin Aldi déjà en activité.

Les arrêts de bus de la commune sont localisés à distance du site. Le magasin Aldi est donc essentiellement accessible en voiture ou à pied pour les habitants du secteur.

Les abords du site d'étude sont sécurisés pour les piétons : des trottoirs bilatéraux sur l'ensemble des rues autour du site et des passages piétons aux abords du magasin et sur le giratoire.

Aucune piste ou voie cyclable n'est identifiée sur les rues d'accès au site d'étude.

Enjeu modéré

4.4 Patrimoine et paysage

4.4.1 Analyse paysagère

L'Atlas des paysages de la Somme est en cours de réalisation.

Le territoire de la CC du Vimeu est inséré entre la vallée de la Somme (au nord) et la vallée de la Bresle (au sud) et se compose d'une mosaïque de paysages agricoles associés à une diversité de milieux naturels. Ainsi le territoire, via son paysage assure la continuité écologique vers les vallées humides ou les milieux littoraux de la Manche. Cependant, il hérite également d'un passé industriel important comme en témoigne le patrimoine bâti historique par exemple.

La ZIP est localisée dans le tissu urbain de la commune mais à distance du centre urbain historique. Aucun enjeu paysager n'est identifié à l'échelle du site.

4.4.2 Paysage autour du site

Les photographies suivantes reprennent l'environnement immédiat du site d'étude :





Figure 69 : Photographies du lotissement rue Guérin – Source : Googlestreetview août 2024



Figure 70 : Photographie du lotissement rue Claude Debussy – Source : Googlestreetview août 2024



Figure 71 : Photographie de l'entrée du centre aquatique Viméa – Source : Googlestreetview août 2024

La zone d'étude se situe à proximité de deux lotissements : celui de la rue Claude Debussy et celui de la rue Guérin et à proximité d'un équipement sportif : le centre aquatique Viméa. Notons que le site est déjà en activité.

4.4.3 Patrimoine

4.4.3.1 Monuments historiques

La loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques. Ce dispositif est codifié dans le code du patrimoine (articles L.621-30 à L.621-32 et R.621-92 à R.621-96-17). À défaut de périmètre délimité, la protection au titre des abords **s'applique aux immeubles situés dans le champ de visibilité d'un monument historique à moins de 500 mètres de celui-ci**. Ces périmètres ont vocation à être transformés en périmètres délimités des abords.

Le site d'étude n'est pas concerné par le zonage réglementaire d'un monument historique.

Un MH est recensé sur la commune : l'église de Friville-Escarbotin (chœur inscrit par arrêté du 29/12/1981).

Eglise Saint-Etienne de Friville-Escarbotin

Inscription à l'inventaire supplémentaire des M.H. : choeur.

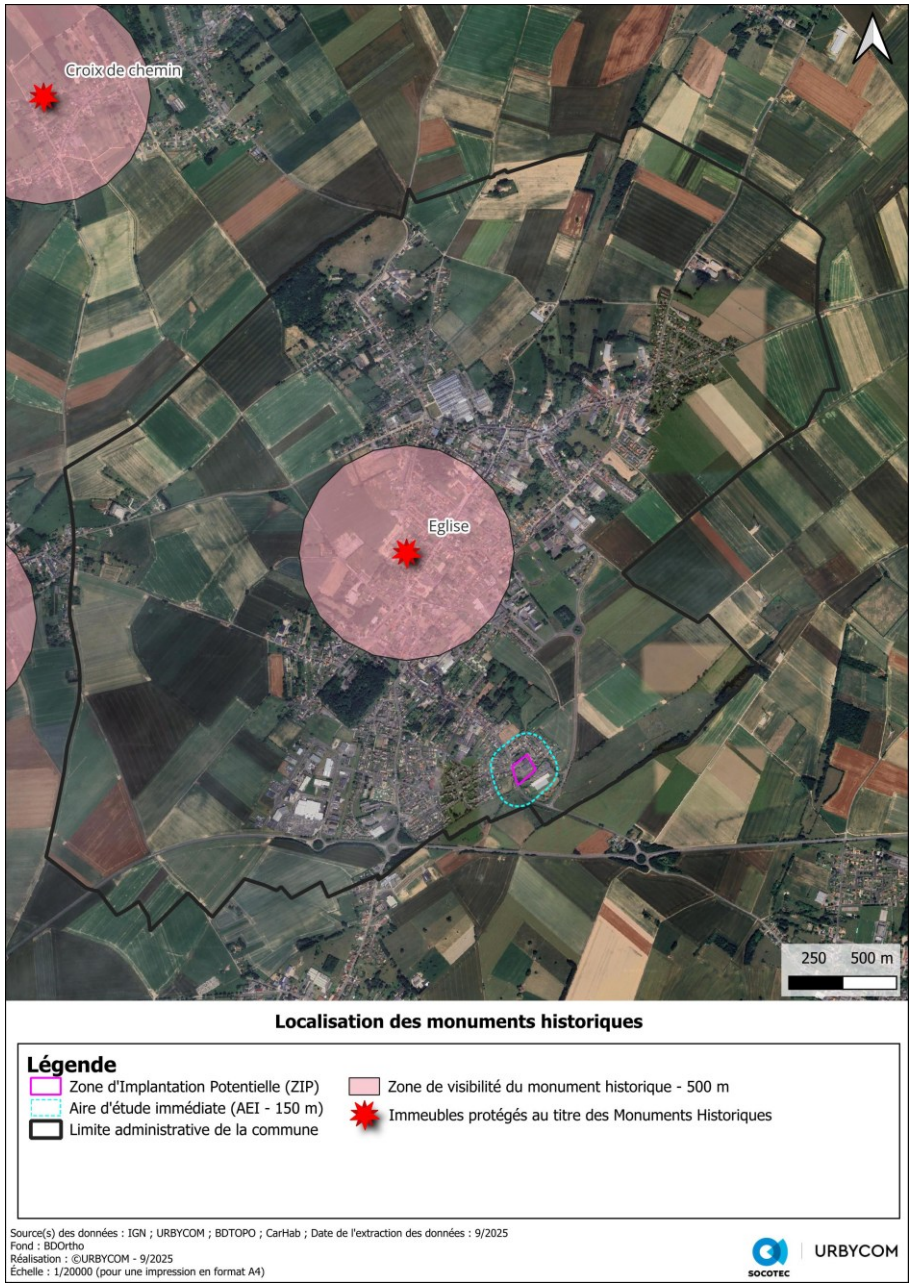
Inscrit au monument historique le 29 décembre 1981. Loi du 31-12-1913 modifiée.







Erigée principalement au XVIème siècle puis au XIXème siècle, D'importants travaux d'urgence sont effectués en 1922 et la toiture fait l'objet d'un réfection complète en 1927, puis en 1943. De cette époque, de nombreuses reprises en briques notamment sur les contreforts de l'église sont encore visibles aujourd'hui.



Carte 25 : Localisation des monuments historiques

4.4.3.2 Sites inscrits et sites classés

La Loi du 2 Mai 1930 codifiée par les articles L. 341-1 à 22 du code de l'environnement permet de préserver des sites, paysages et monuments naturels dès lors qu'ils représentent un intérêt du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Les sites sont inscrits ou classés par arrêtés et décrets. Sur environ 2500 sites classés au titre de la loi du 2 mai 1930 de protection des sites et des paysages, une centaine sont emblématiques et peuvent potentiellement être des Grands Sites de France.

La commune de Friville-Escarbotin n'est concernée par aucun site inscrit ou classé (servitude AC2).

A 1,8 km de la zone d'étude est identifié un site inscrit sur la commune de Fressenneville. Il s'agit de la Motte féodale (80-21) dont l'arrêté d'inscription date du 25 mars 1973. Cet arrêté concerne l'inscription des mottes féodales de quatre communes : Bailleul, Fressenneville, Le Translay et Vismes-au-Val. Ce site de 2,5 ha a essentiellement un intérêt historique. Aujourd'hui, le site sert de pâture.



Source : Wikipedia



Source : L'archéologie aérienne dans la France du Nord, culture.gouv.fr

Cliché de Roger Agache, 1972

Le site classé le plus proche correspond à la "Pointe du Hourdel et Cap Hornu" (80 SC 40) classé par décret du 27/07/2006 et présent à 11,3 km au nord du projet.

4.4.3.3 Biens inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO

La France compte 43 biens inscrits au patrimoine mondial : 39 biens culturels, 3 biens naturels et un bien mixte. L'inscription d'un bien sur la Liste du patrimoine mondial et les obligations qui lui sont attachées découlent d'une convention internationale de l'UNESCO, la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972, ratifiée par la France en 1975. Cette convention ne porte que sur des éléments bâtis par l'homme ou constituant naturellement un paysage. Elle est donc distincte de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003.

La commune de Friville-Escarbotin n'est pas concernée par le patrimoine mondial de l'UNESCO.

4.4.3.4 Sites patrimoniaux remarquables

Selon l'article L631-1 du code du Patrimoine, sont classés au titre des sites patrimoniaux remarquables les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. Peuvent être classés, au même titre, les espaces ruraux et les paysages qui forment avec ces villes, villages ou quartiers un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur.

Le classement au titre des sites patrimoniaux remarquables au caractère de servitude d'utilité publique affecte l'utilisation des sols dans un but de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel. Les sites patrimoniaux remarquables (SPR) se substituent aux anciens dispositifs de protection : secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) et aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP). Plus de 800 sites patrimoniaux remarquables ont été créés dès le 8 juillet 2016.

Aucune ZPPAUP (Servitude AC4) n'est présente sur la commune de Friville-Escarbotin.

4.4.3.5 Bâti d'intérêt

La commune de Friville-Escarbotin accueille de nombreux bâtiments d'intérêt mais non protégés.

Les bâtiments témoignant du passé industriel avec l'ancienne fonderie de cuivre et de bronze Hubert Acoulon, ancienne fonderie et robinetterie Niebling, puis Joseph Petit et compagnie, l'usine de serrurerie Wandrille Depoilly Joseph, puis Depoilly, puis Laperche et aujourd'hui Delabie etc.



la grille et la clôture en fer forgé ; à gauche, la conciergerie.



Vue des ateliers depuis la rue ; à l'avant plan,

Figure 72 : Usine de serrurerie Delabie – Source : PLUi CC du Vimeu

Les anciens châteaux :

- Ancien château d'Escarbotin ;
- Château de Friville ;
- Château de Belloy-sur-Mer ;
- Etc.



Figure 73 : Château de Friville – Source : PLUi CC du Vimeu

Et également les églises et chapelles :

- **à Friville-Escarbotin (Belloy) : Chapelle des Saint-Anges**



Erigée au second quart du XIXème siècle. René Belzac Laperche, propriétaire du château de Belloy et de l'usine Fleury-Depoilly-Laperche fait procéder à des modifications en 1908.

Source : PNR Baie de Somme - Trois Vallées

- **à Friville-Escarbotin : croix de cimetière**



Source : PNR Baie de Somme - Trois Vallées

Patrimoine et paysage

Aucun enjeu paysager n'est présent dans le secteur du site d'étude.

Le site n'est pas concerné par le zonage réglementaire d'un monument historique. Aucun site inscrit ou classé à proximité de la zone d'étude.

La commune de Friville-Escarbotin n'est pas concernée par le patrimoine mondial de l'UNESCO.

Aucune ZPPAUP (Servitude AC4) n'est présente sur la commune de Friville-Escarbotin.

Enjeu négligeable

5 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME ET AUTRES DOCUMENTS REGLEMENTAIRES

5.1 SCOT

Le Schéma de Cohérence Territoriale pose le cadre d'une réflexion à caractère stratégique et prospectif, intégrateur des normes supérieures, qu'il doit prendre en compte, principalement le SRADDET Hauts de France, les SDAGE Artois-Picardie et Seine-Normandie, les SAGE et les plans de gestion des risques d'inondation. Il doit permettre d'identifier les possibilités de développement et d'accueil des projets sur votre territoire en respectant les objectifs fixés aux articles L101-1 et 2 du code de l'urbanisme. Le SCoT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat, de mobilités, d'aménagement commercial et d'environnement.

Il se doit de respecter les principes du développement durable :

- Principe d'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement maîtrisé, et la préservation des espaces naturels et des paysages ;
- Principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale ;
- Principe de respect de l'environnement.

Il permet d'établir un projet de territoire qui anticipe les conséquences du dérèglement climatique et les transitions écologique, énergétique, démographique et numérique.

Le site d'étude appartient au SCOT du Pays de la Baie de Somme. Le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de la Baie de Somme entre dans sa phase finale avec l'ouverture de l'enquête publique, qui se déroulera du 29 septembre au 29 octobre 2025.

5.2 Plan Local d'Urbanisme

Le plan local d'urbanisme est un document d'urbanisme (PLU) communal ou intercommunal (PLUi) qui détermine les conditions d'aménagement et d'utilisation des sols.

Le PLU doit permettre de définir une politique locale d'aménagement, tout en gardant sa vocation d'instrument de gestion de l'espace. Expression d'un projet urbain, il est l'occasion pour la collectivité de coordonner les différentes actions d'aménagement, de privilégier le renouvellement urbain et de maîtriser l'étalement urbain et la consommation d'espaces agricoles et naturels.

La dernière procédure du PLUi du Vimeu a été approuvée le 29 janvier 2020.

La compatibilité du projet avec le zonage est visible au 3.3.3.1 Urbanisme.

5.3 SDAGE Artois-Picardie

Le territoire de la commune est concerné par le SDAGE Artois Picardie (cycle 3 pour la période 2022-2027 approuvé fin le 21 mars 2022). Le SDAGE et le SAGE, issus de la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et dont la portée a été renforcée par la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 (L.E.M.A.), sont des outils de planification et de gestion de l'eau à valeur réglementaire, établis à l'échelle des grands bassins (SDAGE) et du bassin versant (SAGE). Ces documents appliquent au territoire les obligations définies par la Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE) et les orientations du Grenelle de l'environnement.

Le SDAGE est le document de planification appelé « plan de gestion » dans la directive cadre européenne sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000. A ce titre, il a vocation à encadrer les choix de tous les acteurs du bassin dont les activités ou les aménagements ont un impact sur la ressource en eau. Ainsi, les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être « compatibles, ou rendus compatibles » avec les dispositions des SDAGE (art. L. 212-1, point XI, du code de l'environnement).

Les objectifs sont définis à l'article L.212-1 du code de l'environnement et correspondent à :

- Un bon état écologique et chimique, pour les eaux de surface, à l'exception des masses d'eau artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines ;
- Un bon potentiel écologique et à un bon état chimique pour les masses d'eau de surface artificielles ou fortement modifiées par les activités humaines ;
- Un bon état chimique et à un équilibre entre les prélèvements et la capacité de renouvellement pour les masses d'eau souterraine ;
- La prévention de la détérioration de la qualité des eaux ;
- Des exigences particulières pour les zones protégées (baignade, conchyliculture et alimentation en eau potable), afin de réduire le traitement nécessaire à la production d'eau destinée à la consommation humaine ;

- La réduction des émissions de substances prioritaires et la suppression des émissions de substances dangereuses prioritaires (R212-9 CE) ;
- L'inversion des tendances à la dégradation de l'état des eaux souterraines (R212-21-1 CE) ;
- La prévention et de limitation de l'introduction de polluants dans les eaux souterraines.

5.4 SAGE Somme aval et cours d'eau côtiers

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) est un outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à concilier la satisfaction et le développement des différents usages (eau potable, industrie, agriculture, ...) et la protection des milieux aquatiques, en tenant compte des spécificités d'un territoire. Le SAGE doit être compatible avec le SDAGE et le PGRI. Il prend également en compte, lors de son élaboration, les autres documents et outils de planification existants sur le territoire.

La CLE a été installée le 16 janvier 2012 par le Préfet de la Somme. Le SAGE est actuellement en phase de consultation. L'état des lieux et le diagnostic ont été validés en mai 2016. La CLE a validé le 1er mars 2017 la Stratégie du SAGE et le projet de SAGE le 15 mars 2018.

Le SAGE a été approuvé par arrêté préfectoral le 6 août 2019.

Le SAGE est entré en révision en 2025.

Le projet devra respecter et être compatible avec les prescriptions du SDAGE et du SAGE.

Tableau 9 : Tableau de compatibilité du projet avec le SDAGE Artois-Picardie

SDAGE 2022-2027	Intitulé	Magasin ALDI	Situation vis-à-vis de la disposition
ENJEU 1 : Préserver et restaurer les fonctionnalités écologiques des milieux aquatiques et des zones humides			
1.1 Améliorer la physico-chimie générale des milieux			
Orientation A-1	**Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux**		
Disposition A-1.1	Limiter les rejets	Le pétitionnaire s'engage à limiter les rejets : interdire le déversement de liquides polluants (eaux de lavage, huiles, solvants, détergents etc.) dans le réseau d'assainissement pluvial Le pétitionnaire s'engage à proscrire l'utilisation des produits phytosanitaires nuisibles aux milieux aquatiques (mesure d'évitement technique E3.2.a) Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier Le pétitionnaire s'engage à rendre le projet compatible avec les documents « Cadre sur l'eau » et à respecter les prescriptions du gestionnaire assainissement et la doctrine eaux pluviales	Compatible
Disposition A-1.2	Améliorer l'assainissement non collectif	Non concerné : le projet est situé sur un secteur en assainissement collectif	
Disposition A-1.3	Améliorer les réseaux de collecte	Le pétitionnaire s'engage à respecter les prescriptions du gestionnaire assainissement	
Orientation A-2	**Maîtriser les rejets par temps de pluie des surfaces imperméabilisées par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles)**		
Disposition A-2.1	Gérer les eaux pluviales	La gestion des eaux pluviales sera conforme aux contraintes du terrain (texture, perméabilité, qualité et niveau de nappe) et au règlement d'assainissement du gestionnaire	Compatible
Disposition A-2.2	Réaliser les zonages pluviaux	Non concerné	
Orientation A-3	**Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire**		
Disposition A-3.1	Continuer à développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates	Non concerné	Compatible
Disposition A-3.2	Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs environnementaux		
Disposition A-3.3	Mettre en œuvre les Plans d'Action Régionaux (PAR) en application de la directive nitrates		
Orientation A-4	**Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer**		
Disposition A-4.1	Limiter l'impact des réseaux de drainage	Non concerné Aucun fossé ni réseau de drainage au droit du projet La zone est ouverte à l'urbanisation au PLUi CC du Vimeu (zone UE)	Compatible
Disposition A-4.2	Gérer les fossés les aménagements d'hydraulique douce et des ouvrages de régulation		
Disposition A-4.3	Limiter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage		
Disposition A-4.4	Conserver les sols		

1.2 Préserver et améliorer la qualité des habitats naturels			
Orientation A-5	**Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée**		
Disposition A-5.1	Définir les caractéristiques des cours d'eau	Non concerné L'incidence des travaux réalisés sur le(s) cour(s) ou le(s) voie(s) d'eau est nulle Aucun prélèvement temporaire ou permanent d'eau de nappe n'est envisagé en phase travaux ou en phase exploitation	Compatible
Disposition A-5.2	Préserver l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau		
Disposition A-5.3	Mettre en œuvre des plans pluriannuels de restauration et d'entretien des cours d'eau		
Disposition A-5.4	Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques		
Disposition A-5.5	Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux		
Disposition A-5.6	Limiter les pompages risquant d'assécher, d'altérer ou de saliniser les milieux aquatiques		
Disposition A-5.7	Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif		

Orientation A-6	**Assurer la continuité écologique et sédimentaire**		
Disposition A-6.1	Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale	Non concerné : Aucun cours d'eau au sein du site d'étude	Compatible
Disposition A-6.2	Assurer, sur les aménagements hydroélectriques nouveaux ou existants, la circulation des espèces et des sédiments dans les cours d'eau		
Disposition A-6.3	Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs environnementaux		
Disposition A-6.4	Prendre en compte les différents plans de gestion piscicoles		
Orientation A-7	**Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité**		
Disposition A-7.1	Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques	Non concerné : Aucun cours d'eau au sein du site d'étude Si présence avérée de plusieurs espèces exotiques envahissantes sur le site : Des mesures seront prises en phase chantier pour lutter et limiter les risques de dispersion et/ou d'introduction d'espèces végétales exotiques envahissantes durant les travaux	Compatible
Disposition A-7.2	Limiter la prolifération d'espèces exotiques envahissantes		
Disposition A-7.3	Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau		
Disposition A-7.4	Inclure les fonctionnalités écologiques dans les porter à connaissance		
Disposition A-7.4	Identifier et prendre en compte les enjeux liés aux écosystèmes aquatiques		
Orientation A-8	**Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrière**		
Disposition A-8.1	Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières	Non concerné : aucune carrière au sein du site d'étude	Compatible
Disposition A-8.2	Remettre les carrières en état après exploitation		
	1.3 Agir en faveur des zones humides		
Orientation A-9	**Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité**		
Disposition A-9.1	Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE	Aucune zone à dominante humide (ZDH) dans l'emprise du projet ou à proximité	Compatible
Disposition A-9.2	Gérer les zones humides		
Disposition A-9.3	Prendre en compte les zones humides dans les documents d'urbanisme		

Disposition A-9.4	Eviter les habitations légères de loisirs dans l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau	Le site du projet est artificialisé (bâtiments, voiries et surfaces en dur) sur la totalité de la zone aménagée pour le futur magasin	
Disposition A-9.5	Mettre en œuvre la séquence « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau		
1.4 Connaître et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses			
Orientation A-10	**Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles**		
Disposition A-10.1	Améliorer la connaissance des micropolluants	Non concerné	Compatible
Orientation A-11	**Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants**		
Disposition A-11.1	Adapter les rejets de micropolluants aux objectifs environnementaux	Limitation des produits d'entretien des voiries et de la végétation Interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires nuisible aux milieux aquatiques (espaces verts) Prise de précautions en phases chantier Entretien et suivi régulier et rigoureux des ouvrages d'assainissement pluviaux (phase travaux et exploitation) Le projet induit la mise en place de mesures de gestion des eaux pluviales et des eaux usées afin de limiter le risque de pollution des nappes et des cours d'eau	Compatible
Disposition A-11.2	Maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations		
Disposition A-11.3	Eviter d'utiliser des produits toxiques		
Disposition A-11.4	Réduire à la source les rejets de substances dangereuses		
Disposition A-11.5	Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires		
Disposition A-11.6	Se prémunir contre les pollutions accidentelles		
Disposition A-11.7	Caractériser les sédiments avant tout curage ou retrait		
Disposition A-11.8	Construire des plans spécifiques de réduction de pesticides à l'initiative des SAGE		
Orientation A-12	**Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués**		
Aucun site BASOL, CASIAS ou SIS sur l'emprise du projet Le site est déjà aménagé Le maitre d'ouvrage s'engage à réaliser l'ensemble des études géotechniques et étude de caractérisation de pollution nécessaire à l'identification et à la gestion d'une potentielle pollution sur la zone d'étude Un diagnostic de gestion des déchets de démolition sera également réalisé			Compatible

ENJEU 2 : GARANTIR UNE EAU POTABLE EN QUALITE ET EN QUANTITE SATISFAISANTE			
2.1 Protéger la ressource en eau contre les pollutions			
Orientation B-1	**Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE**		
Disposition B-1.1	Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir	Le site d'étude n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage ou de champs de captant, ni dans une aire d'alimentation des captages Des mesures aussi bien en phase chantier qu'en phase exploitation seront prises pour éviter toute incidences négatives sur la ressource en eaux souterraine	Compatible
Disposition B-1.2	Préserver les aires d'alimentation des captages		
Disposition B-1.3	Reconquérir la qualité de l'eau des captages prioritaires		

Disposition B-1.4	Établir des contrats de ressources	Non concerné	
Disposition B-1.5	Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentations de captages	Le site est situé en zone urbanisable (zone UE)	
Disposition B-1.6	En cas de traitement de potabilisation, reconquérir la qualité de l'eau	Non concerné	
Disposition B-1.7	Maîtriser l'exploitation du gaz de couche	Non concerné	
2.2 Améliorer la gestion de la ressource en eau			
Orientation B-2	**Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau**		
Disposition B-2.1	Améliorer la connaissance et la gestion de la ressource en eau	Non concerné	Compatible
Disposition B-2.2	Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place	Non concerné : réalisé par les collectivités dans le cadre des PLUi	
Disposition B-2.3	Définir un volume disponible	Non concerné	
Disposition B-2.4	Définir une durée des autorisations de prélèvements	Non concerné	
Orientation B-3	**Inciter aux économies d'eau et à l'utilisation des ressources alternatives**		
Disposition B-3.1	Inciter aux économies d'eau	Non concerné : réalisé par les collectivités	Compatible
Disposition B-3.2	Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible	Non concerné	
Disposition B-3.3	Etudier le recours à des ressources complémentaires pour l'approvisionnement en eau potable	Non concerné	
Orientation B-4	**Anticiper et assurer une gestion de crise efficace, en prévision, ou lors des étiages sévères**		
Disposition B-4.1	Respecter les seuils hydrométriques de crise de sécheresse	Non concerné	Compatible
2.3 Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable			
Orientation B-5	**Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable**		
Disposition B-5.1	Limiter les pertes d'eau dans les réseaux de distribution	Non concerné : réalisé par le gestionnaire du réseau	Compatible
2.4 Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères			
Orientation B-6	**Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères**		
Disposition B-6.1	Associer les structures belges à la réalisation des SAGE frontaliers	Non concerné	Compatible
Disposition B-6.2	Organiser une gestion coordonnée de l'eau au sein des Commissions Internationales	Non concerné	

ENJEU 3 : S'APPUYER SUR LE FONCTIONNEMENT NATUREL DES MILIEUX POUR PREVENIR ET LIMITER LES EFFETS NEGATIFS DES INONDATIONS
3.1 Prévenir et gérer les crues, inondations et submersions marines

Orientation C-1	**Limiter les dommages liés aux inondations**		
Disposition C-1.1	Préserver le caractère inondable des zones identifiées	L'emprise du projet ne se situe pas dans le lit majeur d'un cours d'eau, il n'est donc pas concerné par le risque d'inondation ou par une zone d'expansion de crue	Compatible
Disposition C-1.2	Préserver et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues		
Orientation C-2	**Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues**		
Disposition C-2.1	Ne pas aggraver les risques d'inondations	Les mesures nécessaires seront mises en place pour ne pas aggraver les risques d'inondations (gestion quantitative des eaux pluviales) Objectif : Rechercher la neutralité hydraulique du projet / Ne pas aggraver la situation hydraulique existante	Compatible
	3.2 Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau		
Orientation C-3	**Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants**		
Disposition C-3.1	Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versants	Non concerné	Compatible
Orientation C-4	**Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau**		
Disposition C-4.1	Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme	Non concerné	Compatible

ENJEU 5 : METTRE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES COHERENTES AVEC LE DOMAINE DE L'EAU			
5.1 Renforcer le rôle des SAGE			
Orientation E-1	**Renforcer le rôle des Commissions Locales de l'Eau (CLE) des SAGE**		
Disposition E-1.1	Faire un rapport annuel des actions des SAGE	Non concerné : orientation réalisée par les administrations	Compatible
Disposition E-1.2	Développer les approches inter SAGE		
Disposition E-1.3	Sensibiliser et informer sur les écosystèmes aquatiques au niveau des SAGE		
5.2 Assurer la cohérence des politiques publiques			
Orientation E-2	**Permettre une meilleure organisation des moyens et des acteurs en vue d'atteindre les objectifs environnementaux**		
Disposition E-2.1	Mener des politiques d'aides publiques concourant à réaliser les objectifs environnementaux du SDAGE et du document stratégique de la façade maritime Manche Est – mer du Nord (DSF MEMNor), ainsi que les objectifs du PGRI	La société Aldi est ouverte pour échanger avec les autorités compétentes sur des optimisations possibles et communiquera sur demande les diverses données en lien avec les sols et eau sur le site	Compatible
Disposition E-2.2	Viser une organisation du paysage administratif de l'eau en s'appuyant sur la Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE)		
Disposition E-2.3	Renforcer la prise en compte de l'évaluation des politiques publiques de l'eau		

5.3 Mieux connaître et mieux informer			
Orientation E-3	**Former, informer et sensibiliser**		
Disposition E-3.1	Soutenir les opérations d formation et d'information sur l'eau	Non concerné : orientation réalisée par les administrations	Compatible
Orientation E-4	**Adapter, développer et rationaliser la connaissance**		
Disposition E-4.1	Acquérir, collecter, bancariser, vulgariser et mettre à disposition les données relatives à l'eau	La société Aldi est ouverte pour échanger avec les autorités compétentes sur des optimisations possibles et communiquera sur demande les diverses données en lien avec les sols et eau sur le site	Compatible
Disposition E-4.2	S'engager dans une gestion patrimoniale	Non concerné	Compatible
5.4 Tenir compte du contexte économique et social dans l'atteinte des objectifs environnementaux			
Orientation E-5	**Tenir compte du contexte économique dans l'atteinte des objectifs**		
Disposition E-5.1	Développer les outils économiques d'aide à la décision	Non concerné : orientation réalisée par les administrations	Compatible
Disposition E-5.2	Renforcer l'application du principe pollueur-payeur	Non concerné	Compatible
Disposition E-5.3	Renforcer la tarification incitative de l'eau	Non concerné	Compatible

5.5 S'adapter au changement climatique et préserver la biodiversité		
Orientation E-6	**S'adapter au changement climatique** Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, physique ou morale), intègrent l'adaptation au changement climatique à leurs activités : installations, ouvrages, travaux, documents, études et plans	
	Nouveau bâtiment plus économe en consommation énergétique : pompe à chaleur et panneaux solaires en toiture	Compatible
Orientation E-7	**Préserver la biodiversité** Les maîtres d'ouvrage (personne publique ou privée, physique ou morale), intègrent la protection et l'amélioration de la biodiversité à leurs activités : installations, ouvrages, travaux, documents, études et plans	
	Le projet est situé en zone urbaine, sur une zone d'étude totalement aménagée et artificialisée accueillant déjà un magasin Aldi Le projet prévoit d'aménager les espaces verts en pleine-terre et avec des espèces végétales locales 36 arbres de hautes tiges et ou à large canopée sont plantés ainsi que 82 ml de haie basse fleurie, 60 ml de haie basse et 87 ml de haie libre	Compatible

6 IMPACTS ET MESURES

Tableau 10 : Synthèse des enjeux, impacts et mesures

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
Topographie	**Enjeu négligeable** La topographie naturelle du terrain parcellaire est en pente vers le sud-est. Le bassin versant de la parcelle du projet est isolé (pente naturelle et tissu urbain périphérique assainis). Enjeu pour le projet : Respecter la topographie initiale afin de limiter les déblais et remblais éventuels. Intégrer la topographie au choix de l'écoulement préférentiel des eaux pluviales de ruissellement.	**Impacts** Le niveau naturel du terrain actuel ne sera pas modifié : site déjà aménagé par un magasin Aldi en activité. Le projet prévoit la bonne réalisation des accès PMR (pente inférieure à 5 %) ainsi que le bon écoulement des eaux pluviales sur l'aire de stationnement (pente maximale de 2 %). **Mesures** **Mesure de réduction technique R2.1.c** : Réutilisation des terres lors des opérations de décapage des terrains pour les aménagements d'espaces verts. **Mesures de réduction technique R2.1a et géographique R1.1a** : Éviter les mouvements de terres et les passages répétés et inconsidérés des engins de travaux pouvant entraîner des modifications sur le ruissellement des eaux notamment au droit des ouvrages de gestion des eaux pluviales. Logique de bassins versants à prendre en compte dans la conception des ouvrages hydrauliques du projet, assurer la transparence hydraulique du projet. La gestion des matériaux sera optimisée en cherchant à avoir un équilibre déblais-remblais. Les études géotechniques seront réalisées afin d'adapter les systèmes de fondations (bâtiment et VRD) et adapter le mode et de gestion des eaux pluviales aux propriétés des sols en places (qualité, perméabilité, nappe)
Géologie	**Enjeu faible** Selon la bibliographie, le site est caractérisé par des Limons des plateaux sur pentes, localement glissés, encore en liaison avec les formations en place – LP(a). Ce dernier est aménagé et est dans un premier temps recouvert de remblais d'épaisseur variable issu de l'aménagement du site (Anthroposols). Enjeu pour le projet : Adapter les modes de gestion des eaux pluviales et usées selon les capacités d'infiltration du site.	**Impacts** Aucun impact négatif : site déjà aménagé par un magasin Aldi en activité. **Mesures** Des études géotechniques seront réalisées sur site afin de déterminer la nature du sol et les modes de gestion des eaux pluviales et usées selon les capacités d'infiltration du site. Les études G2PRO à G4 seront engagées également. Un diagnostic de gestion des déchets de démolition sera également réalisé.
Climat-Météorologie	**Enjeu faible** La commune est sous l'influence d'un climat maritime. La présence de la mer à proximité, la configuration du plateau du Vimeu, les conditions d'ensoleillement ou encore l'exposition aux vents dominants explique en majeure partie le climat local relativement doux bien qu'humide et venteux de la Picardie Maritime. Ce dernier s'adoucit au fur et à mesure que l'on se dirige vers l'intérieur des terres. Les amplitudes thermiques sont peu nuancées. L'ensemble de la Picardie Maritime subit une influence forte des vents d'ouest et sud-ouest (brises	**Impacts** Impact négligeable car le projet est réalisé en lieu et place d'un site déjà aménagé et entièrement artificialisé (magasin Aldi déjà en activité) dans un secteur fortement urbanisé. **Mesures favorables du projet** Nouveau bâtiment plus économe en consommation énergétique : pompe à chaleur et panneaux solaires en toiture. Il est conforme à la RT2012 – voir **Annexe supplémentaire 02.** 36 arbres de hautes tiges et ou à large canopée sont plantés ainsi que 82 mètres linéaires de haie basse fleurie, 60 mètres linéaires de haie basse parfumée et 87 mètres linéaires de haie libre.

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
	de mer et brise de terre), des conditions salines des embruns, des précipitations assez fréquentes et régulières. A l'horizon 2050, les températures, les précipitations, le nombre de jours avec sol sec et le nombre de jours en vague de chaleur augmenteront. A l'inverse, le nombre de jours en vague de froid diminuera.	Le maître d'ouvrage s'engage à planter et semer des espèces locales. Les espaces verts de pleine-terre du projet représenteront 3 446 m² soit 42,79 % de l'emprise foncière du projet. Le projet va permettre une plus-value qualitative paysagère et environnementale du site. 4 bornes de recharge pour véhicules électriques seront installées et 10 places seront prééquipées. Mise en place d'un parc à vélo sous l'auvent à l'entrée du magasin avec arceaux.
Masse d'eau souterraine	**Enjeu faible** Aucun captage ou périmètre de protection et aucune Aire d'Alimentation de Captages ne concerne la ZIP ou la commune. Bon état quantitatif de la nappe souterraine mais non atteinte du bon état chimique. Forte vulnérabilité de la nappe de la craie. Enjeu pour le projet : Rendre le projet compatible avec les documents « Cadre sur l'eau ». Respecter les prescriptions du gestionnaire assainissement. Assurer/pérenniser la gestion des eaux usées et des eaux pluviales sur le site. Intégrer la vulnérabilité du sol et de la nappe au choix de principe de gestion des eaux pluviales et aux choix de fondations/constructions souterraines. Ne pas dégrader la qualité des eaux souterraines.	**Impacts eaux souterraines et eaux superficielles** Pollution chronique, saisonnière et accidentelle possible. **Impacts eaux superficielles** Aucun impact direct quantitatif sur la masse d'eau superficielle (hors du lit mineur et majeur de cours d'eau). **Mesures** Interdire le déversement de liquides polluants (eaux de lavage, huiles, solvants, détergents…) dans le réseau pluvial. **Mesure d'évitement technique E3.2a** : Le pétitionnaire s'engage à proscrire l'utilisation des produits phytosanitaires nuisibles aux milieux aquatiques. **Mesure d'accompagnement A6.1a :** Organisation administrative du chantier. **Mesure d'évitement technique en phase travaux E3.1.a :** Absence de rejet dans le milieu naturel. **Mesure de réduction R2.1d :** Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier. **Mesure de réduction : R2.1r - Dispositif de repli du chantier :** A l'issu des travaux, le chantier sera replié. **Mesure R2.2q Dispositif de gestion et traitement des eaux pluviales :** Le projet doit privilégier des modes de gestion durables (GIEP) en retenant des dispositifs alternatifs au rejet superficiel lorsque les contraintes de sol l'autorisent. Par la création d'ouvrage de stockage infiltrant et/ou de rejet a débit de fuite limité au réseau, le projet aura un impact quantitatif positif. Interdire le déversement de liquides polluants (eaux de lavage, huiles, solvants, détergents…) dans le réseau pluvial. Le maître d'ouvrage s'engage à réaliser les études géotechniques nécessaires. Un diagnostic de gestion des déchets de démolition sera également réalisé.
Masse d'eau superficielle	**Enjeu faible** Projet situé à distance de tout cours d'eau. Le projet se situe au sein de la masse d'eau FRAR12 Canal maritime. Objectif de bon état chimique en 2033 et bon état écologique de la masse d'eau. Site desservi par un réseau d'assainissement public séparatif EU et EP.	
Zone humide	**Enjeu négligeable** Aucune Zone à Dominante Humide ou Zone humide du SDAGE, du SAGE à proximité du site d'étude. Le site est constitué par des Anthroposols (terrains aménagés, remaniés : remblais / plate-forme technique) et la probabilité d'existence de zone humide est très peu probable.	**Aucun impact** Site artificialisé à 100 % et aménagé. Anthroposol sur tout le site. **Mesures** Aucune mesure nécessaire.
Qualité de l'air	**Enjeu négligeable** Aucun des polluants atmosphériques faisant l'objet d'une surveillance dans le secteur de la commune ne dépasse les valeurs limites ou les objectifs.	**Impacts** Impact négligeable car le projet est réalisé en lieu et place d'un site déjà aménagé et entièrement artificialisé (magasin Aldi déjà en activité) dans un secteur fortement urbanisé. **Mesures favorables du projet**

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
	Enjeu pour le projet : ne pas générer des activités entrainant une dégradation de la qualité de l'air.	Nouveau bâtiment plus économe en consommation énergétique : pompe à chaleur et panneaux solaires en toiture. Il est conforme à la RT2012 – voir **Annexe supplémentaire 02.** 36 arbres de hautes tiges et ou à large canopée sont plantés ainsi que 82 mètres linéaires de haie basse fleurie, 60 mètres linéaires de haie basse parfumée et 87 mètres linéaires de haie libre. Le maître d'ouvrage s'engage à planter et semer des espèces locales. Les espaces verts de pleine-terre du projet représenteront 3 446 m² soit 42,79 % de l'emprise foncière du projet. Le projet va permettre une plus-value qualitative paysagère et environnementale du site. 4 bornes de recharge pour véhicules électriques seront installées et 10 places seront prééquipées. Mise en place d'un parc à vélo sous l'auvent à l'entrée du magasin avec arceaux.
Risques naturels	**Enjeu faible** Aucun risque d'inondation sur la commune. La zone d'étude est localisée sur un large secteur à aléa retrait-gonflement des argiles faible. Aucun risque de débordement de nappe sur le site d'étude. 3 cavités souterraines sur la commune mais à distance du site d'étude. La commune de Friville-Escarbotin est située dans une zone de sismicité de niveau 1 (très faible) et dans une zone d'exposition au radon de catégorie 1 (faible).	**Impacts** Impact négligeable car le projet est réalisé en lieu et place d'un site déjà aménagé et entièrement artificialisé (magasin Aldi déjà en activité) dans un secteur fortement urbanisé. **Mesures** Mise en place de techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales qui permet de réduire les apports par rapport à l'actuel et de constituer la recharge des eaux souterraines. Recherche de la neutralité hydraulique des nouveaux aménagements. Des investigations géotechniques sont menées pour accompagner la conception du projet et pour préciser si des dispositions particulières doivent être prises, notamment vis-à-vis des fondations selon le type de bâtiment, d'ouvrage à construire. Ces études géotechniques permettent de réduire le risque de fragilisation de la stabilité et de la structure des sols et sous-sols. Respect des règles de construction parasismique applicables aux bâtiments.
Zonages écologiques et biodiversité	**Enjeu négligeable** La zone d'étude est localisée à distance de toute ZNIEFF et de toute zone Natura 2000. Aucune RNN, RNR, réserve biologique, ZICO à proximité du site d'étude. Absence d'un site d'importance communautaire, d'un ENS, d'un site RAMSAR ou d'un APB dans le secteur. Commune concernée par le PNR Baie de Somme Picardie Maritime. La commune de Friville-Escarbotin est concernée par le SRCE Picardie (non approuvé) mais aucun réservoir ou corridor ne concerne la commune. Le site étant localisé en contexte urbain, sur une zone artificialisée et en activité (magasin Aldi), la présence d'espèces floristiques ou faunistiques d'intérêt est très peu probable. Très peu de milieux naturels et semi-naturels dans le secteur du site à l'exception des espaces verts du magasin Aldi actuel et du centre aquatique.	**Impacts** Perturbation faune des milieux anthropiques par bruit (phase travaux et exploitation). Aucun impact sur les zonages écologiques réglementaires ou sur la biodiversité (site artificialisé et aménagé en tissu urbain dense). **Mesures** 36 arbres de hautes tiges et ou à large canopée sont plantés ainsi que 82 mètres linéaires de haie basse fleurie, 60 mètres linéaires de haie basse parfumée et 87 mètres linéaires de haie libre. Le maître d'ouvrage s'engage à planter et semer des espèces locales. Les espaces verts de pleine-terre du projet représenteront 3 446 m² soit 42,79 % de l'emprise foncière du projet. Le projet va permettre une plus-value qualitative paysagère et environnementale du site. La construction des magasins Aldi sur des zones déjà aménagées et artificialisées est, dans un contexte de forte pression foncière, un enjeu pour l'aménagement durable des territoires. Cela participe au recyclage du foncier du territoire et limite l'étalement urbain, la consommation de milieux naturels et agricoles, évite la création de friche commerciale et économise la construction de nouvelles infrastructures (voiries, réseaux etc.).

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
		Mesures d'évitement et de réduction du projet : **Mesure E3.2a** : Absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires et de tout produit polluant ou susceptible d'impacter négativement le milieu. **Mesure R3.2a** : Adaptation de la période d'entretien des espaces enherbés et des haies/arbres et **Mesure R2.2o** : Gestion écologique des habitats : Une fauche annuelle à la fin de l'été ou au début de l'automne (septembre-octobre) avec exportation du produit sur les espaces enherbés des espaces verts et entretien par taille plus régulière mais moins sévère des haies et arbres plantés et respect des périodes de nidification et d'élevage des jeunes oiseaux. **Mesure R2.2r** : Plantation et semis d'espèces végétales locales. **Mesure R2.2c** : Dispositif de limitation des nuisances envers la faune → ajuster l'orientation, l'intensité et la périodicité des luminaires sur l'ensemble du projet.
Environnement humain	**Enjeu faible** Nous observons une stagnation globale de la population communale depuis 1968. Le vieillissement de la population est donc exprimé dans la commune et se traduit par une diminution du ratio « moins de 15 ans / plus de 60 ans ». Desserrement des ménages avec une diminution des couples avec enfants. Augmentation des logements sur la commune depuis 1968. Le nombre d'actifs sur la commune a augmenté entre 2011 et 2022 (cela se traduit par une augmentation des actifs ayant un emploi et une diminution des chômeurs). Friville-Escarbotin est une commune urbaine bien en équipements, services et activités de proximité. La commune est un pôle de proximité. La ZIP est localisée à proximité immédiate d'un centre aquatique et de plusieurs zones de lotissements d'habitations mais à distance des commerces et services de la commune (localisés majoritairement dans le centre du tissu urbain).	**Impacts positifs** Création d'emplois en phase travaux et en phase d'exploitation. Dynamisation, conservation de l'attractivité du territoire. Le projet va permettre une p-value qualitative paysagère et environnementale sur le site pour les riverains.
Risques technologiques et sanitaires	**Enjeu négligeable** Aucun PPRT sur la commune. Site d'étude non concerné par le risque ICPE, BASOL, CASIAS, canalisations et autres transports de matières dangereuses et lignes électriques.	**Impacts** Aucun impact significatif **Mesures** Les missions géotechniques G3, G4 avant et pendant les travaux de construction seront réalisées. Un diagnostic de gestion des déchets de démolition sera également réalisé.
Nuisances sonores	**Enjeu modéré** Une partie de la ZIP est concernée par une voirie bruyante de catégorie 4 (30 m) : la D229.	**Impacts** Très légère hausse du trafic routier pendant les travaux Aucun impact significatif en phase d'exploitation : site déjà aménagé par un magasin Aldi en activité. Le projet prévoit de rajouter seulement 4 places de stationnement.

Thème	Etat initial	Impacts et mesures
		Déplacements essentiellement restreints au parking et voies de stationnement. **Mesures** Respect des règles acoustiques des bâtiments. Prise en compte de la zone tampon de bruit relative à la rue Voltaire. Les limites de propriété seront végétalisées. Le commerce est implanté avec en retrait des limites séparatives.
Servitudes	**Enjeu faible** Le site d'étude n'est concerné par aucune servitude d'utilité publique. Il se situe en limite de la SUP PT3.	**Impacts** Aucun impact significatif **Mesures** Respects des préconisations et du règlement du PLUi CC du Vimeu concernant les SUP.
Transport et déplacements	**Enjeu modéré** Le site d'étude se localise le long de la D229, en entrée de ville, il est donc bien desservi par un axe majeur de la commune et du territoire de la CC du Vimeu. Il a un positionnement stratégique : il est localisé dans une zone mixte avec des lotissements d'habitations, un centre aquatique et le magasin Aldi déjà en activité. Les arrêts de bus de la commune sont localisés à distance du site. Le magasin Aldi est donc essentiellement accessible en voiture ou à pied pour les habitants du secteur. Les abords du site d'étude sont sécurisés pour les piétons : des trottoirs bilatéraux sur l'ensemble des rues autour du site et des passages piétons aux abords du magasin et sur le giratoire. Aucune piste ou voie cyclable n'est identifiée sur les rues d'accès au site d'étude.	**Impacts** Aucun impact significatif : site déjà aménagé par un magasin Aldi en activité. Le projet prévoit de rajouter seulement 4 places de stationnement. Déplacements essentiellement restreints au parking et voies de stationnement. **Mesures** L'accès au site par les automobilistes restera lisible et sécurisé. Création d'un cheminement piéton visuellement contrasté depuis la rue Voltaire jusque l'entrée du magasin. Aménagement d'un abri à vélos avec arceaux sous le auvent du magasin.
Paysage Patrimoine	**Enjeu négligeable** Aucun enjeu paysager n'est présent dans le secteur du site d'étude. Le site n'est pas concerné par le zonage réglementaire d'un monument historique. Aucun site inscrit ou classé à proximité de la zone d'étude. La commune de Friville-Escarbotin n'est pas concernée par le patrimoine mondial de l'UNESCO. Aucune ZPPAUP (Servitude AC4) n'est présente sur la commune de Friville-Escarbotin.	**Impacts** Aucun impact négatif : site déjà aménagé par un magasin Aldi en activité. **Mesures** La construction présente un aspect soigné, tant du point de vue des volumes que des matériaux de construction mis en œuvre que des coloris employés. 36 arbres de hautes tiges et ou à large canopée sont plantés ainsi que 82 mètres linéaires de haie basse fleurie, 60 mètres linéaires de haie basse parfumée et 87 mètres linéaires de haie libre. Le maître d'ouvrage s'engage à planter et semer des espèces locales. Les espaces verts de pleine-terre du projet représenteront 3 446 m² soit 42,79 % de l'emprise foncière du projet. Le projet va permettre une plus-value qualitative paysagère et environnementale du site.